

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 94

N° 5

Mai 1905.

## PREMIÈRE PARTIE

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE, BELGIQUE, DANEMARK,  
ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS,  
PORTUGAL, RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE

#### **Arrangement international concernant la répression de la traite des blanches (1).**

Conclu à Paris le 18 mai 1904. En vigueur à partir du 18 juillet 1905.

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ; Sa Majesté le roi des Belges ; Sa Majesté le roi de Danemark ; Sa Majesté le roi d'Espagne ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au-delà des mers, empereur des Indes ; Sa Majesté le roi d'Italie ; Sa Majesté la reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le roi du Portugal et des Algarves ; Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies ; le Conseil fédéral Suisse, et Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures, une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « traite des blanches », ont résolu de conclure un arrangement à l'effet de concorder des mesures propres à atteindre ce but, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse : — S. A. S. le prince de Radolin, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française ;

(1) Cf. aussi documents concernant la conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, dans *Arch. dipl.* 1902, vol. I, p. 154 et suiv., p. 267 et suiv.

Cf. Décret du 7 février 1905, *Arch. dipl.*, 1905, vol. I, n° 2, p. 262.

Sa Majesté le roi des Belges : — M. A. Leghait, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté le roi de Danemark : — M. le comte F. Reventlow, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté le roi d'Espagne : — S. Exc. M. F. de Léon y Castillo, marquis del Muni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française ;

Le Président de la République Française : — S. Exc. M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République Française ;

Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des Possessions Britanniques au-delà des mers, empereur des Indes : — S. Exc. Sir Edmund Monson, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté le roi d'Italie : — S. Exc. M. le comte Tornielli Brusati di Vergano, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française ;

Sa Majesté la reine des Pays-Bas : — M. le chevalier de Stuers, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves : — M. T. de Souza-Roza, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies : — S. Exc. M. de Nelidow, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française ;

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège : — Pour la Suède et pour la Norvège : M. Akerman, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République française ;

Le Conseil fédéral Suisse : — M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le président de la République française ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Chacun des gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger ; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ART. 2. — Chacun des gouvernements s'engage à faire exercer une

surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux autorités du lieu de destination, soit aux agents diplomatiques ou consulaires intéressés, soit à toutes autres autorités compétentes.

ART. 3. — Les gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux autorités du pays d'origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d'un rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. Chacun des pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

ART. 4. — Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui paieraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, — et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

ART. 5. — Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, aux conventions particulières qui pourraient exister entre les gouvernements contractants.

ART. 6. — Les gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

ART. 7. — Les États non signataires sont admis à adhérer au présent arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au gouvernement français, qui en donnera connaissance à tous les États contractants.

ART. 8. — Le présent arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 9. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 mai 1904, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du ministère des affaires étrangères de la République française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque puissance contractante.

(*Signé*) : RADOLIN (L. S.) — A. LEGHAIT (L. S.) — F. REVENTLOW (L. S.) — F. DE LÉON Y CASTILLO (L. S.) — DELCASSÉ (L. S.). — EDMUND MONSON (L. S.) — G. TORNIELLI (L. S.) — A. DE STUERS (L. S.) — T. DE SOUZA-ROZA (L. S.) — LARDY (L. S.) — NEIDOW (L. S.). — Pour la Suède et pour la Norvège : *Le ministre de Suède et Norvège* (*Signé*) : AKERMAN.

#### PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Les plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'arrangement ayant pour but d'assurer une protection efficace contre la « traite des blanches », ont échangé la déclaration suivante en ce qui concerne l'application dudit arrangement aux colonies respectives des États contractants.

ARTICLE PREMIER. — Les pays signataires de l'arrangement susmentionné ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

ART. 2. — Le gouvernement allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses colonies.

Le gouvernement danois déclare qu'il se réserve le droit d'adhérer à l'arrangement pour les colonies danoises.

Le gouvernement espagnol déclare réserver ses résolutions au sujet de ses colonies.

Le gouvernement français déclare que l'arrangement s'appliquera à toutes les colonies françaises.

Le gouvernement de Sa Majesté britannique déclare se réserver le droit d'adhérer à l'arrangement et de le dénoncer pour chacune des colonies ou possessions britanniques, séparément.

Le gouvernement italien déclare que l'arrangement s'appliquera à la colonie de l'Erythrée.

Le gouvernement des Pays-Bas déclare que l'arrangement s'appliquera à toutes les colonies néerlandaises.

Le gouvernement portugais déclare se réserver de décider ultérieurement si l'arrangement sera mis en vigueur dans quelque une des colonies portugaises.

Le gouvernement russe déclare que l'arrangement sera applicable intégralement à tout le territoire de l'empire en Europe et en Asie.

ART. 3. — Les gouvernements qui auraient ensuite à faire des déclarations au sujet de leurs colonies, les feront dans la forme prévue à l'article 7 de l'arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement, S. A. S. le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne, demande, au nom de son gouvernement, à faire la déclaration suivante :

De l'avis du gouvernement allemand, les règlements qui pourraient exister entre l'Empire allemand et le pays d'origine, concernant l'assistance mutuelle d'indigents, ne sont pas applicables aux personnes qui seront rapatriées, en vertu du présent arrangement, en passant par l'Allemagne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal.

Fait à Paris, le 18 mai 1904.

(Signé) : RADOLIN, — A. LEGHAIT, — R. REVENTLOW, —  
F. DE LEON Y CASTILLO, — DELCASSÉ, — EDMUND  
MONSON, — G. TORNIELLI, — A. DE STUERS, —  
T. DE SOUZA-ROZA, — LARDY, — NELDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège :

(Signé) : AKERMAN.

---

#### PROCÈS-VERBAL

*De dépôt de ratifications sur l'arrangement international signé à Paris, le 18 mai 1904, en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « traite des blanches ».*

En exécution de l'article 9 de l'arrangement international du 18 mai

1904, les soussignés, représentants des puissances cosignataires, se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères, à Paris, pour procéder au dépôt, entre les mains du gouvernement de la République française, des ratifications des hautes puissances contractantes, ce dépôt tenant lieu d'échange.

Les instruments des ratifications :

- 1° Du Conseil fédéral suisse ;
- 2° De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse ;
- 3° De Sa Majesté le Roi de Danemark ;
- 4° De Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
- 5° De M. le Président de la République française ;
- 6° De Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes ;
- 7° De Sa Majesté le Roi d'Italie ;
- 8° De Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;
- 9° Et de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

ont été produits et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au gouvernement de la République française pour être déposés dans les archives du département des affaires étrangères.

D'autre part, M. le Ministre de Belgique, M. le Ministre de Portugal et M. le Ministre des Pays-Bas ayant demandé un délai pour accomplir cette formalité, les soussignés sont convenus de charger le gouvernement de la République française de recevoir les ratifications desdits Etats, qui devront les envoyer le 18 juillet 1905, au plus tard, date à laquelle l'arrangement, conformément à l'article 8, entrera en vigueur pour tous les Etats ayant alors ratifié.

Le gouvernement français donnera avis de ces dépôts successifs aux puissances contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 janvier 1905.

Pour la Suisse. — (L. S.) : LARDY.

Pour l'Allemagne. — (L. S.) : RADOLIN.

Pour le Danemark. — (L. S.) : F. REVENTLOW.

Pour l'Espagne. — (L. S.) : F. DE LEON Y CASTILLO.

Pour la République française. — (L. S.) : DELCASSÉ.

Pour la Grande-Bretagne. — (L. S.) : FRANCIS BERTIE.

Pour l'Italie. — (L. S.) : G. TORNIELLI.

Pour la Russie. — (L. S.) : NELIDOW.

Pour la Suède et pour la Norvège. — (L. S.) : AKERMAN.

N. B. — Conformément à son article 8, l'arrangement entrera en vi-

gueur six mois après la date de l'échange des ratifications, soit le 18 juillet 1905.

Par déclaration du 18 janvier 1905, l'ambassade d'Autriche-Hongrie, à Paris, a fait savoir au gouvernement français que l'Autriche-Hongrie adhérerait à l'arrangement ci-dessus, ainsi qu'à la déclaration contenue dans le procès-verbal de signature, concernant l'application de l'arrangement aux colonies étrangères des parties contractantes.

Le Conseil fédéral suisse a désigné le Ministère public de la Confédération, à Berne, comme autorité centrale suisse, au sens de l'article premier de l'arrangement.

Le Gouvernement des États-Unis du Brésil, usant de la faculté réservée par l'article 7 de l'arrangement international conclu à Paris, le 18 mai 1904, et destiné à réprimer le trafic criminel connu sous le nom de « traite des blanches », a accédé audit arrangement international en date du 12 mai (1).

---

## ESPAGNE — GRÈCE

### Traité de commerce et de navigation.

Signé à Paris le 23 septembre 1903. (2)

Sa Majesté le Roi des Hellènes et Sa Majesté le Roi d'Espagne, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations de Commerce et de Navigation entre la Grèce et l'Espagne, et reconnaissant l'utilité de déterminer les droits, privilèges et attributions des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires Hellènes et Espagnols réciproquement admis à résider dans leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation, et ils ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Nicolas P. Délyanni, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en France et en Espagne, Grand Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur et Grand' Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III, de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique, et d'autres ordres;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, Don Fernando de Léon y Castillo, Marquis del Muni, Chevalier du Collier de l'Ordre Royal et distingué de Charles III, Grand Croix de la Légion d'Honneur de France, de Saint-Maurice et Saint-Lazare d'Italie, de la Conception de Vellaviciosa de Portugal et de l'Etoile Polaire de Suède, etc., Son Ambassadeur à Paris.

ARTICLE PREMIER. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Espagne.

Les sujets de chacune des hautes parties contractantes auront, dans

---

1) *Journal Officiel*, 21 mai 1905.

(2) Loi espagnole autorisant le Gouvernement à ratifier ledit traité: 21 juin 1904. (*Gaceta de Madrid*, 27 juillet 1904, p. 319.) — Echange des ratifications à Paris le 14 novembre 1904.

les territoires de l'autre partie, le même droit que les nationaux de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, de l'acquérir et d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou d'autre manière, ainsi que d'hériter ab intestat. Ils jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits que les nationaux et ne seront soumis à aucune imposition autre ou plus élevée que ceux-ci, ils seront exempts de toute fonction officielle ou municipale et de tout service personnel soit dans les armées de terre et de mer, soit dans la milice et la garde nationale, ainsi que de toutes réquisitions et prestations militaires et de toute contribution extraordinaire de guerre ou emprunt forcé, en tant que ces contributions et emprunts ne seront pas imposés sur la propriété foncière.

ART. 2. — Les produits du sol et de l'industrie helléniques et réciproquement les produits du sol et de l'industrie espagnols, provenant directement de l'Espagne et de la Grèce, jouiront en Espagne et réciproquement en Grèce de tous les bénéfices et avantages douaniers qui sont accordés actuellement ou qui pourraient être accordés à l'avenir à d'autres pays étrangers, par des Traités ou des Conventions de Commerce.

Lesdits produits helléniques ou espagnols, déposés dans un entrepôt officiel de commerce d'un autre pays ou ayant passé en transit par un autre Etat jouiront également en Espagne et réciproquement en Grèce des mêmes avantages.

Toutefois, dans ces deux derniers cas, on devra justifier soit le dépôt, soit le transit dans les formes établies ou qui pourraient être établies à l'avenir par la législation espagnole et réciproquement par la législation hellénique.

Il est en outre convenu que les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux avantages douaniers spéciaux accordés actuellement ou qui pourraient être accordés ultérieurement par l'Espagne au Portugal et à la France en vue de faciliter le commerce de frontière, et en tant que ces avantages ne seraient pas accordés à une tierce puissance, sauf les deux Etats déjà mentionnés. Il en sera de même pour les facilités du commerce de frontière existant actuellement en Grèce ou pour les avantages douaniers spéciaux qui pourraient être accordés à l'avenir par la Grèce dans ce même but.

Les hautes parties contractantes s'engagent également à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions d'importation ou de transit. Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que pour les monopoles d'Etat déjà existant ou qui pourraient être établis à l'avenir ainsi que pour les interdictions sanitaires dictées par la nécessité de protéger la sécurité des personnes, du bétail ou des plantes utiles à l'agriculture. Aucune des mesures prohibitives précitées ne pourra être établie, par l'une des parties contractantes, qui ne soit applicable en même temps à toutes les nations, ou du moins dans les mêmes circonstances à d'autres nations aussi.

ART. 3. — Les articles destinés à être exportés de la Grèce en Espagne ou de l'Espagne en Grèce ne pourront être assujettis dans les pays res-

pectifs à des droits plus élevés ni à des formalités de sortie autres que ceux auxquels est soumise l'exportation des mêmes articles à destination de tout autre pays étranger.

Aucune prohibition d'exportation ne sera respectivement imposée à l'égard de l'autre partie contractante qui ne soit appliquée dans les mêmes conditions à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

ART. 4. — Les sujets de chacune des parties contractantes seront exempts, dans les territoires et possessions de l'autre partie, de tout droit de transit et seront traités sur le même pied que les nationaux pour tout ce qui concerne l'entreposage, les primes, facilités et restitutions de droits.

ART. 5. — Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de la Grèce par des navires helléniques est ou sera légalement permise, pourront également y être importées par des navires espagnols sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits d'entrée, de séjour et de sortie, que si les marchandises étaient importées par des navires nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce, dont l'importation dans les ports de l'Espagne est ou sera légalement permise par des navires espagnols, pourront également y être importées par des navires helléniques, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, d'entrée, de séjour et de sortie, que si les mêmes marchandises étaient importées par des navires nationaux.

Cette réciprocité de traitement sera applicable auxdites marchandises, soit qu'elles proviennent directement du pays de production, soit d'un autre endroit quelconque.

De la même manière, il y aura égalité parfaite de traitement en ce qui concerne l'exportation; ainsi, les marchandises de toute nature qui seront légalement exportées de la Grèce par navires espagnols et de l'Espagne par navires helléniques pour quelque destination que ce soit paieront, sous l'un ou l'autre pavillon, les mêmes droits d'exportation et elles jouiront de toutes primes ou restitution de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des pays respectifs, à la navigation nationale.

ART. 6. — Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont établies dans le territoire de l'une des hautes parties contractantes, conformément aux lois en vigueur dans ce pays, pourront exercer sur le territoire de l'autre partie tous les droits qui sont accordés aux sociétés analogues de l'Etat le plus favorisé.

ART. 7. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Hellènes en Espagne, et réciproquement au profit des Espagnols en Grèce, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux. Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique est du domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays. Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont également applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les Hellènes ne pourront revendiquer en Espagne, îles adjacentes et possessions espagnoles, la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Espagne. Réciproquement, les sujets Espagnols ne pourront revendiquer en Grèce la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Grèce.

ART. 8. — Les commis-voyageurs qui se rendent en Grèce pour le compte d'une maison établie en Espagne seront traités, en ce qui se réfère à la patente ainsi qu'à l'importation et la réexportation des échantillons qu'ils auraient avec eux, comme les commis-voyageurs de la nation la plus favorisée; et, réciproquement, il en sera de même pour les commis-voyageurs hellènes en Espagne.

ART. 9. — Seront considérés comme navires helléniques ou espagnols tous ceux qui doivent être reconnus comme navires helléniques, d'après les lois du Royaume de Grèce, ou navires espagnols d'après les lois du Royaume d'Espagne.

Aucuns droits de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quai ou autres charges qui pèsent sous quelque dénomination que ce soit sur la coque du navire et sont perçus au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie, dans les ports de l'un des deux Pays aux bâtiments de l'autre qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires nationaux.

Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs de quelque part ou place qu'ils arrivent et quelle que soit leur destination à leur départ.

ART. 10. — Il est réciproquement convenu que le cabotage, tant maritime que fluvial, ainsi que les différentes branches de la pêche dans les eaux territoriales, demeurent réservés au pavillon national dans les Etats respectifs.

ART. 11. — Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires dans tous ses ports, villes et possessions, sauf dans les localités qu'elle jugerait convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à tous les autres Etats. Les dits fonctionnaires

jouiront réciproquement dans les territoires de l'autre Partie de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Il est toutefois bien entendu que les deux Gouvernements se réservent la faculté de refuser leur exéquatur en cas d'objection contre la personne nommée en ces fonctions.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, sujets de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être ni arrêtés, ni conduits en prison, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du pays de leur résidence qualifie de crimes et punit comme tels.

Si les dits fonctionnaires voulaient exercer le commerce, ils seront tenus de se conformer, pour tout ce qui se réfère à leurs négoce et transactions commerciales, aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le lieu de leur résidence les particuliers de leur nation et les sujets des Etats les plus favorisés.

ART. 12. — Les archives consulaires sont inviolables et les autorités locales ne pourront visiter ni saisir les papiers qui en font partie. Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce et à l'industrie que pourraient exercer les agents de l'ordre consulaire respectifs.

ART. 13. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront seuls de tous les différends qui se seraient élevés en mer ou s'élèveront dans le port entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord seraient de nature à troubler l'ordre dans le port ou à terre, ou lorsqu'une personne du pays ou ne faisant pas partie du rôle de l'équipage s'y trouverait mêlée.

Les dits agents du service consulaire pourront faciliter aux capitaines l'expédition des navires de leur nation et les accompagner devant les tribunaux et devant les bureaux de l'administration, en tant que la législation du pays ne s'y opposerait pas, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auraient à traiter ou dans les demandes qu'ils auraient à formuler.

Les fonctionnaires publics du pays ne pourront, dans les ports où réside un Consul ou un Agent Consulaire de l'un des deux Etats respectifs, opérer ni recherches, ni visites autres que les visites ordinaires de la douane ou de la santé à bord des navires de commerce, sans en avoir préalablement donné avis au Consul afin qu'il puisse assister à la visite. L'invitation qui sera adressée à cet effet au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire indiquera une heure précise, et s'il négligeait de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué il sera procédé en son absence.

Avis sera également donné aux agents consulaires pour qu'ils puissent assister, en tant que la législation du pays le permettrait, aux déclarations que les capitaines ou les équipages des navires de leur nation auraient à faire devant les tribunaux ou les administrations

locales. S'ils négligeaient de s'y rendre ou de se faire représenter à l'heure indiquée dans la citation, il sera procédé sans eux.

ART. 14. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités compétentes des Etats respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre l'Espagne et la Grèce et pour protéger les droits et intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leurs réclamations, les dits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur nation, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 15. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires auront le droit de recevoir, dans leur chancellerie, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines, des gens d'équipage des navires de leur pays, des passagers qui se trouveraient à bord et de tous autres sujets de leur nation.

Les dits Consuls ou Agents auront le droit de recevoir tout acte notarié, destiné à être exécuté dans leur pays, et qui interviendra soit entre les nationaux seulement, soit entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des personnes du pays de leur résidence. Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels les sujets du pays où ils résident seront seuls parties, lorsque ces actes se rapportent exclusivement à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le Consul ou l'Agent devant qui ces actes seront passés.

Tous les actes dont il s'agit, soit en original, en copie ou en traduction, dûment légalisés par les dits agents et scellés du sceau officiel des Consulats et vice-consulats, feront foi en justice devant tous les tribunaux d'Espagne, îles adjacentes et possessions Espagnoles et dans ceux du Royaume de Grèce.

ART. 16. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie de l'équipage des bâtiments de guerre et de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté les dits bâtiments sur le territoire même de l'une des Hautes parties contractantes, pour les renvoyer à bord ou les faire transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront la demande de ces déserteurs, en justifiant, le cas échéant, par l'exhibition des registres du navire, du rôle de l'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage. Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient sujets du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle.

Il sera donné aux dits agents consulaires toute aide et protection pour

la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des consuls jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les renvoyer à leur pays; si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement payés, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 17. — A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes les avaries essuyées en mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des pays respectifs. Si cependant des habitants du pays ou des sujets d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries et si les parties ne pouvaient s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 18. — Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Espagnols naufragés sur les côtes de la Grèce et des navires Helléniques naufragés sur les côtes de l'Espagne, îles adjacentes et possessions Espagnoles, seront respectivement dirigées par les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls d'Espagne en Grèce et par les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls de Grèce en Espagne et, jusqu'à leur arrivée à l'endroit du naufrage, par les agents consulaires, là où il existerait des agences consulaires. Dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du Consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devra être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et des effets naufragés. Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils ne font pas partie des équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. Il est bien entendu que ces marchandises ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera de frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

ART. 19. — En cas de décès d'un Espagnol en Grèce ou d'un Hellène en Espagne ou dans les îles adjacentes et possessions Espagnoles, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué

par le défunt, les autorités locales devront en informer les Consuls ou Agents Consulaires de la nation à laquelle appartenait le défunt, afin qu'il puisse être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées. En cas de minorité des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les Agents Consulaires, concurremment avec les autorités locales compétentes, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de procéder à tous les actes nécessaires pour la conservation et l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de dresser l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des héritiers, excepté le cas où naîtraient des contestations lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession sera ouverte.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires seront exclusivement chargés des actes d'inventaire ou des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens héréditaires laissés par les gens de mer, les passagers et autres voyageurs de leur nation, morts à bord des navires de leur pays ou à terre, soit pendant la traversée, soit dans le port de l'arrivée.

ART. 20. — Jusqu'à ce qu'une des Hautes Parties contractantes ait notifié à l'autre, une année à l'avance, son intention de faire cesser les effets du présent traité, il continuera d'être en vigueur pour le terme d'une autre année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncé.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les ratifications seront échangées à Paris.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le vingt-trois septembre 1903.

(L. S.) (*Signé*) : N. DELYANNI.

(L. S.) (*Signé*) : F. DE LEON Y CASTILLO.

## ÉTATS-UNIS — HAÏTI

### Traité concernant la naturalisation des émigrés.

Signé à Washington, le 22 mars 1902 (1).

#### Texte original français

Les États-Unis de l'Amérique du Nord et la République d'Haïti, désirant régler la nationalité des personnes qui émigrent des États-Unis à la République d'Haïti, et d'Haïti aux États-Unis, ont résolu de conclure un traité à ce sujet.

A cet effet, ils ont nommé leurs Plénipotentiaires, à savoir :

#### Texte original anglais

The United States of America and the Republic of Haïti desiring to regulate the citizenship of those persons who may emigrate from the United States to Haïti, or from Haïti to the United States, have resolved to conclude a treaty on this subject.

For that purpose they have appointed their Plenipotentiaries, to-wit :

1) Échange des ratifications à Washington, le 19 mars 1904.

Le Président des Etats-Unis :  
M. John Hay, Secrétaire d'Etat des  
Etats-Unis;

Le Président d'Haïti : M. J.-N.  
Léger, Envoyé Extraordinaire et  
Ministre Plénipotentiaire de la  
République aux Etats-Unis,

Lesquels, après mutuelle communication de leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les citoyens des États-Unis d'Amérique qui se seront dûment naturalisés citoyens d'Haïti et qui, pendant une période de cinq années, auront résidé sans interruption à Haïti, seront reconnus par les Etats-Unis comme citoyens d'Haïti.

Réciproquement, les citoyens d'Haïti qui se seront dûment naturalisés citoyens des Etats-Unis d'Amérique et qui, pendant une période de cinq années, auront résidé sans interruption aux Etats-Unis, seront reconnus par Haïti comme citoyens des Etats-Unis.

Cet article s'appliquera aussi bien aux personnes déjà naturalisées qu'à celles qui pourront l'être à l'avenir.

ART. 2. — Celui qui, après s'être fait naturaliser citoyen de l'un des Etats contractants, reviendra habiter son pays d'origine sans esprit de retour dans celui où il s'est fait naturaliser, sera considéré comme ayant renoncé à la nationalité obtenue par naturalisation.

ART. 3. — L'intention de ne plus retourner peut être considérée comme existant, quand la personne naturalisée dans un pays réside plus de deux années dans l'autre.

The President of the United States : John Hay, Secretary of State of the United States;

The President of Haiti : Mr. J. N. Léger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Haiti at Washington;

Who, after the mutual communication of their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

ART. 1. — Citizens of the United States of America who shall have been duly naturalized as citizens of Haiti, and who shall have resided uninterruptedly in Haiti during a period of five years, shall be recognized by the United States as citizens of Haiti.

Reciprocally, citizens of Haiti who have been duly naturalized as citizens of the United States of America, and who shall have resided uninterruptedly in the United States during a period of five years, shall be recognized by Haiti as citizens of the United States.

This article shall apply as well to those already naturalized in either country as those hereafter naturalized.

ART. 2. — The person who, after having become a naturalized citizen of one of the contracting States, shall return to live in the country of his origin, without intention to return to the country where he has been naturalized, shall be considered as having renounced the nationality obtained through naturalization.

ART. 3. — The intent not to return may be held to exist when the person naturalized in the one country resides more than two years in the other country.

ART. 4. — Les citoyens naturalisés de l'un ou de l'autre Etat, qui retourneront dans leur pays d'origine, pourront y être poursuivis et punis conformément aux lois pour les crimes ou délits commis avant leur émigration et qui ne sont pas couverts par la prescription.

ART. 5. — La déclaration de l'intention de devenir citoyen de l'un des Etats contractants ne peut avoir l'effet d'une naturalisation.

ART. 6. — Le présent Traité demeurera en vigueur pendant une durée de dix années à partir de l'échange des ratifications; et si une année avant l'expiration de cette période l'une des Parties contractantes ne notifie à l'autre son intention d'y mettre fin, ledit Traité continuera à être en vigueur d'année en année jusqu'au terme d'une année après notification officielle faite en vue d'y mettre fin.

ART. 7. — Le présent Traité sera soumis à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respectives de chacune des Parties contractantes et les ratifications seront échangées à Washington dans le délai de douze mois à partir de cette date ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, en double expédition, en anglais et en français, ce jour, vingt-deux mars 1902.

John HAY. (L. S.)

ART. 4. — The naturalized citizens of either State who return to their country of origin, will be there liable to prosecution and punishment in conformity to the laws for the crimes or misdemeanors committed before their emigration and that are not covered by the statute of limitations.

ART. 5. — The declaration of intention to become a citizen of the one or the other country has not for either party the effect of naturalization.

ART. 6. — The present treaty shall remain in force for ten years from the date of the exchange of ratifications; and unless one of the contracting parties shall notify the other of its intention to terminate it one year before the expiration of that period, the said treaty shall continue in force from year to year until the expiration of one year after official notice shall have been given by either of the contracting governments of a purpose to terminate it.

ART. 7. — The present treaty shall be submitted to the approval and ratification of the respective appropriate authorities of each of the contracting parties, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible within twelve months from the date hereof.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the foregoing articles, and have affixed their seals.

Done in duplicata at the City of Washington, in the English and French languages this twenty second day of March, 1902.

J.-N. LEGER. (L. S.)

**Traité supplémentaire au Traité du 22 mars 1902, concernant  
la naturalisation des émigrés**

Signé à Washington, le 28 février 1903 (1).

Les États-Unis d'Amérique et la République d'Haïti, considérant qu'il est nécessaire de prolonger le délai où, conformément à l'article 7 du traité de naturalisation signé à Washington le 22 mars 1902 par leurs plénipotentiaires respectifs, l'échange des ratifications de ce traité doit avoir lieu, ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, John Hay, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et

Le Président d'Haïti, M. J.-N. Léger, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Haïti à Washington ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de l'article additionnel suivant qui doit être considéré comme faisant partie de ce traité.

ARTICLE UNIQUE. — Les ratifications respectives dudit traité seront échangées aussitôt que possible, et dans le délai de douze mois à partir du 22 mars 1903.

Fait en double à Washington, en anglais et en français, ce 28 jour de février de 1903.

John HAY. (L. S.)

The United States of America and the Republic of Haiti, considering it expedient to prolong the period within which, by Article VII of the treaty of naturalization, signed by their respective plenipotentiaries at Washington on March 22, 1902, the exchange of ratifications of the said treaty shall take place, have for that purpose appointed their respective Plenipotentiaries, namely :

The President of the United States of America, John Hay, Secretary of State of the United States of America; and

The President of Haiti, Mr. J. N. Léger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Haiti at Washington ;

Who, after having communicated each to the other, their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following additional article to be taken as part of said treaty.

SOLE ARTICLE. — The respective ratifications of the said treaty shall be exchanged as soon as possible, and within twelve months from March 22, 1903.

Done in duplicate at Washington, in the English and French languages, this 28 th day of February, A. D. 1903.

J. N. LEGER. (L. S.)

(1) Échange des ratifications à Washington, le 19 mars 1904.

ARCH. DIPL., T. 94. — 1905, VOL. II, N° 5.

## ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

**Arrangement du 25 mars 1905, concernant les frontières de l'Alaska (1).**

## EXCHANGE OF NOTES

*Acceptance of the report of the commissioners to complete the award under the convention of January 24, 1903, respecting the boundary line between Alaska and the british North American possessions (1).*

AGREEMENT EFFECTED BY EXCHANGE OF NOTES, MARCH 25, 1905.

N° 187

Department of State.

*Washington March 25, 1905.*

*Excellency*, — Referring to your note of October 1st, and Mr. Hay's reply of December 2d, 1904, in regard to the report by Messrs. O. H. Tittmann and W. F. King, the Commissioners appointed to carry out the delimitation of the Alaska boundary so far as it was left undefined by the Award of the London Tribunal, and concerning the character of our agreement between the United States and Great Britain for the formal acceptance of the recommendations of the Commissions by an exchange of notes, I have the honor to state, by direction of the

## TRADUCTION (2)

**Limites entre la Grande-Bretagne et l'Alaska.**

*Acceptation du rapport des commissaires complétant la sentence arbitrale rendue d'après la convention du 24 janvier 1903, relativement aux limites entre l'Alaska et les possessions britanniques de l'Amérique du Nord.*

ACCORD CONCLU PAR ÉCHANGE DE NOTES DU 25 MARS 1905

N° 187

Département d'État

*Washington, 25 mars 1905.*

*Excellence*. — Conformément à votre note du 1<sup>er</sup> octobre et à la réponse de M. Hay, du 2 décembre 1904, au sujet du rapport de MM. O. H. Tittmann et W. King, commissaires désignés pour délimiter les frontières de l'Alaska dans toutes les parties qui ont été laissées sans détermination par la sentence arbitrale du Tribunal de Londres et relativement au caractère de notre accord entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour l'acceptation formelle des propositions des commissaires par un échange de notes, j'ai l'honneur d'exposer, par ordre du Prési-

(1) Cf. Convention du 24 janvier 1903, *Arch. Dipl.* 1903, vol. 1, n° 3, p. 268. — Sentence du Tribunal Arbitral, du 20 oct. 1903, *Arch. Dipl.* 1904, p. 903.

(2) Traduit par M. P. Goulé, docteur en droit, ancien magistrat.

President, that the Government of the United States agrees with the Government of His Britannic Majesty that the part of the boundary between Alaska and Canada lying between the points P and T mentioned in the award of the Tribunal of 1903, shall be defined, in accordance with the general principles laid down by said Tribunal, by the summits whose geographical coordinates are given with sufficient approximation for identification in the attached Table, provided that the Commissioners are hereby empowered, after they have secured sufficient data, to select additional and intermediate peaks between the points 7 and 8 and 8 and T where the distances between the peaks given in the Table exceed the probable limit of intervisibility. Provided also that no such additional and intermediate peak shall be more than 2,500 meters from the straight line joining peaks 7 and 8 or 8 and T of the attached Table, as follows :

TABLE SHOWING THE POSITIONS AND DISTANCES OF PEAKS.

The latitudes and longitudes are taken from, and refer to, the Maps numbers 10 and 12 of the surveys made by the British Commission under the Convention of 1892. The successive peaks are designated by consecutive numbers, counting southward from Point P.

---

dent, que le gouvernement des États-Unis convient avec le gouvernement de Sa Majesté britannique que la partie de la frontière entre l'Alaska et le Canada, située entre les points P et T mentionnés dans la sentence arbitrale du Tribunal de 1903, sera délimitée conformément aux principes généraux posés par ledit Tribunal, par les sommets dont les coordonnées géographiques sont données avec une approximation suffisante pour les identifier sur le tableau ci-joint, étant stipulé que les commissaires ont, par ces présentes, pleins pouvoirs, après avoir assuré des bases suffisantes, pour choisir les pics additionnels et intermédiaires entre les points 7 et 8, et 8 et T, où les distances entre les pics donnés dans le tableau dépassent la limite probable d'où ils peuvent être aperçus les uns des autres. Il a été stipulé aussi qu'aucun de ces pics additionnels et intermédiaires ne sera à plus de 2,500 mètres de la ligne droite joignant les pics 7 et 8 ou 8 et T du tableau annexé comme il suit :

TABLEAU INDIQUANT LES DISPOSITIONS ET LES DISTANCES DES PICS.

Les latitudes et longitudes sont prises d'après les cartes nos 10 et 12, des plans exécutés par la commission anglaise, en vertu de la Convention de 1892. Les pics successifs sont désignés par la suite des nombres en comptant vers le sud, à partir du point P.

Points.	Latitude.	Longitude.	From.	to	Approximate Distances.
Sheet 12	o ' "	o ' "			Meters.
1. . . . .	58 36 29	133 41 55	P	1	15,840
2. . . . .	58 31 01	133 33 14	1	2	12,800
3. . . . .	58 24 40	133 26 09	2	3	13,680
4. . . . .	58 22 35	133 27 09	3	4	4,000
5. . . . .	58 16 10	133 21 08	4	5	13,200
6. . . . .	58 13 24	133 16 48	5	6	6,960
7. . . . .	58 09 07	133 11 10	6	7	9,700
Sheet 10. . . . .	. . . . .	. . . . .	7	8	81,440
8. . . . .	57 29 47	132 32 52	8	T	36,800

Your acknowledgment of this communication, with a similar statement on behalf of the Government of His Majesty will complete the agreed Exchange of Notes and will confirm and give validity to the agreement reached by the Commissioners, thus completing the award of the London Tribunal under the Convention of January 24, 1903 as to the above-described part of the Alaska boundary.

Points.	Latitude.	Longitude.	De	à	Distances approximat.
Feuille 12.	o ' "	o ' "			Mètres.
1. . . . .	58 36 29	133 41 55	P	1	15,840
2. . . . .	58 31 01	133 33 14	1	2	12,800
3. . . . .	58 24 40	133 26 09	2	3	13,680
4. . . . .	58 22 35	133 27 09	3	4	4,000
5. . . . .	58 16 10	133 21 08	4	5	13,200
6. . . . .	58 13 24	133 16 48	5	6	6,960
7. . . . .	58 09 07	133 11 10	6	7	9,700
Feuille 10 . . . . .	. . . . .	. . . . .	7	8	81,440
8. . . . .	57 29 47	132 32 52	8	T	36,800

Votre accusé de réception, avec un exposé semblable en faveur du gouvernement de Sa Majesté, complètera l'échange de notes convenu ; il confirmera et validera l'accord passé par les commissaires, complétant ainsi la sentence arbitrale du tribunal de Londres, en vertu de la convention du 24 janvier 1903, relative à la partie sus-décrite de la frontière de l'Alaska.

Expressing the President's satisfaction at this settlement of the matter, I have the honor to be,

Your Excellency's obedient servant

ALVEY A. ADEE,  
*Acting Secretary of State.*

His Excellency

The Right Honble

Sir H. M. DURAND, G. C. M. G., K. C. S. I., K. C. I. E.  
etc., etc., etc.

N° 50.

BRITISH EMBASSY,

*Washington, March 25 th. 1905.*

SIR, I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 187 of this date, in regard to the report by Messrs. W. F. King and O. H. Tittmann, the Commissioners appointed to carry out the delimitation of the Alaska Boundary so far as it was left undefined by the Award of the London Tribunal, and concerning the character of an agreement between Great Britain and the United States for the formal acceptance of the recommendations of the Commissioners by an exchange of notes.

Exprimant la satisfaction du Président du règlement de cette affaire, j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, l'obéissant serviteur.

ALVEY, A. ADEE,  
*faisant fonctions de Secrétaire d'État.*

A son Excellence le très honorable Sir H. M. Durand, G. C. M. G., K. C. S. I., K. C. I. E., etc., etc.

N° 50

Ambassade Britannique.

*Washington, 25 mars 1905.*

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note n° 187 de ce jour, au sujet du rapport de MM. W. P. King et O. H. Tittmann, commissaires désignés pour délimiter la frontière de l'Alaska dans toutes les parties qui ont été laissées sans détermination par la sentence arbitrale du tribunal de Londres, et relativement au caractère de l'accord conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour l'acceptation formelle des propositions des commissaires par un échange de notes.

By direction and on behalf of the Government of His Britannic Majesty, I have the honour to state that the Government of His Majesty agrees with the Government of the United States that the part of the boundary between Canada and Alaska lying between the points P and T mentioned in the award of the Tribunal of 1903, shall be defined, in accordance with the general principles laid down by said Tribunal, by the summits whose geographical coordinates are given with sufficient approximation for identification in the attached Table, provided that the Commissioners are hereby empowered, after they have secured sufficient data, to select additional and intermediate peaks between the points 7 and 8 and 8 and T where the distances between the peaks given in the Table exceed the probable limit of intervisibility. Provided also that no such additional and intermediate peak shall be more than 2,500 meters from the straight line joining peaks 7 and 8 or 8 and T of the attached Table, as follows :

TABLE SHOWING THE POSITIONS AND DISTANCES OF PEAKS

The latitudes and longitudes are taken from, and refer to, the Maps numbers 10 and 12 of the surveys made by the British Commission under the Convention of 1892. The successive peaks are designated by consecutive numbers, counting southward from Point P.

---

Par ordre et au nom du gouvernement de Sa Majesté Britannique, j'ai l'honneur d'exposer que le gouvernement de Sa Majesté convient avec le gouvernement des Etats-Unis que la partie de la frontière entre le Canada et l'Alaska située entre les points P et T mentionnés dans la sentence arbitrale du Tribunal de 1903, sera délimitée, conformément aux principes généraux posés par le dit Tribunal, par les sommets dont les coordonnées géographiques sont données avec une approximation suffisante pour les identifier sur le Tableau ci-joint, étant stipulé que les commissaires ont par ces présentes pleins pouvoirs, après avoir assuré des bases suffisantes, pour choisir les pics additionnels et intermédiaires entre les points 7 et 8 et 8 et T, où les distances entre les pics donnés dans le Tableau excèdent la limite probable où ils peuvent être aperçus les uns des autres. Il a été stipulé aussi qu'aucun des pics additionnels et intermédiaires ne sera à plus de 2500 mètres de la ligne droite joignant les pics 7 et 8 ou 8 et T du tableau ci-joint, comme il suit :

TABLEAU INDIQUANT LES POSITIONS ET LES DISTANCES DES PICS

Les latitudes et longitudes sont prises d'après les cartes nos 10 et 12 des plans exécutés par la commission anglaise en vertu de la Convention de 1892. Les pics successifs sont désignés par la suite des nombres en comptant vers le sud, à partir du point P.

Points.	Latitude.	Longitude.	From.	to	Approximate Distances.
Sheet 12.	o ' "	o ' "			Meters.
1. . . . .	58 36 29	133 41 55	P	1	15,840
2. . . . .	58 31 01	133 33 14	1	2	12,800
3. . . . .	58 24 40	133 26 09	2	3	13,680
4. . . . .	58 22 35	133 27 09	3	4	4,000
5. . . . .	58 16 10	133 21 08	4	5	13,200
6. . . . .	58 13 24	133 16 48	5	6	6,960
7. . . . .	58 09 07	133 11 10	6	7	9,700
Sheet 10. . . . .	. . . . .	. . . . .	7	8	81,440
8. . . . .	57 29 47	132 32 52	8	T	36,800

I am instructed to express the gratification of my Government that, by this Exchange of Notes, confirmation and validity are given to the agreement reached by the Commissioners, thus completing the award of the London Tribunal, under the Convention of January 24, 1903, as to the above-described part of the Alaska Boundary.

I have the honour to be,

With the highest consideration,

Sir,

Your most obedient,

humble Servant,

H. M. DURAND

The Honorable JOHN HAY,

*Secretary of State, etc., etc., etc.*

Points.	Latitude.	Longitude.	De	à	Distances approximat.
Feuille 12.	o ' "	o ' "			Mètres.
1. . . . .	58 36 29	133 41 55	P	1	15,840
2. . . . .	58 31 01	133 33 14	1	2	12,800
3. . . . .	58 24 40	133 26 09	2	3	13,680
4. . . . .	58 22 35	133 27 09	3	4	4,000
5. . . . .	58 16 10	133 21 08	4	5	13,200
6. . . . .	58 13 24	133 16 48	5	6	6,960
7. . . . .	58 09 07	133 11 10	6	7	9,700
Feuille 10 . . . . .	. . . . .	. . . . .	7	8	81,440
8. . . . .	57 29 47	132 32 52	8	T	36,800

Je suis chargé de vous exprimer la reconnaissance de mon gouvernement, heureux que, par cet échange de notes, soit confirmé et validé l'accord passé par les commissaires, complétant ainsi la sentence du tribunal de Londres, en vertu de la Convention du 24 janvier 1903 relative à la partie sus-décrite de la frontière de l'Alaska.

J'ai l'honneur d'être, avec la plus haute considération, monsieur, votre très obéissant et très humble serviteur,

H. M. DURAND.

A l'honorable John Hay, secrétaire d'État, etc., etc.

## FRANCE — HAITI

## Protocole d'arbitrage.

(15 juin 1904) <sup>(1)</sup>

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Haïti, étant animés du désir de mettre fin aux difficultés résultant des réclamations formulées par le citoyen français Louis Aboilard, les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Une commission arbitrale, dont le caractère sera essentiellement juridique, est chargée de se prononcer sur les réclamations formulées par M. Louis Aboilard et repoussées par le Gouvernement haïtien, au sujet du retrait des concessions stipulées dans les actes passés par devant M<sup>e</sup> Guillaume-Charles-Maximilien Laforest, notaire à Port-au-Prince, les 26 février 1902 et 23 et 26 janvier 1903, entre M. Louis Aboilard et les secrétaires d'Etat de la République d'Haïti, dont l'un, en vertu d'une décision prise en conseil des secrétaires d'Etat, représentait le Gouvernement haïtien ;

Cette commission se composera de trois arbitres, savoir : l'un désigné par le Gouvernement français, un autre désigné par le Gouvernement haïtien, et d'un surarbitre, président, choisi d'un commun accord par les deux Gouvernements ;

Si l'un des arbitres ainsi désignés était empêché de remplir la mission qui lui est confiée, il serait, dans le plus bref délai, procédé à son remplacement dans la forme où il aurait été nommé ;

Au cas où le surarbitre serait empêché de remplir sa mission, un nouveau surarbitre pourrait être désigné d'un commun accord par les deux arbitres ;

ART. 2. — La commission est chargée de se prononcer sur le point de savoir si les contrats intervenus entre M. Louis Aboilard et les autorités haïtiennes doivent être considérés comme nuls et de nul effet, ou s'ils ont engagé la responsabilité du gouvernement haïtien et dans quelle mesure ; d'apprécier, s'il y a lieu, le préjudice causé à M. Louis Aboilard par la rupture de ces contrats et notamment par le retrait des concessions qui lui ont été consenties ; le cas échéant, de déterminer le montant de l'indemnité qui pourrait être due à M. Aboilard et les termes et mode du payement ;

ART. 3. — La commission siégera à Paris, où aura lieu toute la procédure.

Le gouvernement haïtien et M. Louis Aboilard seront représentés devant elle.

L'instruction préparatoire consistera dans un mémoire présenté par le sieur Aboilard à l'appui de sa réclamation, dans un mémoire en

---

(1) Échange des ratifications à Paris, le 14 décembre 1904. Décret portant promulgation dudit protocole : 31 décembre 1904 (*Journ. Offic.* 1<sup>er</sup> janvier 1905).

réponse du gouvernement haïtien et dans une réplique du sieur Aboillard.

Dans sa première réunion, qui aura lieu trente jours après l'échange des ratifications, la commission, après avoir entendu les observations des représentants des parties, fixera les délais dans lesquels les mémoires respectifs seront soumis par chaque partie à la commission et communiqués à son adversaire. Dans les quinze jours qui suivront l'expiration de ces délais, la commission se réunira et les représentants des parties lui soumettront des conclusions motivées résumant leurs prétentions.

La commission pourra demander aux représentants des parties des explications écrites ou orales sur des points déterminés. Les explications orales seront fournies dans une séance où les deux parties seront représentées ou dûment appelées : les explications écrites d'une partie seront communiquées à l'autre qui pourra y répondre sans retard.

ART. 4. — La commission arbitrale prononcera sa sentence dans les trois mois qui suivront l'expiration des délais fixés pour l'instruction préparatoire. Ses décisions, prises à la majorité des voix, seront définitives et sans appel.

Deux secrétaires désignés, l'un par le Gouvernement français, l'autre par le Gouvernement haïtien, tiendront les procès-verbaux de ses travaux.

ART. 5. — Il est entendu que chaque gouvernement supportera ses propres dépenses, les honoraires de surarbitre et les frais généraux devant être payés pour moitié par chacun des deux gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés, M. Théophile Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, et M. Dalbémard Jean-Joseph, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Haïti près le Président de la République française, ont dressé le présent protocole qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 13 juin 1904.

(L. S.) Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) Signé : DALBÉMAR JEAN-JOSEPH.

---

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

## QUESTION DE MASCATE (1)

**Compromis d'arbitrage signé à Londres le 13 octobre 1904  
et le 13 janvier 1905 (2).**

*Agreements between the United Kingdom and France, referring to arbitration the question of the grant of the french flag to Muscat dhows.*

Attendu que le Gouvernement français et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ont jugé convenable, par la déclaration du 10 mars 1862, « de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance » de Sa Hautesse le Sultan de Mascate;

Attendu que des difficultés se sont élevées sur la portée de cette déclaration relativement à la délivrance, par la République Française, à certains sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon français, ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de Sa Hautesse, propriétaires ou commandants de boutres (dhows) qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres et leurs familles, particulièrement en ce qui concerne le mode, suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de

Whereas the Government of His Britannic Majesty and that of the French Republic have thought it right, by the Declaration of the 10th March, 1862, « to engage reciprocally to respect the independence » of His Highness the Sultan of Muscat :

And whereas difficulties as to the scope of that Declaration have arisen in relation to the issue, by the French Republic, to certain subjects of His Highness the Sultan of Muscat of papers authorizing them to fly the French flag, and also as to the nature of the privileges and immunities claimed by subjects of His Highness who are owners or masters of dhows and in possession of such papers or are members of the crew of such dhows and their families, especially as the manner in which such privileges and immunities affect the jurisdiction of His

1. Voici quelques détails empruntés à la *Correspondance bi-mensuelle* du Bureau international permanent de la paix de Berne, du 25 février 1905 : « La France réclame le droit d'exercer sa protection, même dans les eaux territoriales du sultanat de Mascate, sur les navires marchands indigènes, propriété des sujets du sultan, qui ont, au cours de leur commerce avec la côte orientale d'Afrique, obtenu permission d'arborer le pavillon français.

Pendant le printemps de 1902, plusieurs de ces navires refusèrent, sous ce prétexte, d'obéir aux ordres du sultan et un navire de guerre français fut envoyé à Mascate pour faire prévaloir le protectorat français. Le sultan en appela au Gouvernement de l'Inde, et lord Landsdowne fit, à ce sujet, des représentations amicales au Gouvernement français. Après un échange de notes à ce propos, il fut décidé entre les deux Gouvernements, à la fin de 1903, de porter la question devant la Cour de La Haye ». Conf. *Revue de la Paix*, 1905, p. 97.

2. Échange des ratifications à Londres le 18 janvier 1905. Cf. décret du 26 janvier portant promulgation du compromis du 13 octobre 1904, dans *Journal officiel*, 28 janvier 1905. — Publié en Angleterre dans *Treaty series*, 1905, n° 3.

jurisdiction de Sa Hautesse le Sultan sur ses dits sujets :

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, conviennent, par les présentes, que ces difficultés seront tranchées par voie d'arbitrage conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la convention intervenue entre les deux pays, le 14 octobre dernier, et que la décision du Tribunal de La Haye sera définitive.

Il est aussi convenu par les présentes de ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — Chacune des Hautes Parties contractantes nommera un arbitre (1), et ces deux arbitres ensemble choisiront un sur-arbitre ; si, dans le délai d'un mois à partir de leur nomination, ils ne peuvent tomber d'accord, le choix d'un sur-arbitre sera confié à Sa Majesté le roi d'Italie. Les arbitres et le sur-arbitre ne seront pas sujets ou citoyens de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes et seront choisis parmi les membres de la Cour de La Haye.

ART. 2. — Chacune des Hautes Parties contractantes devra, dans un délai de trois mois après la signature du présent compromis, remettre à chaque membre du Tribunal constitué par les présentes, et à l'autre Partie, un mémoire écrit ou imprimé exposant et motivant sa réclamation et un dossier écrit ou imprimé contenant les documents ou toutes autres pièces probantes écrites ou imprimées sur lesquelles il s'appuie.

Dans les trois mois de la remise des dits mémoires, chacune des Hautes Parties remettra à chaque membre du Tribunal et à l'autre

Highness the Sultan over his said subjects :

The Undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, hereby agree that these questions shall be determined by reference to arbitration, in accordance with the provisions of article 1 of the Convention concluded between the two countries on the 14th October last, and that the decision of the Hague Tribunal shall be final.

It is also hereby agreed as follows :

ART. 1. — Each of the High Contracting Parties shall nominate one Arbitrator (1) and these two Arbitrators shall together choose an Umpire ; if they cannot agree within one month from the date of their appointment, the choice of an Umpire shall be entrusted to His Majesty the King of Italy. The Arbitrators and the Umpire shall not be subjects or citizens of either of the High Contracting Parties, and shall be chosen from among the members of The Hague Tribunal.

ART. 2. — Each of the High Contracting Parties shall, within three months from the signature of this Agreement, deliver to each member of the Tribunal hereby constituted, and to the other Party, a written or printed Case setting forth and arguing its claims and a written or printed file containing the documents or any other evidence in writing or print on which it relies.

Within three months after the delivery of the abovementioned Cases, each of the High Contracting Parties shall deliver to each

(1) Le Gouvernement français a choisi pour son arbitre M. de Savornin Lohman, député des Pays-Bas, et le Gouvernement anglais, M. Fuller, des Etats-Unis.

Partie un contre-mémoire écrit ou imprimé, avec les pièces à l'appui.

Dans le mois de la remise des Contre-Mémoires, chaque Partie pourra remettre à chaque Arbitre et à l'autre Partie des conclusions écrites ou imprimées, à l'appui des propositions qu'elle aurait mises en avant.

Les délais fixés par le présent Compromis pour la remise du Mémoire, du Contre-Mémoire, et des conclusions pourront être prolongés d'un commun accord par les Parties Contractantes.

ART. 3. — Le Tribunal se réunira à La Haye dans la quinzaine de la remise des Arguments.

Chaque Partie sera représentée par un agent.

Le Tribunal pourra, s'il juge nécessaire de plus amples éclaircissements en ce qui regarde un point quelconque, demander, à chaque Agent, une explication orale ou par écrit; mais, en pareil cas, l'autre Partie aura le droit de répliquer.

ART. 4. — La décision du Tribunal sera rendue dans les trente jours qui suivront sa réunion à La Haye ou la remise des explications qui auraient été fournies à sa demande, à moins que, à la requête du Tribunal, les Parties Contractantes ne conviennent de prolonger le délai.

ART. 5. — Les dispositions de la Convention de La Haye, du 29 juillet 1899, s'appliqueront à tous les points non prévus par le présent Compromis.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 13 octobre 1904.

member of the Tribunal, and to the other Party, a written or printed Counter-Case, with the documents which support it.

Within one month after the delivery of the Counter-Cases, each Party may deliver to each Arbitrator and to the other Party a written or printed argument in support of its contentions.

The time fixed by this Agreement for the delivery of the Case, Counter-Case, and Argument may be extended by the High Contracting Parties.

ART. 3. — The Tribunal will meet at The Hague within a fortnight of the delivery of the Arguments.

Each Party shall be represented by one Agent.

The Tribunal may, if they shall deem further elucidation with regard to any point necessary, require from either Agent an oral or written statement, but in such case the other Party shall have the right to reply.

ART. 4. — The decision of the Tribunal shall be rendered within thirty days of its meeting at The Hague or of the delivery of the statements which may have been supplied at its request, unless, on the request of the Tribunal, the Contracting Parties shall agree to extend the period.

ART. 5. — On all points not covered by this Agreement, the provisions of the Convention of The Hague of the 29th July, 1899, shall apply.

Done in duplicate at London, the 13th day of October, 1904.

*Arrangement additionnel du 13 janvier 1905*

La constitution du Tribunal Arbitral institué par le Compromis signé à Londres le 13 octobre 1904, ayant été retardée de quelques jours par suite de circonstances indépendantes de la volonté des Hautes Parties Contractantes, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ont jugé utile, d'un commun accord, d'user de la faculté qui leur est accordée dans le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'Article II du dit Compromis de prolonger le délai fixé pour la remise du Mémoire.

Ils conviennent, en conséquence, par les présentes, de fixer au 1<sup>er</sup> février la date à laquelle les membres du Tribunal Arbitral et les Gouvernements intéressés recevront communication du Mémoire ou du dossier présenté par les Parties.

Il est également entendu que les délais successifs prévus à l'Article II du Compromis pour la procédure Arbitrale courront du 1<sup>er</sup> février au lieu du 13 janvier, date qui résultait des termes de l'Accord signé le 13 octobre 1904, par Lord Lansdowne et M. Paul Cambon.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 13 janvier 1905.

(L. S.) PAUL CAMBON.

The formation of the Arbitral Tribunal established by the Agreement signed at London on the 13th October, 1904, having been delayed for some days by circumstances beyond the control of the High Contracting Parties, the Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic have agreed that it is desirable to avail themselves of the power granted to them by paragraph 4 of Article II of the said Agreement to extend the period fixed for the delivery of the Case.

They therefore hereby agree to fix the 1st February as the date on which the Case or documents shall be delivered by the Parties to the members of the Arbitral Tribunal and the two Governments concerned.

It is also agreed that the successive periods fixed by Article II of the Agreement for the several stages of the procedure in the Arbitration shall date from the 1st February, instead of from the 13th January, the date fixed by the terms of the Agreement signed by Lord Lansdowne and M. Paul Cambon on the 13th October, 1905.

Done in duplicate, at London, the 13th day of January, 1905.

(L. S.) LANSDOWNE.

*Nous donnons, en annexe, la déclaration du 10 mars 1862 à laquelle se réfère le compromis du 13 octobre 1904 :*

DÉCLARATION POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE L'INDÉPENDANCE

DES SULTANS DE MASCATE ET DE ZANZIBAR

(10 mars 1862)

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, prenant en considé-

ration l'importance qui s'attache au maintien de l'indépendance du Sultan de Mascate, d'une part, et du Sultan de Zanzibar, de l'autre, ont jugé convenable de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance de ces deux Princes.

Les soussignés, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français et Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté Britannique près de la Cour de France, étant munis de pouvoirs à cet effet, déclarent en conséquence, par le présent acte, que leurs dites Majestés prennent réciproquement l'engagement indiqué ci-dessus.

En foi de quoi, les soussignés ont signé en double la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

(L. S.) E. THOUVENEL.

(L. S.) COULEY.

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

### Convention commerciale relative aux Indes anglaises, signée à Londres, le 19 février 1903.

Ratifications échangées à Londres, le 27 mars 1905 (1).

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et les Indes, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, desiring to facilitate the commercial relations between France and India, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne

(1) La dite convention a été approuvée par les Chambres françaises et promulguée par décret en date du 18 avril 1905. (*Journal Officiel*, 22 avril 1905).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES : *Chambre*. — Exposé des motifs et projet de loi : Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mars 1903, 8<sup>me</sup> législature, n° 840. — Rapport fait au nom de la Commission des douanes. Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1903. — 8<sup>me</sup> législature, n° 1017. — *Sénat*. — Exposé des motifs et projet de loi. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1903, session extraordinaire, n° 283. — Rapport au nom de la Commission des douanes. Année 1903, session extraordinaire n° 306.

Publication en Angleterre, *Treaty series* 1905, n° 9.

Secrétaire d'État de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères; et

Le Président de la République Française, M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. — Les denrées coloniales de consommation suivantes : café, cacao, poivre, piment, amomes et cardamomes, cannelle, cassia lignea, muscades, macis, girofles, vanille et thé, originaires des Indes, bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les Colonies et possessions Françaises, dans les pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

ART. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront, sans aucune restriction ni réserve, à leur importation dans les Indes, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

En outre, les droits sur le vinaigre en fûts et la couperose verte, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, importés dans les Indes n'excéderont pas 2 1/2 p. 100 *ad valorem*.

ART. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'ad-

Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The President of the French Republic, Mrs. Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at London;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

ART. 1. — The following colonial products : coffee, cocoa, pepper, pimento, amomums and cardamoms, cinnamon, cassia lignea, nutmegs, mace, cloves, vanilla, and tea, produce of India, shall enjoy, on importation into France, Algeria, French Colonies and possessions and the Protectorates of Indo-China and Tunis, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 2. — Reciprocally, the natural and manufactured products of France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of India-China and Tunis, shall enjoy, without restriction or reserve, on importation into India, the lowest customs duties applicable to similar products of other foreign origin.

Further, the duties on vinegar in casks and copperas produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, and imported into India, shall not exceed 2 1/2 per cent. *ad valorem*.

ART. 3. — The certificates of origin which may be required for

mission des marchandises aux régimes de faveurs stipulés par la présente Convention seront visés par les Consuls Français et par les Consuls Britanniques en gratuité des taxes Consulaires de Chancellerie.

ART. 4. — Les privilèges et engagements compris dans cette Convention seront étendus aux Etats indigènes des Indes qui, en vertu de leurs accords par Traité ou autrement avec Sa Majesté Britannique, auraient le droit d'être placés quant aux stipulations de la Convention sous le même régime que les Indes Britanniques.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique communiquera au fur et à mesure une liste de ces Etats au Gouvernement de la République.

ART. 5. — La présente Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra, et les ratifications en seront échangées à Londres. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire. Londres, le 19 février 1903.

the admission of goods to the preferential conditions stipulated in the present. Treaty shall be *visé* by French Consuls and by British Consuls without levying Consular fees.

ART. 4. — The privileges and engagements comprised in this Convention shall extend to native States of India which, by Treaty with His Britannic Majesty or otherwise, may be entitled to be placed with regard to the stipulations of the Convention on the same footing as British India.

His Majesty's Government will communicate from time to time to the Government of the Republic a list of these States.

ART. 5. — The present Convention shall be ratified by the two Governments as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at London. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, the 19th day of February 1903.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) PAUL CAMBON.

---

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

**Convention commerciale relative aux pays de protectorat britannique de l'Est africain, du centre africain et de l'Ouganda.**

Signée à Londres le 22 février 1903; échange des ratifications à Londres le 27 mars 1905.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et les Protectorats Britanniques de l'Est Africain, du Centre Africain et de l'Ouganda, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères ;

Et le Président de la République Française, Monsieur Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. — Les denrées coloniales de consommation suivantes : café, cacao, poivre, piment, amomes et cardamomes, cannelle, cassia, lignea, muscades, macis,

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, desiring to facilitate the commercial relations between France and the British Protectorates of East Africa, Central Africa, and Uganda, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

And the President of the French Republic, Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at London ;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

ART. 1. — The following colonial products : coffee, cocoa, pepper, pimento, amomums and cardamoms, cinnamon, cassia lignea, nutmegs, mace, cloves, vanilla,

(1) Ladite convention a été approuvée par les chambres françaises et promulguée par décret en date du 18 avril 1905. (*Journal officiel*, 22 avril).

Cf. Exposé des motifs et projet de loi : Annexe au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1903. *Sénat*. Session extraordinaire de 1903, n° 282.

Conv. publiée en Angleterre dans Treaty series, 1905, n° 10.

girofles, vanille et thé, originaires desdits Protectorats Britanniques, bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les Colonies et Possessions Françaises, dans les pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

ART. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et Possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront, sans aucune restriction ni réserve, à leur importation dans lesdits Protectorats Britanniques, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

ART. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés, pour l'admission des marchandises aux régimes de faveur stipulés par la présente Convention, seront visés par les Consuls Français et par les Consuls Britanniques, en gratuité des taxes Consulaires de Chancellerie.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra, et les ratifications en seront échangées à Londres. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipoten-

and tea, produce of the said British Protectorates, shall enjoy, on importation into France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 2. — Reciprocally, the natural and manufactured products of France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, shall enjoy, without restriction or reserve, on importation into the lowest customs duties applicable to similar products of other foreign origin.

ART. 3. — The certificates of origin which may be required for the admission of goods to the preferential conditions stipulated in the present Convention shall be *visé* by French Consuls and by British Consuls without levying Consular fees.

ART. 4. — The present Convention shall be ratified by the two Governments as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at London. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-

tiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 23 février 1903.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) PAUL CAMBON.

mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, the 23rd day of february 1903.

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

### Convention commerciale relative aux îles Seychelles.

Signée à Londres, le 16 avril 1902; échange des ratifications à Londres, 27 mars 1905 (1).

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et les îles Seychelles, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry-Charles Keith Petty Fitzmaurice, marquis de Lansdowne, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des Affaires étrangères; et

Le Président de la République

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, desiring to facilitate the commercial relations between France and the Seychelles Islands, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

The President of the French

(1) Ladite convention a été approuvée par les chambres françaises et promulguée par décret en date du 18 avril 1905 (*Journ. off.*, 22 avril 1905).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES : *Chambre*. — Exposé des motifs et projet de loi. Annexe au procès-verbal de la séance du 16 juin 1902, 8<sup>me</sup> législ., session de 1902, n° 77. — Rapport fait au nom de la Commission des douanes, 8<sup>me</sup> législ., sess. de 1903, n° 960. — *Sénat*. — Exposé des motifs et projet de loi, année 1903, sess. extraord. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 nov. 1903, n° 281. — Rapport fait au nom de la Commission des douanes. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1903, année 1903. Session extraordinaire, n° 304.

Ladite convention a été publiée en Angleterre dans les *Treaty series* de 1905, n° 11.

Française, M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. — Les denrées coloniales de consommation suivantes : café, cacao, poivre, piment, amomes et cardamomes, cannelle, cassia lignea, muscades, macis, girofles, vanille et thé, originaires des îles Seychelles, bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

ART. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises, des pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront sans aucune restriction ni réserve, à leur importation dans les îles Seychelles, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

En outre, les droits sur les vins, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises, des pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, importés dans les îles Seychelles, seront abaissés comme il suit : de 10 à 9 roupies pour les vins en pièces ; de 4 à 2 roupies par douzaine de bouteilles pour les vins en bouteilles. Les droits *ad valorem* sur les articles d'habillement et de mercerie, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises, des pays de protectorat de l'Indo-Chine et

Republic, Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at London :

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

ART. 1. — The following colonial products : coffee, cocoa, pepper, pimento, amomums and cardamoms, cinnamon, cassia lignea, nutmegs, mace, cloves, vanilla, and tea, produce of the Seychelles Islands, shall enjoy, on importation into France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 2. — Reciprocally, the natural and manufactured products of France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, shall enjoy, without restriction or reserve on importation into the Seychelles Islands, the lowest customs duties applicable to similar products of other foreign origin.

Further, the duties on wine produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis shall be reduced as follows : From 10 to 9 rupees for wine in casks ; from 4 to 2 rupees per dozen bottles for wine in bottles. The *ad valorem* duties on articles of clothing and haberdashery produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis shall, on importation into the Seychelles

de la Tunisie, importés dans les îles Seychelles, seront réduits de 15 à 12 1/2 pour cent.

ART. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'admission des marchandises aux régimes de faveur stipulés par la présente convention seront visés par les consuls français et par les consuls britanniques en gratuité des taxes consulaires de chancellerie.

ART. 4. — La présente convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra, et les ratifications en seront échangées à Londres. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 16 avril 1902.

(L. S.)      LANSDOWNE.  
(L. S.)      PAUL CAMBON.

Islands, be reduced from 15 to 12 1/2 per cent.

ART. 3. — The certificates of origin which may be required for the admission of goods to the preferential conditions stipulated in the present Treaty shall be *visé* by French Consuls and by British Consuls without levying Consular fees.

ART. 4. — The present Convention shall be ratified by the two Governments as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at London. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, the 16th day of April, 1902.

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

### Convention commerciale relative à l'île de Ceylan.

Signée à Londres, le 19 février 1903.

Échange des ratifications à Londres, le 27 mars 1905 (1).

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Ir-

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and

(1) Ladite convention a été approuvée par les Chambres françaises et promulguée par décret en date du 18 avril 1905 (*Journ. off.*, 22 avril). — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES : *Chambre*. Exposé des motifs et projet de loi. Annexe au procès-verbal du 27 mars 1903. 8<sup>me</sup> législ., sessions de 1903, n° 841. — Rapport au nom de la Commission des Douanes. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juin 1903, 8<sup>me</sup> législ., n° 959. Votée par la Chambre le 22 juin 1903.) — *Sénat*. Exposé des motifs et projet de loi présentés au Sénat : Annexe au procès-verbal de la séance du 5 nov. 1903, n° 280. — Rapport au nom de la Commission des Douanes : *Sénat*. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1903, n° 303.

Publiée en Angleterre, dans les *Treaty series*, 1905, n° 12.

lande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République Française, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et l'Île de Ceylan, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères, et le Président de la République Française, Monsieur Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit : —

ART. 1<sup>er</sup>. — Les denrées coloniales de consommations suivantes : café, cacao, poivre, piment, amomes et cardamomes, cannelle, cassia lignea, muscades, macis, girofles, vanille et thé, originaires de l'Île de Ceylan, bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les Colonies et possessions Françaises, dans les pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

ART. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront, sans aucune restric-

Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, desiring to facilitate the commercial relations between France and the Island of Ceylon, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas Emperor of India, the Most Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and the President of the French Republic. Monsieur Paul Cambon, Ambassador of the French Republic at London :

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows : —

ART. 1. — The following colonial products : coffee, cocoa, pepper, pimento, amomums and cardamoms, cinnamon, cassia lignea, nutmegs, mace, cloves, vanilla, and tea, produce of the Island of Ceylon, shall enjoy, on importation into France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 2. — Reciprocally, the natural and manufactured products of France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, shall enjoy, without restriction or reserve on importa-

ion ni réserve, à leur importation dans l'Île de Ceylan, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

En outre, les droits sur le vinaigre en fûts et la couperose verte, originaires de France, d'Algérie, des Colonies et possessions Françaises, des pays de Protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, importés dans l'Île de Ceylan, seront réduits de 50 pour cent.

ART. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'admission des marchandises aux régimes de faveur stipulés par la présente Convention seront visés par les Consuls Français et par les Consuls Britanniques en gratuité des taxes consulaires de Chancellerie.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements aussitôt que faire se pourra, et les ratifications en seront échangées à Londres. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 19 février, 1903.

(L. S.)      LANSDOWNE.  
(L. S.)      PAUL CAMBON.

---

tion into the Island of Ceylon, the lowest customs duties applicable to similar products of other foreign origin.

Further, the duties on vinegar in casks and copperas produced in France, Algeria, French Colonies and possessions, and the Protectorates of Indo-China and Tunis, and imported into Ceylon, shall be reduced by 50 per cent.

ART. 3. — The certificates of origin which may be required for the admission of goods to the preferential conditions stipulated in the present Treaty shall be *visé* by French Consuls and by British Consuls without levying Consular fees.

ART. 4. — The present Convention shall be ratified by the two Governments as soon as possible, and the ratifications shall be exchanged at London. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London, in duplicate, the 19th day of February 1903.

## FRANCE — PAYS-BAS

**Convention signée à La Haye, le 6 avril 1904,  
concernant l'établissement de câbles sous-marins atterrissant  
dans les Indes Néerlandaises (1).**

Le Président de la République française et S. M. la reine des Pays-Bas, désireux de favoriser le développement des relations télégraphiques de leurs colonies, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française :

M. Baylin de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. la reine des Pays-Bas ;

Et S. M. la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — 1° Le gouvernement néerlandais ayant établi et mis en exploitation un câble sous-marin de Batavia à Pontianak avec atterrissage à Billiton, le Gouvernement français établira ou fera établir pour son propre compte un câble sous-marin entre un point de l'Indo-Chine, près de Saïgon, et le point d'atterrissage, près de Pontianak, du câble précité du Gouvernement néerlandais entre la côte de l'île de Java et la côte occidentale du Bornéo néerlandais. Le câble à établir pourra avoir un atterrissage intermédiaire dans l'île de Poulo Condor. Cependant le Gouvernement français se réserve le droit de confier l'établissement et l'exploitation du câble ou son exploitation seulement à une compagnie française ;

2° Si le câble entre Saïgon et Pontianak est établi pour le compte du Gouvernement français, l'établissement se fera entièrement aux frais de ce Gouvernement ; celui-ci ne pourra cependant pas être propriétaire de la section de câble située sur le territoire et dans les eaux territoriales du Bornéo néerlandais, ni exercer aucun droit sur cette section, laquelle appartiendra au Gouvernement néerlandais, qui en remboursera le coût au Gouvernement français. En outre, le Gouvernement néerlandais effectuera à ses frais la jonction du point d'atterrissage au bureau de Pontianak ;

3° Si le Gouvernement français juge préférable de confier l'établissement du câble et son exploitation à une Compagnie française, qui serait alors propriétaire de ce conducteur, le Gouvernement néerlandais s'engage, dès maintenant, à accorder à cette Compagnie, pour une

---

(1) Échange des ratifications à La Haye, le 26 janvier 1905. Loi française portant approbation à la dite Convention, 17 janvier 1905 (J. Off. 24 janv.). Décret portant promulgation : 1<sup>er</sup> mars 1905 (J. Off. 5 mars 1905). Cf. Rapport au Sénat de M. Piettre. J. Off. Doc. parl. du 13 au 19 fév. 1905 ; Sénat, Sess. ext. de 1904. Feuille 1, p. 5.

durée de quarante années, le droit d'atterrissement nécessaire dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, ci-après. La Compagnie française assurera l'établissement de la communication jusqu'au bureau de Pontianak ;

4° Si le Gouvernement français décide de ne confier que l'exploitation du câble à une Compagnie française, le Gouvernement néerlandais s'engage, dès maintenant, à accorder à cette Compagnie le droit d'exploitation nécessaire dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, ci-après ;

5° La communication prévue ci-dessus devra être organisée dans un délai maximum de quinze mois à partir de la date de la ratification de la présente convention.

ART. 2. — 1° Les parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à prendre les dispositions nécessaires pour remédier dans le plus bref délai aux interruptions qui se produiront, pendant une période de quarante ans à partir du commencement de l'exploitation, sur les câbles et lignes entre Saïgon et Pontianak, d'une part, et Pontianak et Batavia, d'autre part ;

2° Si le câble de Saïgon à Pontianak est établi dans les conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, le Gouvernement néerlandais remboursera au Gouvernement français les dépenses que celui-ci aurait faites pour les réparations de la section du câble située dans les eaux territoriales néerlandaises ;

3° Le Gouvernement néerlandais assurera à ses frais l'exploitation du câble au bureau de Pontianak, dont les heures de service seront fixées d'un commun accord ;

4° L'installation des appareils sur les lignes de Saïgon à Pontianak et de Pontianak à Batavia devra être telle qu'elle permette l'échange direct des correspondances entre Saïgon et Batavia. En outre, et afin d'assurer la rapidité des transmissions, les communications seront établies directement entre Saïgon et Pontianak, d'une part, Pontianak et Batavia, d'autre part, en dehors du temps qui sera reconnu nécessaire pour écouler, dans des conditions convenables, le trafic des îles de Poulo Condor et de Billiton.

5° Si l'établissement et l'exploitation du câble de Saïgon à Pontianak sont confiés à une Compagnie française, le Gouvernement français s'engage à remédier ou faire remédier aux interruptions dans le plus bref délai possible, au cas où la Compagnie ne prendrait pas les mesures nécessaires à cet effet.

ART. 3. — 1° On appliquera aux correspondances empruntant les lignes précitées les règles de la Convention télégraphique de Saint-Pétersbourg et du règlement télégraphique en vigueur ;

2° Les détails d'exploitation seront réglés entre les administrations télégraphiques des États contractants et, le cas échéant, dans les concessions à délivrer à la Compagnie visée à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphes 3 et 4, et au fur et à mesure des modifications à intervenir, par des ententes spéciales.

ART. 4. — Au point de vue du régime des taxes et de l'acheminement du trafic, les Gouvernements contractants admettent les conditions suivantes pour les correspondances empruntant les câbles de Saïgon à Pontianak et de Pontianak à Batavia :

a) Pour les correspondances en provenance ou à destination des Indes néerlandaises, il ne sera perçu au profit du Gouvernement des Indes néerlandaises d'autre taxe qu'une taxe terminale. Cette taxe est fixée à 44 centimes par mot ;

b) Pour celles de ces correspondances ne transitant que par l'île de Java, il ne sera perçu, au profit du Gouvernement des Indes néerlandaises, qu'une taxe de transit de 20 centimes par mot ;

c) Pour les correspondances empruntant d'autres lignes du Gouvernement des Indes néerlandaises, il ne sera perçu au profit de ce Gouvernement qu'une taxe de transit de 44 centimes par mot au maximum ;

d) Les correspondances précitées bénéficieront de toutes les réductions des taxes terminales ou de transit qui seraient accordées à d'autres entreprises dans des conditions analogues ;

e) A égalité de tarif, les correspondances ne portant pas d'indication de voie en provenance ou à destination soit des lieux desservis par le câble de Pontianak à Batavia, savoir : Pontianak, l'île de Billiton et l'île de Java, soit des pays desservis par le réseau français d'Extrême-Orient, savoir : l'Indo-Chine, le Siam, la Chine méridionale (Amoy compris), seront dirigées, de part et d'autre, par la voie de Pontianak-Saïgon comme étant la plus directe ;

f) Les correspondances de presse bénéficieront d'une réduction d'au moins trois cinquièmes sur le tarif appliqué aux correspondances ordinaires.

ART. 5. — Les télégrammes d'Etat des Gouvernements contractants bénéficieront d'une réduction de 20 0/0 sur l'ensemble des taxes perçues entre Saïgon et Batavia, et *vice versa*.

ART. 6. — 1° Si le Gouvernement français le désire, il pourra, dans le délai de quinze ans, à partir de la date de la ratification de la présente convention, établir ou faire établir pour son propre compte :

a) Des câbles partant de Java (près de Batavia ou d'autres localités choisies d'un commun accord) et se dirigeant vers l'Océan indien ;

b) Un câble partant de Java, d'une des localités visées ci-dessus et se dirigeant sur Saïgon.

Le Gouvernement néerlandais désignera parmi les points de la côte choisis d'un commun accord ceux où les câbles devront atterrir et, en vue de la sauvegarde des droits de souveraineté du Gouvernement néerlandais, il sera procédé, en ce qui concerne la propriété et l'entretien des sections de câble situées dans les eaux territoriales néerlandaises, ainsi que pour les lignes terrestres et pour l'exploitation des bureaux, comme il est dit aux articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, et 2, paragraphes 2 et 3 ;

2° Le Gouvernement français se réserve le droit de confier l'établisse-

ment et l'exploitation de ces câbles à une compagnie française qui en serait alors propriétaire. Dans ce cas, le Gouvernement néerlandais concédera à cette compagnie le droit d'atterrissement dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, et pour une durée de quarante années ;

3<sup>o</sup> Le Gouvernement français se réserve également le droit de confier seulement l'exploitation des mêmes câbles à une compagnie française. Dans ce cas, le Gouvernement néerlandais concédera à cette compagnie l'autorisation d'exploiter ces câbles aux Indes néerlandaises dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2.

ART. 7. — 1<sup>o</sup> Hormis les détails qui seront réglés dans les concessions à délivrer à une compagnie française, les conditions sous lesquelles les droits d'atterrissement prévus par la présente convention lui seront accordés sont les suivantes :

a) La compagnie sera désignée par le Gouvernement français ;

b) Les droits d'atterrissement et la propriété des câbles de la compagnie ne pourront être transférés sans le consentement exprès et par écrit des Gouvernements néerlandais et français ;

c) Aux Indes néerlandaises, la compagnie installera son service d'exploitation et le logement du chef de bureau dans les locaux dépendant du bureau du Gouvernement néerlandais où les câbles aboutiront, moyennant un prix de location fixé d'un commun accord et en rapport autant que possible avec ceux usités dans la localité. En outre, la compagnie entretiendra à ses frais la ligne de communication entre le point d'atterrissement et le bureau d'exploitation du câble ;

(d) Les droits d'atterrissement ne porteront aucune atteinte aux droits de souveraineté des Pays-Bas ; par conséquent, le gouvernement néerlandais pourra, dans les limites de son territoire et s'il le juge nécessaire, faire assurer, en tout temps, par ses propres employés, l'exploitation des lignes de la compagnie ;

2<sup>o</sup> Si le Gouvernement français décide de faire usage de la faculté prévue au paragraphe 3 de l'article 6, la compagnie française, hormis les détails, qui seront réglés dans les concessions à délivrer, sera autorisée à exploiter aux Indes néerlandaises les câbles visés à cet article aux conditions suivantes :

(a) La compagnie sera désignée par le Gouvernement français ;

(b) L'exploitation ne pourra être transférée à une autre compagnie sans le consentement exprès et par écrit du gouvernement néerlandais ;

(c) Aux Indes néerlandaises, la compagnie installera son service d'exploitation et le logement du chef de bureau dans les locaux dépendant du bureau du gouvernement néerlandais où les câbles aboutiront, moyennant un prix de location fixé d'un commun accord et en rapport, autant que possible, avec ceux usités dans la localité. En outre, la compagnie entretiendra à ses frais la ligne de communication entre le point d'atterrissement et le bureau d'exploitation du câble ;

(d) L'autorisation d'exploitation ne portera aucune atteinte aux droits de souveraineté des Pays-Bas ; par conséquent, le gouvernement néer-

landais pourra, dans les limites de son territoire et s'il le juge nécessaire, faire assurer, en tout temps, par ses propres employés, l'exploitation des lignes.

ART. 8. — De son côté le gouvernement néerlandais consent à accorder, pour les correspondances empruntant les câbles prévus à l'article 6, les mêmes avantages, au point de vue tarifaire, qu'à tout autre compagnie possédant des câbles atterrissant aux Indes néerlandaises; en conséquence les taxes terminales et de transit des Indes néerlandaises ne seront, en aucun cas, plus élevées que celles appliquées, dans les conditions analogues, aux correspondances empruntant d'autres lignes et ayant même origine et même destination.

ART. 9. — Si le Gouvernement français acquiert la propriété du câble prévu à l'art. 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, ou des câbles prévus à l'article 6, paragraphe 2, il sera procédé, en vue de la sauvegarde des droits de souveraineté du gouvernement néerlandais, en ce qui concerne la propriété des sections de câble situées dans les eaux territoriales néerlandaises, comme il est dit à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, avec la seule exception que le gouvernement néerlandais ne remboursera au Gouvernement français que la valeur intrinsèque de ces sections au moment de l'acquisition par le gouvernement néerlandais. En ce qui concerne les lignes terrestres, l'entretien des sections de câble dans les eaux territoriales néerlandaises ainsi que l'exploitation des bureaux, il sera procédé comme il est dit aux articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, et 2, paragraphes 2 et 3.

ART. 10. — Pour l'application de la présente convention, les eaux territoriales seront censées s'étendre à trois milles marins (60 au degré de latitude) de la laisse de basse marée.

ART. 11. — En attendant qu'un accord général, à intervenir entre les deux gouvernements contractants en vertu de l'article 19 de la convention du 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, déclare l'arbitrage obligatoire dans tous les cas où des difficultés viendraient à s'élever entre eux au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, ces gouvernements conviennent, dès à présent, que ces difficultés éventuelles, si elles ne peuvent pas être résolues par les voies diplomatiques, seront soumises à la Cour permanente d'arbitrage, conformément aux dispositions de ladite convention du 29 juillet 1899.

Dans chaque cas particulier, les gouvernements contractants, avant de s'adresser à la Cour, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ART. 12. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra,

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à la Haye, le 6 avril 1904.

(L. S.) *Signé* : MONBEL.

(L. S.) *Signé* : Baron MELVIL DE LYNDEN.

---

## FRANCE-SUISSE

### Convention pour régler la pêche dans les eaux frontières.

Conclue le 9 mars 1904.

Ratifiée par la Suisse le 6 janvier 1905.

Ratifiée par la France le 31 janvier 1905.

Entrée en vigueur le 10 février 1905. (1)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Après avoir vu et examiné la convention conclue sous réserve de ratification, à Paris, le 9 mars 1904, par les plénipotentiaires de la Suisse, d'une part, et de la France, d'autre part, pour régler la pêche dans les eaux frontières, convention dont la teneur suit :

Emile Loubet, Président de la République française, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

Une convention ayant été signée à Paris, le 9 mars 1904, entre la France et la Suisse, pour régler à nouveau la pêche dans les eaux frontières des deux pays, convention dont la teneur suit :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Président de la République française, reconnaissant l'utilité de régler à nouveau, d'un commun accord, la pêche dans le lac Léman, le Rhône, l'Arve et leurs affluents, ainsi que dans les autres cours d'eau empruntant le territoire des deux États, et, notamment, dans la partie du cours du Doubs formant frontière, ont résolu de conclure une convention spéciale et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

*Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,*

M. Charles-Édouard Lardy, docteur en droit, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris,

*Et le président de la République française :*

M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

---

(1) La dite convention a été approuvée par les chambres françaises et promulguée par décret en date du 4 février. (*Journal officiel*, 6 février 1905). Cf. Recueil des lois fédérales suisses, n° 2 de 1905 (8 février).

## TITRE PREMIER.

## DISPOSITIONS CONCERNANT LE LAC LÉMAN

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut pêcher autrement qu'à la ligne tombante ou flottante, tenue à la main, s'il n'est porteur d'un permis de pêche délivré par l'autorité compétente.

Ne peuvent obtenir de permis de pêche ceux qui, ayant été punis pour contravention de pêche, n'ont pas satisfait aux pénalités encourues.

ART. 2. — Est interdit l'usage de tout filet, quel qu'en soit le genre ou la dénomination, dont les mailles, après leur séjour dans l'eau, n'auraient pas au moins 3 centimètres dans toutes les dimensions, mesurées de nœud à nœud.

Cette limite de dimensions qui s'étend aussi à l'espacement des verges de tous autres engins employés à la pêche, ne s'applique pas à la goujonnière non contremaillée, seul engin autorisé pour la pêche du poisson devant servir d'amorce. La longueur de la goujonnière n'excédera pas 50 mètres, et sa hauteur 2 mètres.

Toutefois, le ménier à mailles de 26 à 28 millimètres sans contremailles pourra être employé pour la pêche de la lotte dans les grands fonds, pendant les mois de décembre, janvier et jusqu'au 14 février inclusivement, et du 6 mars à la fin de mars. Mais il est entendu que tout pêcheur qui aura été reconnu s'être servi de ce filet à petites mailles pour une pêche autre que celle de la lotte aura son permis retiré immédiatement par voie administrative pendant deux ans, sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être dirigées contre lui. Ce retrait de permis ne pourra du reste jamais donner lieu à une demande d'indemnité ni à un recours contentieux quelconque.

Par exception également, l'engin dénommé « nasse » pourra être monté à l'espacement de mailles de 25 millimètres.

Les filets appelés « grands pics », à mailles de 5 centimètres au moins, pourront être utilisés dans les parties profondes du lac, au delà du Mont, à la condition que la hauteur de ces engins n'excède pas 15 mètres, la longueur 120 mètres et que la distance entre les flotteurs et le sommet du pic soit au minimum de 4 mètres.

Les grands pics ne pourront être accouplés ni en longueur ni en hauteur et les dimensions indiquées par le paragraphe précédent (n° 5) ne pourront être dépassées sous aucun prétexte. Si deux ou plusieurs grands pics étaient trouvés reliés les uns aux autres, ils seraient saisis, et les détenteurs de ces filets seraient poursuivis pour délit de pêche avec engins prohibés.

ART. 3. — Sont en outre interdits :

- a) les lacets ;
- b) les harpons, les tridents et autres engins analogues, les plombées et les brillants, à l'exception des cuillers ;
- c) les armes à feu ;
- d) Les branches et racines (bouquets) pour attirer le poisson.

ART. 4. — Il est interdit de faire usage d'appareils ayant pour objet de rassembler le poisson dans les noues, mares ou fossés dont il ne pourrait plus sortir, ainsi que de le contraindre à passer par une issue garnie de pièges.

ART. 5. — Il est interdit de faire usage de noix vomique, de coque du Levant, de substances explosibles, de chaux et de tout autre matière pouvant engourdir le poisson ou le faire périr.

Des pénalités sévères seront fixées par chacun des deux pays.

ART. 6. — Il est interdit aux fabriques, usines ou établissements quelconques placés dans le voisinage du lac d'abandonner aux eaux les résidus ou matières nuisibles au poisson.

Ces établissements sont tenus d'organiser, à leurs frais, l'écoulement de ces matières dans le sol.

ART. 7. — Il est défendu de pêcher au filet aucun menu poisson.

Est considéré comme menu poisson celui dont la longueur n'atteint pas les dimensions suivantes : pour la truite, 25 centimètres; pour l'ombre-chevalier, 20 centimètres; pour le goujon, 10 centimètres; pour toute autre espèce, 15 centimètres.

La longueur du poisson est mesurée depuis la pointe de la tête à l'extrémité de la queue.

Tout poisson pêché au filet, qui n'a pas la dimension prescrite, doit être immédiatement rejeté à l'eau, à l'exception du poisson devant servir d'amorce, lequel ne doit pas être débarqué à terre.

ART. 8. — *a)* La pêche de toute espèce de poisson est interdite du 15 février au 5 mars inclusivement.

*b)* La pêche de la truite est interdite du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre inclusivement et la pêche de l'ombre-chevalier du 1<sup>er</sup> au 31 décembre inclusivement.

Du 1<sup>er</sup> octobre à fin décembre, les filets dormants, étoles, tramails et tous autres engins autorisés, qui demeurent fixés dans l'eau, ne doivent pas être placés à moins de 3 mètres de profondeur d'eau mesurés du sommet du filet à la surface du lac.

Durant la même période, il est interdit de faire usage de filets dormants, tels que tramails, étoles, pics, etc., ayant une dimension en hauteur supérieure à 2 mètres.

*c)* La pêche de la perche est interdite du 1<sup>er</sup> mai au 31 mai inclusivement.

Pendant cette même période du 1<sup>er</sup> au 31 mai, les seuls engins autorisés pour la pêche des espèces autres que la perche sont :

- la ligne tombante ou flottante tenue à la main;
- la ligne traînante;
- le fil dormant;

la goujonnière, mais seulement pour la pêche des amorces, en se conformant aux prescriptions des articles 2 et 7 de la présente convention.

Toutefois, dans les grandes profondeurs du lac, au delà du Mont, à 800 mètres au moins de la rive, il pourra être fait usage des filets non accouplés visés à l'article 2, alinéas 5 et 6 ci-dessus, pourvu que lesdits filets soient employés comme filets flottants, tendus avant le coucher du soleil et relevés après le lever du jour.

d) L'emploi de toute espèce de filet et de la nasse est interdit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre inclusivement, dans un rayon de 300 mètres autour de l'embouchure des principaux affluents du lac, savoir : en France, la Dranse et l'Hermance; en Suisse, le Rhône, le canal Stockalper, le Grand canal, la Chamberonne, la Venoge, l'Aubonne, la Dulive, la Promenthouse et la Versoie, ainsi qu'à l'entrée du port de Genève, à l'extrémité nord des jetées, suivant une ligne tirée du phare des Paquis à celui des Eaux-Vives.

e) Les filets, fils dormants et autres engins placés dans le lac devront toujours être munis de flotteurs en bois d'au moins 0<sup>m</sup>30 de longueur, marqués au fer rouge des nom et prénoms de leur propriétaire. Les agents chargés de la surveillance auront toujours le droit, après avoir avisé le propriétaire, de s'assurer, en ramenant le cordeau, que les engins sont conformes au règlement. Les engins dont l'emploi est interdit ainsi que ceux qui ne seraient pas marqués au nom d'un permissionnaire, pourront être saisis.

ART. 9. — La défense de pêcher comporte celle d'exporter le poisson du lac, de le colporter, de l'exposer en vente, de l'acheter, de l'expédier ou de le servir dans les auberges, restaurants, hôtels, etc.

Toutefois, dans l'intérêt de la pisciculture et sous réserve d'un contrôle suffisant, l'autorité compétente de chaque Etat pourra donner, en temps prohibé, des autorisations spéciales pour la pêche et la vente du poisson, après que les éléments de reproduction auront été utilisés.

ART. 10. — Les deux hautes parties contractantes s'engagent respectivement à poursuivre ceux de leurs ressortissants qui auraient commis, sur le territoire de l'autre Etat, l'une des infractions visées dans la présente convention, comme si l'infraction avait été commise sur leur propre territoire, et en appliquant les peines prévues par la législation du pays du délinquant pour la répression desdites infractions.

Toutefois, aucune poursuite n'aura lieu si le délinquant prouve qu'il a été définitivement jugé par le pays où l'infraction a été commise et, en cas de condamnation, qu'il a exécuté ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce.

La transmission des procès-verbaux se fera par l'intermédiaire des commissaires délégués, désignés par les deux gouvernements en vertu de la présente convention. Ces commissaires saisiront, chacun dans leur pays, les autorités compétentes et ils feront connaître à leur collègue le résultat des poursuites.

L'Etat où la poursuite sera exercée percevra seul l'amende et les

frais, sauf à remettre à l'agent verbalisateur la part d'amende à laquelle il a droit.

Les procès-verbaux régulièrement dressés par les gardes assermentés feront foi, jusqu'à preuve du contraire, devant les tribunaux de l'autre pays.

Les engins ou poissons saisis resteront dans le pays de l'agent verbalisateur.

Les gardes-pêche de chaque pays pourront suivre les délinquants et saisir les engins et poissons prohibés dans un rayon de 5 kilomètres au delà de la frontière de leurs Etats respectifs.

Ils ne pourront toutefois s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos qu'assistés d'un fonctionnaire de la police locale ayant lui-même ce pouvoir.

Les commissaires des deux gouvernements sont autorisés à dénoncer directement aux gardes-pêche du pays voisin les contraventions qu'ils constateraient dans les eaux ou sur le territoire de ce pays.

Les fonctionnaires de la police locale seront tenus d'assister le garde étranger dans ses recherches, sans en référer à une autorité supérieure.

Les deux gouvernements se feront connaître réciproquement les noms des gardes-pêche.

## TITRE DEUXIÈME

DISPOSITIONS CONCERNANT LES AFFLUENTS DU LAC LÉMAN, LE RHÔNE DÈS SA SOURCE EN VALAIS A LA FRONTIÈRE FRANÇAISE, EN AVAL DE CHANCY, L'ARVE ET LEURS AFFLUENTS, AINSI QUE LES AUTRES COURS D'EAU EMPRUNTANT LE TERRITOIRE DES DEUX ÉTATS, A L'EXCEPTION DE LA PARTIE DU RHÔNE FORMANT FRONTIÈRE ET DU DOUBS.

ART. 11. — Les deux États contractants s'engagent à prévenir la destruction du poisson et à en favoriser la reproduction.

Ils s'engagent notamment à prendre les mesures prévues par leurs législations respectives pour empêcher la souillure des eaux et assurer la libre circulation du poisson dans toute l'étendue des cours d'eau ci-dessus énumérés.

## TITRE TROISIÈME

DISPOSITIONS CONCERNANT LES PARTIES DU DOUBS ET DU RHÔNE FORMANT FRONTIÈRE.

### § 1. *Doubs.*

ART. 12. — Nul ne peut pêcher dans les eaux frontières, s'il n'y est autorisé par l'autorité cantonale, en Suisse, et par le propriétaire riverain, en France.

ART. 13. — Est interdit l'usage de tout filet, quel qu'en soit le genre ou la dénomination, dont les mailles, après leur séjour dans l'eau, n'auraient pas au moins 3 centimètres dans toutes les dimensions, mesurées de nœud à nœud.

Cette limite de dimension s'étend aussi à l'espacement des verges de tous autres engins employés à la pêche.

ART. 14. — Sont en outre interdits :

- a) les lacets ;
- b) les harpons, les tridents, les plombées et les brillants, à l'exception des cuillers ;
- c) les armes à feu ;
- d) les branches et les racines (bouquets) pour attirer le poisson ;
- e) la trouble ;

ART. 15. — Il est interdit de faire usage d'appareils ayant pour objet de rassembler le poisson dans les noues, mares ou fossés dont il ne pourrait plus sortir, ainsi que de le contraindre à passer par une issue garnie de pièges.

ART. 16. — Il est interdit de faire usage de noix vomique, de coque du Levant, de substances explosibles, de chaux ou de toute autre matière pouvant engourdir le poisson ou le faire périr.

ART. 17. — Il est interdit aux fabriques, usines ou établissements quelconques placés dans le voisinage du Doubs d'abandonner aux eaux les résidus ou matières nuisibles au poisson.

Ces établissements sont tenus d'organiser, à leurs frais, l'écoulement de ces matières dans le sol.

ART. 18. — Les filets fixes ou mobiles, ainsi que tous autres appareils de pêche, ne peuvent excéder en longueur ni en largeur la moitié de la largeur mouillée de la rivière.

Les filets fixes et les appareils permanents de pêche, employés simultanément sur la même rive ou sur les deux rives opposées, doivent être à une distance au moins double du développement du plus long de ces appareils.

ART. 19. — Sont prohibés tous les filets trainants, à l'exception du petit épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme.

Sont réputés trainants tous filets coulés à fond au moyen de poids et promenés sous l'action d'une force quelconque.

ART. 20. — Toute pêche, sauf celle à la ligne, est interdite à une distance moindre de 30 mètres en amont et en aval des écluses, barrages, chutes naturelles, pertuis, vannages, coursiers d'usine et échelles à poisson.

ART. 21. — Il est interdit de pêcher dans les parties de la rivière ou de ses canaux de dérivation dont le niveau serait accidentellement abaissé, soit pour y opérer des travaux quelconques, soit par suite du

chômage des usines. L'interdiction de pêcher s'applique également pendant les sécheresses exceptionnelles qui seront assez fortes ou prolongées pour qu'il se produise une interruption dans l'écoulement des eaux, sur un ou plusieurs points de la rivière ou de ses canaux de dérivation.

ART. 22. — Toute pêche est interdite depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

ART. 23. — Il est défendu de pêcher au filet aucun menu poisson.

Est considéré comme menu poisson celui dont la longueur n'atteint pas les dimensions suivantes : pour la truite et l'ombre-chevalier, 20 centimètres ; pour toute autre espèce, 15 centimètres.

La longueur du poisson est mesurée de la pointe de la tête à l'extrémité de la queue.

L'écrevisse ne peut être pêchée que si sa longueur, mesurée de l'œil à l'extrémité de la queue déployée, atteint 8 centimètres.

La pêche de l'écrevisse est interdite du 1<sup>er</sup> octobre au 30 juin.

Tout poisson pêché au filet ou écrevisse qui n'a pas les dimensions prescrites doit être immédiatement rejeté à l'eau.

ART. 24. — Est interdite, du 20 octobre au 20 janvier inclusivement, la pêche de toute espèce de poisson et, du 13 avril au 31 mai, celle de tous les poissons autres que la truite.

ART. 25. — La défense de pêcher comporte celle d'exporter le poisson, de le colporter, de l'exposer en vente, de l'acheter, de l'expédier, de le servir dans les auberges, restaurants, hôtels, etc.

Toutefois, dans l'intérêt de la pisciculture, et sous réserve d'un contrôle suffisant, l'autorité compétente de chaque Etat pourra donner, en temps prohibé, des autorisations spéciales pour la pêche et la vente du poisson, après que les éléments de reproduction auront été utilisés.

ART. 26. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront poursuivies et réprimées par les autorités compétentes, conformément à la législation de l'Etat dans lequel elles auront été commises.

Si, pour la même contravention, deux ou trois territoires ont été empruntés, ou s'il y a doute, la contravention est réprimée par l'autorité compétente de l'Etat à laquelle elle a été dénoncée.

## § 2. *Rhône.*

ART. 27. — Nul ne peut pêcher dans la partie du Rhône formant frontière entre les deux Etats, s'il n'y est autorisé par l'autorité compétente du pays sur le territoire duquel il pêche.

ART. 28. — La pêche de la truite est interdite du 1<sup>er</sup> octobre au

31 décembre inclusivement; celle de l'ombre de rivière (*thymallus vulgaris* Nills) du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril.

La pêche de l'écrevisse est interdite du 1<sup>er</sup> octobre au 30 juin.

ART. 29. — Les dispositions des articles 10, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25 et 26 ci-dessus sont applicables à la partie du Rhône formant frontière.

## TITRE QUATRIÈME

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES.

ART. 30. — Chacun des deux États contractants désignera un commissaire spécial pour la surveillance de la pêche dans la partie des eaux soumise à sa juridiction et déterminée aux titres premier et deuxième de la présente convention.

Les commissaires se réuniront chaque année pour former une commission mixte qui sera chargée d'adresser aux gouvernements des deux États intéressés un rapport sur la manière dont les dispositions convenues sont observées, et de leur soumettre les observations et propositions qu'elle jugerait convenable de faire dans l'intérêt de la pêche et de la propagation du poisson.

ART. 31. — Deux commissaires spéciaux seront pareillement nommés pour la surveillance de la pêche dans les eaux déterminées au titre troisième.

Leurs attributions sont les mêmes que celles des commissaires prévues à l'article précédent.

En outre, quatre agents spéciaux (gardes-pêche), dont deux nommés par le gouvernement français, un par le gouvernement de Neuchâtel et un par le gouvernement de Berne, seront chargés d'assurer la police de la pêche, sous la direction de leurs commissaires respectifs.

Le service sera organisé en vue d'une surveillance simultanée des deux rives.

ART. 32. — De nouvelles espèces de poissons ne peuvent être introduites dans les eaux limitrophes qu'avec l'autorisation expresse et conforme des États contractants.

Les autorités compétentes des deux États s'accorderont sur les prohibitions ou autres mesures à prendre pour la conservation des espèces nouvellement introduites dans lesdites eaux.

ART. 33. — Chacun des deux États contractants prendra les mesures nécessaires pour l'exécution, sur son territoire, des dispositions de la présente convention. Chacun d'eux conserve d'ailleurs la faculté de prescrire des dispositions plus sévères, s'il le juge convenable, dans l'intérêt de la pêche et de la reproduction du poisson.

ART. 34. — La présente convention restera en vigueur pendant cinq

années, à dater du jour de l'échange des ratifications. A l'expiration de ce terme, elle continuera d'être obligatoire pendant une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 35. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats.

ART. 36. — Sont et demeurent abrogés :

1° La convention signée à Paris le 28 décembre 1880 ;

2° La déclaration du 12 mars 1891 ;

3° La convention additionnelle du 30 juillet 1891.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 9 mars 1904.

(L. S.)            Signé : LARDY,

(L. S.)            Signé : DELCASSÉ.

Déclare que la convention ci-dessus est ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci,

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait, à Berne, le six janvier mil neuf cent cinq (6 janvier 1905).  
Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président  
de la Confédération,*  
(L. S.) RUCHET.

*Le chancelier  
de la Confédération,*  
RINGIER.

Ayant vu et examiné ladite convention, nous l'avons approuvée et approuvons en vertu des dispositions de la loi votée par le Sénat et par la Chambre des députés ; déclarons qu'elle est acceptée, ratifiée et confirmée, et promettons qu'elle sera inviolablement observée.

En foi de quoi, nous avons donné les présentes, revêtues du sceau de la République.

A Paris, le 31 janvier 1905.

(L. S.) EMILE LOUBET.

Par le président  
de la République :

*Le ministre  
des Affaires étrangères,*  
DELCASSÉ.

*Note.* Les ratifications ont été échangées à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1905, entre M. Lardy, ministre de Suisse en France, et M. Th. Delcassé, ministre des Affaires étrangères de la République française.

La convention est entrée en vigueur le 10 février 1905.

## GRANDE-BRETAGNE — JAPON

**Convention entre le Royaume-Uni et le Japon concernant les relations commerciales entre le Japon et les Indes.**

Signée à Tokio, le 29 Août 1904.

Échange des ratifications, à Tokio, le 15 Mars 1905.

## TEXTE ORIGINAL ANGLAIS

*Convention between the United Kingdom and Japan respecting commercial relations between Japan and India. (1)*

Signed at Tòkiò, August 29, 1904.

Ratifications exchanged at Tòkiò, March 14, 1905.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of Japan, being equally desirous of facilitating the commercial relations between Japan and India, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Sir Claude Maxwell Mac Donald, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Knight Commander of the Most Honourable Order of Bath, His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

His Majesty the Emperor of Japan, Baron Jutaro Komura, Jusammi, First Class of the Imperial Order of the Rising Sun, His Imperial Majesty's Minister of State for Foreign Affairs ;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows : —

ART. 1. — Any article, the produce or manufacture of the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan shall enjoy, upon importation into India, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 2. — Reciprocally any article, the produce or manufacture of India shall enjoy, upon importation into the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan, the lowest customs duties applicable to similar products of any other foreign origin.

ART. 3. — The privileges and engagements of the present Convention shall extend to native states of India which by treaty with His Britannic Majesty or otherwise may be entitled to be placed with regard to the stipulations of the Convention on the same footing as British India.

---

(1) Publié dans les *Treaty series*, n° 13 de 1905.

His Britannic Majesty's Government shall communicate from time to time to the Imperial Government of Japan a list of these states.

ART. 4. — The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tokio as soon as possible. It shall come into effect immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of six months from the day on which one of the High Contracting Parties shall have announced the intention of terminating it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Tokio, in the English and Japanese languages, this 29th day of August, of year one thousand nine hundred and four, corresponding to the 29th day of 8th month of the 37th year of Meiji.

(L. S.) Claude M. MAC DONALD,  
*His Britannic Majesty's Envoy Extrordinary and  
Minister Plenipotentiary.*

(L. S.) Baron Jutaro KOMURA,  
*His Imperial Japanese Majesty's Minister of State  
for Foreign Affairs.*

---

TRADUCTION

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté l'Empereur du Japon, étant également désireux de faciliter les relations commerciales entre le Japon et les Indes, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

. . . . .

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. — Tout article, produit ou manufacturé dans les territoires ou possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, jouira, à son importation aux Indes, des droits de douane les plus réduits applicables aux produits similaires de toute autre provenance étrangère.

ART. 2. — Réciproquement, tout article produit ou manufacturé aux Indes, jouira, à son importation dans les territoires ou possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, des droits les plus réduits applicables aux produits similaires de provenance étrangère.

ART. 3. — Les privilèges et engagements de la présente Convention

seront étendus aux Etats Indigènes des Indes qui, en vertu d'un traité avec Sa Majesté Britannique, ou autrement, ont droit à être mis sur le même pied que les Indes Britanniques, en ce qui concerne les stipulations de la présente Convention.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique communiquera, de temps en temps, au Gouvernement Impérial du Japon, une liste de ces Etats.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tokio aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième mois, à partir de la dénonciation du traité par l'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-indiqués ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Tokio, en anglais et japonais, le 29 août mil neuf cent quatre, correspondant au vingt-neuvième jour du huitième mois de la trente-septième année de Meiji.

(L. S.) Claude M. MAC DONALD,

*Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire  
de Sa Majesté Britannique.*

(L. S.) Baron Jutarō KOMURA,

*Ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères  
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.*

## NORVÈGE

Conventions promulguées par la Norvège de 1901 à 1905 (1)

### ALLEMAGNE — SUÈDE ET NORVÈGE

**Échange de notes, en date du 19 juin 1900 et 28 avril 1903, concernant la franchise douanière pour les effets de chancellerie. (2)**

Berlin, le 19 juin 1900.

Légation de Suède et Norvège.

Monsieur le Comte,

Par une lettre, en date du 23 mars dernier, M. le Ministre d'Allemagne à Stockholm a signalé à l'attention du Ministère Royal des Affaires

(1) Cf. Aussi conventions avec la Norvège, publiées dans les volumes précédents de *Arch. dipl.*, 1901-1905. — Afin de pouvoir fournir à ses lecteurs la série complète des traités passés par tous les Etats depuis 1901, les *Arch. dipl.* procèdent en ce moment au collationnement par pays de tous les traités qui n'ont pu trouver place précédemment. Les traités ci-après, pour la Norvège, nous ont été gracieusement communiqués par M. le Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères de Norvège, Membre du Comité Norvégien des Archives, M. BRYN, que nous prions d'agréer nos sincères remerciements.

N. d. l. D.

(2) *Overenskomst med fremmede Stater*, 1903, n° 8.

Étrangères qu'au mois d'octobre dernier un écusson aux armes Impériales avait été envoyé au consulat général d'Allemagne à Stockholm et que les autorités douanières avaient imposé cet envoi de 5:45 couronnes de droits d'entrée.

En relevant que, d'après une résolution du Conseil Fédéral de l'Empire, en date du 28 mai 1883, les emblèmes destinés au service des consulats étrangers en Allemagne, comme drapeaux, écussons, etc., doivent être admis en franchise de droits dès qu'ils sont transmis aux consulats par leurs gouvernements respectifs, le Comte de Wallwitz a exprimé le désir d'être renseigné si le Gouvernement du Roi partage cette manière de voir et si, dans ce cas, les autorités douanières à Stockholm pouvaient être engagées à restituer la somme mentionnée plus haut.

Pour satisfaire au désir exprimé par le Comte de Wallwitz, Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères vient de lui faire parvenir la somme réclamée. En outre, afin de régler cette matière une fois pour toutes, le Gouvernement du Roi a décidé, pour ce qui concerne la Suède, d'accorder, à l'avenir, à titre de réciprocité, la franchise de droits aux écussons et autres effets de chancellerie, destinés à l'usage des consulats d'Allemagne en Suède, lorsque ces effets sont réclamés par écrit auprès du Ministère Royal des Affaires Etrangères par la Légation Impériale à Stockholm.

En Norvège la franchise de droits se trouve déjà accordée pour les drapeaux, écussons, livres et imprimés à l'usage des consulats étrangers sur la présentation en douane d'un certificat du consulat destinataire constatant que les effets serviront exclusivement à l'usage du consulat.

En ayant l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je vous prie, Monsieur le Comte, de me faire savoir si cet arrangement correspond aux intentions du Gouvernement Impérial et qu'en conséquence, un traitement réciproque soit assuré aux envois de ce genre destinés aux consulats des Royaumes Unis en Allemagne.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : TAUBE.

Son Excellence Monsieur le Comte de Bülow, etc., etc., etc.

---

Auswärtiges Amt.

Berlin, le 28 avril 1903.

Monsieur le Ministre,

D'après la résolution prise, par le Conseil Fédéral de l'Empire, le 6 novembre dernier, et à laquelle avait rapport la note verbale du 15 janvier dernier (II 39920), non seulement les écussons et drapeaux, mais aussi les autres effets destinés à l'usage des consulats étrangers en Allemagne, du moment qu'ils sont transmis aux consulats par leurs gouvernements, sont exemptés des droits de douane, en cas de réciprocité.

En ayant l'honneur, Monsieur le Comte, de porter ce qui précède à Votre connaissance, j'ajoute que l'arrangement proposé dans Votre lettre du 19 juin 1900 répond, par conséquent, aux intentions du gouvernement Impérial et que, à l'avenir, un traitement réciproque est assuré aux envois du même genre destinés aux consulats des Royaumes Unis de Suède et Norvège en Allemagne.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : MUHLBERG.

A Monsieur le Comte Taube, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et Norvège.

## ARGENTINE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation.

Signé le 17 juillet 1885; ratifications échangées à Buenos-Ayres, le 14 janvier 1896.

Publié dans l'*Overenskomst med fremmede Stater*, n° 2 de 1901.

#### Texte original français.

Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège et Son Excellence le Président de la République Argentine, également animés du désir de contribuer au développement des relations d'amitié, de commerce et de navigation entre les Royaumes Unis de Suède et de Norvège et la République Argentine, ont résolu de conclure à cet effet un Traité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, le Sieur Henri Akerman, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Vienne ;

Et Son Excellence le Président de la République Argentine, le Dr. M. Michel Cané, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de ladite République à Vienne.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### Texte original espagnol.

Su Majestad el Rey de Suecia y Noruega y Su Excelencia el Presidente de la República Argentina, igualmente animados del deseo de estender y confirmar las relaciones de amistad, de comercio y de navegación entre los Reinos Unidos de Suecia y Noruega y la República Argentina, han juzgado oportuno y conveniente negociar y concluir un Tratado y al efecto han nombrado per sus plenipotenciarios, á saber :

Su Magestad el Rey de Suecia y Noruega á Don Enrique Akerman, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Viena ;

Y Su Excelencia el Presidente de la República Argentina al Dr. Don Miguel Cané, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Viena ;

Los cuales despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han acordado y convenido en los articulos siguientes.

ART. 1. — Il y aura amitié perpétuelle entre les Royaumes Unis de Suède et de Norvège et leurs sujets, d'une part, et la République Argentine et ses citoyens, d'autre part.

ART. 2. — La liberté de commerce sera réciproque entre tous les territoires des Royaumes Unis de Suède et de Norvège et ceux de la République Argentine. Les sujets et citoyens des Parties contractantes pourront, en toute liberté et sûreté, se rendre avec leurs navires et cargaisons dans tous les parages, ports et rivières de l'un ou l'autre Etat, où il est ou serait permis d'arriver aux nationaux et aux navires et cargaisons de tout autre pays étranger. Ils pourront pénétrer sur les mêmes points, séjourner et résider dans une partie quelconque de ces territoires, y louer et y occuper des maisons et magasins pour leur résidence et leur commerce ; trafiquer en produits de toute nature et en marchandises de toute sorte, en se soumettant aux lois et règlements du pays, et ils jouiront en toutes choses, et toujours sous la même réserve, de la protection la plus complète et de la plus entière sécurité.

De la même manière, les navires de guerre, les bâtiments marchands, les malles et les paquebots des Parties Contractantes pourront entrer en pleine liberté et sûreté dans tous les ports, fleuves et lieux dont l'accès est permis ou sera permis à l'avenir aux navires de guerre et aux paquebots de toute autre nation ; ils pourront y pénétrer, jeter l'ancre, y séjourner et faire des réparations, en s'assujettissant aux lois et usages du pays.

ART. 3. — Les Parties Contrac-

ART. 1. — Habrá amistad perpétua entre los Reinos Unidos de Suecia y Noruega y sus súbditos, por una parte, y la República Argentina y sus ciudadanos, por la otra parte.

ART. 2. — Habrá entre todos los territorios de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega y los de la República Argentina una libertad recíproca de comercio. Los súbditos y ciudadanos de las partes contractantes podrán libremente y con toda seguridad ir con sus buques y cargas a todos aquellos parages, puertos y rios de la una ó de la otra parte á donde sea ó fuese permitido llegar á otros extranjeros ó á los buques ó cargas de cualquier otra Nacion ó Estado ; podrán entrar en los mismos y permanecer y residir en cualquiera parte de ellos ; podrán alquilar y ocupar casas y almacenes para su residencia y comercio ; podrán negociar en toda clase de productos, manufactúras y mercancías de toda clase, sujetos á las leyes del pais, y generalmente, disfrutarán en todas sus cosas la mas completa proteccion y la mas completa seguridad, con sujecion siempre á las leyes y reglamentos del pais.

Del mismo modo, los buques de guerra, los buques de comercio, correos y paquetes de las partes contratantes podrán llegar libremente y con toda seguridad á todos los puertos, rios y puntos á donde es, ó sea en adelante permitido entrar á los buques de guerra y paquetes de cualquiera otra nacion ; podrán entrar, anclar, permanecer y repararse, sujetos siempre á las leyes y costumbres del pais.

ART. 3. — Las Partes Contra-

tantes conviennent que toute faveur, exemption, privilège ou immunité que l'une d'elles aurait accordée ou qu'elle accorderait à l'avenir pour le commerce ou la navigation, aux sujets et citoyens de tout autre gouvernement, nation ou état, sera applicable, dans les mêmes cas et circonstances, aux sujets et citoyens de l'autre Partie Contractante, à titre gratuit, si la concession en faveur de l'autre gouvernement, nation ou état a été gratuite, ou au moyen d'une compensation équivalente, si la concession était conditionnelle.

ART. 4. — Il ne sera pas imposé d'autres ni de plus forts droits dans les territoires de l'une des Parties Contractantes à l'importation des articles de production naturelle, industrielle ou fabriquée, des territoires de l'autre Partie Contractante, que les droits dont sont ou seraient passibles les mêmes articles de tout autre pays étranger. Il ne sera pas non plus imposé d'autres ni de plus forts droits dans les territoires de l'une des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque dans les territoires de l'autre Partie, que ceux qui sont ou seraient payés à l'exportation à un autre pays étranger pour le même article. Il ne sera point, enfin, imposé de prohibition à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque de production naturelle, industrielle ou fabriquée, des territoires de l'une des Parties Contractantes dans les territoires de l'autre, qui ne s'étende également aux articles similaires de tout autre pays étranger.

ART. 5. — Ne seront perçus dans aucun port de l'une des Parties Contractantes, sur les bâtiments de l'autre, d'autres ni de plus forts

tantes convienen en que cualquier favor, exención, privilegio ó inmunidad que una de ellas haya concedido ó conceda mas adelante en punto de comercio ó navegacion á los súbditos ó ciudadanos de cualquier otro Gobierno, Nacion ó Estado, será estensivo en igualdad de casos y circunstancias á los súbditos y ciudadanos de la otra Parte Contratante, gratuitamente si la concesion en favor de ese otro Gobierno, Nacion ó Estado ha sido gratuita, ó por una compensacion équivalente si la concesion fuese condicional.

ART. 4. — No se impondrán ningunos otros ni mayores derechos, en los territorios de cualquiera de las Partes Contratantes á la importacion de los articulos de produccion natural, industrial ó fabril de los territorios de la otra Parte Contratante, que los que se pagan ó pagaren por iguales articulos de cualquier otro pais extranjero. Ni se impondrán otros ni mas altos derechos en los territorios de cualquiera de las partes contratantes á la exportacion de cualquier articulo á los territorios de la otra, que los que se pagan ó pagaren por la exportacion de iguales articulos á cualquier otro pais extranjero. Ni se impondrá prohibicion algun á la importacion ó exportacion de cualquier articulo de produccion natural, industrial ó fabril de los territorios de la una de las Partes Contratantes á los territorios de la otra que no se extiendan tambien á iguales articulos de cualquier otro pais extranjero.

ART. 5. — No se impondrán otros ni mas altos derechos por tonelaje, foro, puerto, practico, salvamento en caso de avería ó naufrá-

droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de sauvetage ou autres taxes locales, que ceux qui sont payés par les navires nationaux.

ART. 6. — Les mêmes droits seront payés et les mêmes escomptes et primes concédés pour l'importation ou l'exportation d'un article quelconque d'un territoire à l'autre, soit que cette importation ou exportation ait lieu par des navires des Royaumes Unis de Suède et de Norvège, soit qu'elle s'effectue par des navires de la République Argentine.

ART. 7. — Tous les navires qui, d'après les lois des Royaumes Unis de Suède et de Norvège, sont considérés comme navires suédois-norvégiens, et tous ceux qui, suivant les lois de la République Argentine, sont considérés comme navires argentins, seront respectivement tenus pour tels par l'autre Partie Contractante.

ART. 8. — Tous les commerçants, commandants et capitaines de navire ou autres personnes des Royaumes Unis de Suède et de Norvège auront pleine liberté dans la République Argentine pour administrer leurs affaires, soit par eux-mêmes, soit par des fondés de pouvoirs : courtiers, facteurs, agents ou interprètes, et ils ne seront point obligés d'employer pour ces soins d'autres personnes que celles employées par des citoyens Argentins, ni à payer d'autre rémunération que celle payée en pareille circonstance par les nationaux.

gio ó cualesquiera otros gastos locales en ninguno de los puertos de cualquiera de las Partes Contratantes á los buques de la otra, que aquellos que se pagan en los mismos puertos por sus propios buques.

ART. 6. — Se pagarán los mismos derechos y se concederán los mismos descuentos y premios por la importacion ó exportacion de cualquier articulo al territorio ó del territorio de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega ó del territorio de la República Argentina ya sea que dicha importacion ó exportacion se efectúe en buques de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega, ó en buques de la República Argentina.

ART. 7. — Todos los buques que, segun las leyes de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega, deban considerarse como buques Suecos y Noruegos, y todos los buques que, segun las leyes de la República Argentina, deban considerarse como buques Argentinos, serán para los efectos de este tratado considerados como buques Suecos y Noruegos o como buques Argentinos respectivamente.

ART. 8. — Todos los comerciantes, commandantes y capitanes de buque y demas personas de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega tendrán plena libertad en la República Argentina, para manejar por si mismos sus negocios, ó para confiarlos á la direccion de quien mejor les paresca como corredor, factor, agente ó interprete y no serán obligados á emplear otras personas para dichos objetos que aquellas empleadas por los ciudadanos de la República Argentina, ni á pagar otra remuneracion ó salario que aquel que en iguales

Liberté absolue est acquise dans tous les cas à l'acheteur et au vendeur, pour débattre et fixer le prix, au mieux de leurs intérêts, de tout objet et marchandise importés dans la République Argentine ou exportés de ladite République, en observant les lois et les coutumes du pays. Les mêmes droits et privilèges sont accordés à tous égards, par les Royaumes Unis de Suède et Norvège, aux citoyens de la République Argentine.

Les sujets et citoyens des Parties Contractantes jouiront réciproquement de la protection la plus complète pour leurs personnes, biens et propriétés; ils auront un libre accès près les tribunaux pour la revendication et la défense de leurs droits, et ils pourront, à cet effet, désigner en toute circonstance les avocats, agents et fondés de pouvoir qu'il leur conviendra de choisir, et ils jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges que les nationaux respectifs.

ART. 9. — En tout ce qui a rapport à la police des ports, au chargement et déchargement des navires, aux mesures de sûreté pour les marchandises, valeurs et effets divers, à l'acquisition et à la manière de disposer de la propriété, de quelque classe et dénomination qu'elle soit, par vente, donation, permutation, testament ou par tout autre moyen quelconque, ainsi qu'à l'administration de la justice, les sujets et citoyens des Parties Contractantes jouiront réciproquement des mêmes droits, privilèges et prérogatives que les sujets ou citoyens de la nation la

casos se paga por los ciudadanos de la República Argentina. Se concede absoluta libertad en todos los casos al comprador y vendedor para tratar y fijar el precio como mejor les pareciere de cualquier efecto, mercancia ó genero importado á la República Argentina, ó exportado de la República Argentina, con observancia y uso de las leyes establecidas en el pais. Los mismos derechos y privilegios, en todos respectos, se conceden en los Reinos Unidos de Suecia y Noruega á los ciudadanos de la República Argentina.

Los súbditos y ciudadanos de ambas Partes Contratantes recibirán y disfrutarán recíprocamente la mas completa proteccion en sus personas, bienes y propiedades, y tendrán acceso franco y libre á los tribunales de justicia en los respectivos paises para la prosecucion y defensa de sus justos derechos, teniendo al mismo tiempo la libertad de emplear en todos casos los abogados, apoderados ó agentes que mejor les paresca, y a este respecto gozarán los mismos derechos y privilegios que los súbditos y ciudadanos nacionales.

ART. 9. — En todo lo relativo á la policia de puerto, carga y descarga de buques, seguridad de las mercaderias, generos y efectos, á la adquisicion y modo de disponer de la propiedad de toda clase y denominacion ya sea por venta, donacion, permuta, testamento ó de cualquier otro modo que sea, como tambien á la administracion de justicia, los súbditos y ciudadanos de las Partes Contratantes gozarán recíprocamente de los mismos privilegios, prerogativas y derechos que los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida y no se les gravará en ninguno de

plus favorisée, et ils ne seront pas- sibles, en aucun des cas susmen- tionnés, et sous la réserve toujours de s'assujettir aux lois et règle- ments du pays, de droits plus forts que ceux auxquels sont soumis les sujets ou citoyens nationaux.

ART. 10. — Les Suédois et Nor- végiens résidant dans la Répu- blique Argentine, et les Argentins résidant dans les Royaumes Unis de Suède et de Norvège seront exempts de tout service obliga- toire sur terre ou sur mer, comme de tout emprunt forcé, réquisition et assistance militaire et ils n'au- ront respectivement et sous aucun prétexte à supporter aucune charge, réquisition ou impôt autres ou plus forts que ceux prélevés sur les sujets ou citoyens nationaux.

ART. 11. — Chacune des Parties Contractantes pourra nommer des Consuls pour la protection de son commerce avec résidence sur le territoire de l'autre partie ; mais ces Consuls, avant d'exercer leurs fonctions, devront avoir été recon- nus comme tels, dans la forme ordinaire, par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, avec faculté pour chacune des Parties Contractantes d'exclure de la résidence des Consuls les lieux qu'elles jugeraient convenable d'en excepter.

Les Archives et papiers des Con- sulats seront, de part et d'autre, inviolablement respectés ; et, sous aucun prétexte, un employé public ou une autorité locale quelconque ne pourra prendre possession des- dits papiers et Archives ni s'attri- buer la moindre immixtion à cet égard.

esos casos con impuestos ó dere- chos mayores que aquellos que pagan ó pagaren los súbditos ó ciudadanos nacionales, con suje- cion siempre á las leyes y regla- mentos de cada pais respectivo.

ART. 10. — Los subditos de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega residentes en la República Argen- tina y los ciudadanos de la Repú- blica Argentina residentes en los Reinos Unidos de Suecia y No- ruega serán exentos de todo servi- cio militar obligatorio, ya sea por mar ó por tierra, así como de todo empréstito forzoso, requisiciones y auxilios militares, ni serán com- petidos por ningún pretesto que sea á soportar carga alguna ordi- naria, requisicion ó impuesto mayor que los que soportan ó pa- gan los súbditos ó ciudadanos na- turales de las Partes Contratantes respectivamente.

ART. 11. — Cada una de las Par- tes Contratantes podrá nombrar Cónsules para la proteccion de su comercio con residencia en cual- quiera de los territorios de la otra parte ; pero, antes de funcionar como tales, deberán ser aprobados y admitidos, en la forma de cos- tumbre, por el Gobierno cerca del cual esten patentados, y cualquiera de las Partes Contratantes podrá exceptuar de la residencia de los Cónsules aquellos puntos particu- lares que juzgue conveniente ex- ceptuar.

Los Archivos y los papeles de los Consulados de las Partes Con- tratantes serán inviolablemente respetados, y bajo ningún pretesto podrá empleado publico alguno, ni autoridad local alguna apode- rarse de dichos archivos ó papéles, ni tener de modo alguno la menor ingerencia en ellos.

Les Consuls des Royaumes Unis de Suède et de Norvège jouiront dans la République Argentine de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seraient concédés aux Consuls de même classe de la nation la plus favorisée, et respectivement les Consuls de la République Argentine jouiront dans les Royaumes Unis de Suède et de Norvège, avec la plus scrupuleuse réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seraient accordés dans lesdits Royaumes aux Consuls de la nation la plus favorisée.

ART. 12. — Pour la plus grande sécurité du commerce entre les Royaumes Unis de Suède et de Norvège et la République Argentine, il est convenu qu'au cas où il se produirait, par malheur, soit une interruption dans les relations amicales de commerce, soit une rupture entre les Parties Contractantes, les sujets et citoyens de chacune d'elles, résidant sur le territoire de l'autre, auront la faculté d'y rester et de continuer librement leurs occupations et leur commerce, aussi longtemps qu'ils se conduiront paisiblement et ne violeront en aucune manière les lois du pays. Leurs effets et propriétés, qu'ils soient confiés à des particuliers ou à l'État, ne seront soumis ni à la saisie, ni au séquestre, ni à des contributions autres que celles auxquelles est assujettie la même classe d'effets ou propriétés appartenant aux nationaux respectifs.

ART. 13. — Les sujets des Royaumes Unis de Suède et de Norvège et les citoyens de la République Argentine résidant respectivement sur les territoires des Parties Contractantes jouiront,

Los Cónsules de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega en la República Argentina gozarán de todos los privilegios, exenciones y inmunidades que se conceden ó se concedan á los Cónsules del mismo rango de la nacion mas favorecida, y de igual modo los Cónsules de la República Argentina en los Reinos Unidos de Suecia y Noruega gozarán con la mas escrupulosa reciprocidad de todos los privilegios, exenciones y inmunidades que se conceden ó se concedan en los Reinos Unidos á los Consules de la Nacion mas favorecida.

ART. 12. — Para mayor seguridad del comercio entre los Reinos Unidos de Suecia y Noruega y la República Argentina se estipula que en cualquier caso en que por desgracia aconteciese alguna interrupcion de las amigables relaciones de comercio, ó un rompimiento entre las Partes Contractantes, lós súbditos y ciudadanos de cualquiera de ellas residentes en los territorios ó los Estados de la otra tendrán privilegio de permanecer y continuar su trafico y ocupacion en ellos sin interrupcion alguna, en tanto que se conducieren con tranquilidad y no quebrantaren en las leyes de modo alguno. Y sus efectos y propiedades ya fueren confiados á particulares ó al Estado, no estarán sujetos á embargo ni secuestro, ni á ninguna otra exaccion que aquellas que puedan hacerse á igual clase de efectos ó propiedades pertenecientes á los habitantes nacionales de los respectivos Estados.

ART. 13. — Los subditos de los Reinos Unidos de Suecia y Noruega y los ciudadanos de la República Argentina respectivamente residentes en los territorios de la otra Parte Contratante gozarán en sus

quant à leurs maisons, personnes et propriétés, de la plus complète protection du gouvernement.

Ils ne seront inquiétés, molestés ni gênés d'aucune façon à l'égard de leur religion, et une parfaite liberté de conscience leur sera assurée, pourvu qu'ils respectent dûment eux-mêmes la religion et les usages du pays dans lequel ils résident.

En ce qui concerne la célébration du culte suivant les rites et cérémonies de leur propre église, soit dans des maisons particulières, soit dans leurs églises et chapelles; en ce qui concerne le droit de construction et d'entretien de ces églises et chapelles; enfin, quant à la faculté d'acquérir, d'occuper et d'entretenir des localités spéciales pour leurs cimetières, les sujets et citoyens de chacune des Parties Contractantes qui résident dans les territoires et possessions de l'autre jouiront des mêmes libertés, des mêmes droits et de la même protection que les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

ART. 14. — Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncé.

ART. 15. — Le présent Traité sera ratifié par les Parties Contractantes (par le Gouvernement Argentin, avec approbation préa-

casas, personas y propiedades de la proteccion completa del Gobierno.

No serán inquietados, molestados ni incomodados de manera alguna con motivo de su religion y tendrán perfecta libertad de conciencia con tal que respeten debidamente la religion y las costumbres del pais en que residen.

Con respecto à la celebracion del culto, conforme à los ritos y ceremonias de su propria iglesia ya sea dentro de sus casas particulares, ó en sus propias iglesias y capillas; con respecto à la facultad de edificar y sostener tales iglesias y capillas, y finalmente, con respecto à la facultad de adquirir, ocupar, y mantener sitios para sus propios cementerios, los súbditos y ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes que residan en los territorios y dominios de la otra gozarán de las mismas libertades y de los mismos derechos, y se les concederá la misma proteccion que à los súbditos y ciudadanos de la nacion mas favorecida.

ART. 14. — El presente Tratado estará en vigor por el termino de diez años, contados desde el dia en que las ratificaciones sean cangeadas. Pero si ninguna de las Partes Contratantes anunciare à la otra, por una declaracion oficial un año antes de la espiracion de este plazo, su intencion de hacerlo terminar, continuará siendo obligatorio para ambas, hasta un año despues de cualquier dia en que se haga tal notificacion por una de ellas.

ART. 15. — El presente Tratado será ratificado por ambas Partes (por el Gobierno Argentino previa la aprobacion del Congreso) y el

lable du Congrès), et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le délai de six mois ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le dix-sept juillet 1885.

Signé : H. AKERMAN.  
(L. S.)

#### ARTICLE ADDITIONNEL.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent et acceptent leurs législations respectives en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité.

Toutefois, si un citoyen Argentin devenu sujet Suédois ou Norvégien ou un Suédois ou Norvégien devenu citoyen Argentin, renouvelle sa résidence dans le pays d'origine, avec l'intention d'y séjourner à demeure, il sera considéré comme ayant renoncé, par ce fait, à la naturalisation acquise dans le pays étranger.

Une résidence, dépassant deux ans, dans le pays d'origine sera considérée comme preuve de l'intention de vouloir y séjourner à demeure.

Fait à Vienne, le dix-sept juillet 1885.

Signé : H. AKERMAN.  
(L. S.)

cange de las ratificaciones se verificará en Viena dentro del termino de seis meses ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, los Plenipotentciarios han firmado y sellado este Tratado.

Hecho en Viena en dos exemplares el diez y siete de julio de 1885.

(Signé) : MIGL. CANÉ.  
(L. S.)

#### ARTICULO ADICIONAL

Las Altas Partes contratantes reconocen y aceptan sus legislaciones respectivas en lo que concierne la adquisicion de la nacionalidad.

Sin embargo, si un ciudadano Argentino, nacionalizado Sueco ó Noruego, ó un súbdito Sueco ó Noruego, nacionalizado ciudadano Argentino, renueva su residencia en el pais de origen, con la intencion de establecerse en él permanentemente, será considerado como habiendo renunciado, por el hecho, á la naturalisacion adquirida en pais extranjero.

Una residencia, superior a dos años, en el pais de origen, será considerada como prueba de la intencion de querer establecerse en él permanentemente.

Hecho en Viena, el diez y siete de julio de 1885.

(Signé) : MIGL. CANÉ.  
(L. S.)

## AUTRICHE-HONGRIE — SUÈDE ET NORVÈGE

**Échange de notes en date des 26 juin 1900, 20 mai 1901, 26 mars 1902 et 27 janvier 1903, concernant la franchise douanière pour les effets de chancellerie à l'usage des consulats.**

Vienne, le 26 juin 1900.

Légation de Suède et Norvège.

Monsieur le Comte,

A la suite d'une réclamation récemment présentée par le chef d'une mission étrangère à Stockholm, pour obtenir la restitution des droits d'entrée payés pour un écusson destiné à un des consulats de son ressort, le Gouvernement du Roi a décidé d'accorder, à l'avenir, à titre de réciprocité, la franchise de droits pour les écussons et autres effets de chancellerie destinés au service d'un consulat étranger en Suède, lorsque ces objets seront réclamés par écrit auprès du Ministère Royal des Affaires Etrangères par le représentant diplomatique du pays respectif à Stockholm.

En Norvège, la franchise se trouve, depuis plusieurs années, accordée pour les drapeaux, écussons, livres et imprimés à l'usage des consulats étrangers, sur présentation en douane d'un certificat du consulat destinataire, constatant que les effets serviront exclusivement à son usage.

Je suis chargé de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence et de demander si le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique serait disposé à accorder, à titre de réciprocité, la franchise de droits de douane pour les écussons et autres effets de chancellerie destinés aux consulats des Royaumes Unis en Autriche-Hongrie.

En cas de réponse affirmative, je prie Votre Excellence de vouloir bien m'indiquer les formalités à observer en vue de la réception en franchise desdits objets.

Veillez agréer, etc., etc.

*Signé : G. LEWENHAUPT.*

Son Excellence Monsieur le Comte Goluchowski, etc., etc.

---

Ministère Impérial et Royal de la Maison Impériale et Royale et des Affaires étrangères.

En réponse à la note du 26 juin 1900, le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation Royale de Suède et Norvège que les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie sont disposés à admettre à l'avenir, à titre de réciprocité, en franchise de droits d'entrée, les écussons, les drapeaux, les sceaux et les imprimés d'office destinés au service d'un consulat étranger établi en Autriche-Hongrie.

Cette franchise ne saurait cependant être réclamée pour d'autres effets de chancellerie (papeteries, fournitures de bureau ou ameublements) et ne serait accordée qu'aux envois faits par le Gouvernement Royal et ne pourra s'étendre aux expéditions qui seraient faites par des maisons de commerce ou par des particuliers.

Le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de prier la Légation de vouloir bien l'informer si les Gouvernements des Royaumes Unis sont disposés à accorder dans ces limites un traitement réciproque aux consulats d'Autriche-Hongrie en Suède et Norvège.

Vienne, 20 mai 1901.

A la Légation Royale de Suède et Norvège.

---

#### NOTE VERBALE

Par une note en date du 20 mai 1901, le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères a fait savoir à la Légation Royale que les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie étaient disposés à admettre, à l'avenir, à titre de réciprocité, en franchise de droits d'entrée, les écussons, les drapeaux, les sceaux et les imprimés d'office, destinés au service d'un consulat étranger établi en Autriche-Hongrie.

Le Ministère Impérial et Royal a ajouté que cette franchise ne saurait cependant être réclamée pour d'autres effets de chancellerie (papeteries, fournitures de bureau ou ameublements) et ne serait accordée qu'aux envois faits par le Gouvernement respectif et ne pourrait s'étendre aux expéditions qui seraient faites par des maisons de commerce ou par des particuliers.

En réponse, la Légation Royale a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères que les consuls d'Autriche-Hongrie jouiront, à titre de réciprocité, en Suède et en Norvège, de la franchise de droits d'entrée pour les effets de chancellerie, dans les limites indiquées plus haut.

Il est entendu que la franchise de droits sera applicable aux envois de toutes les autorités administratives et doit comprendre les formulaires imprimés ou lithographiés.

Vienne, le 26 mars 1902.

Au Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères.

---

#### NOTE VERBALE

En réponse à la note verbale du 26 mars 1902, le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères a l'honneur d'informer la Légation Royale de Suède et Norvège que des instructions ont été données, dès l'été passé, aux autorités douanières autrichiennes et hongroises, afin que les écussons, les drapeaux, les sceaux et les imprimés d'office destinés au service des consulats de Suède et Norvège établis en Autriche-Hongrie soient admis réciproquement en franchise de droits.

Vu la teneur de la note verbale que le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères eut l'honneur d'adresser à la Légation en date du 20 mai 1901, il a cru pouvoir se dispenser d'une information complémentaire en cette matière.

Vienne, le 27 janvier 1903.

A la Légation Royale de Suède et Norvège, Vienne.

---

## AUTRICHE-HONGRIE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Arrangement en vue de l'échange des résultats de recensements entre l'Autriche-Hongrie et la Suède et la Norvège.

(18/19 juillet 1901) (1).

Kais. et Konigl. Oesterr. Ungar. Gesandtschaft Stockholm.

Stockholm, le 18 juillet 1901.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement I. et R., convaincu de l'avantage que procure un échange régulier des résultats de recensements périodiques entre les différents Etats, désire vivement arriver dans ce but à un arrangement avec la Suède et la Norvège.

Il propose en conséquence de transmettre au Gouvernement du Roi le résultat du dénombrement, qui a lieu en Autriche-Hongrie tous les dix ans à partir du 31 décembre 1890, en tant qu'il s'agira des ressortissants suédois et norvégiens. Les Royaumes-Unis s'engageraient de leur côté, en vertu du principe de réciprocité, à répondre à cet envoi par la communication du résultat des recensements qui se font aussi bien en Suède qu'en Norvège également à la fin de chaque dixième année, en tant que cela concerne les sujets de S. M. I. et R. Apostolique, d'après leur nationalité autrichienne ou hongroise, les différents pays de la Monarchie et les préfectures ou comitats, auxquels ils ressortissent, cette dernière distinction en tant que possible.

Pour répondre au désir en question de mon Gouvernement et pour me conformer aux ordres reçus, j'ai l'honneur de prier V. Exc. de vouloir bien prendre en considération la proposition dont il s'agit et me faire connaître la décision qui pourra être prise en la matière.

Veuillez, etc.

(Signé) : WODZICKI.

S. Exc. Monsieur de Lagerheim, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

---

(1) Overenskomster med fremmede stater, 1901 n° 5.

Stockholm, le 19 juillet 1901.

Monsieur le Comte,

Par une note que Vous avez bien voulu m'adresser, en date d'hier, Vous avez exprimé le désir du Gouvernement I. et R. d'Autriche-Hongrie d'établir un échange régulier des résultats des recensements périodiques avec la Suède et la Norvège.

Le Gouvernement I. et R. se propose en conséquence de faire parvenir au Gouvernement du Roi le résultat du dénombrement qui a lieu en Autriche-Hongrie tous les dix ans à partir du 31 décembre 1890, en tant qu'il s'agira des ressortissants suédois et norvégiens.

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur, pour ce qui concerne la Norvège, de Vous faire savoir que le Gouvernement Royal norvégien s'engage de son côté, à titre de réciprocité, à communiquer le résultat des recensements qui se font en Norvège également à la fin de chaque décade, en tant qu'ils concernent les sujets de S. M. I. et R. et d'après leur nationalité autrichienne ou hongroise, les différents pays de la monarchie et les préfectures ou comitats auxquels ils ressortissent, autant qu'il sera possible d'établir ces distinctions.

Veillez, etc.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur le Comte de Wodzicki, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique. etc., etc., etc.

---

## HONGRIE — NORVÈGE

### Arrangement concernant la signification des actes judiciaires

(3 avril/13 août 1902)

Stockholm, le 3 avril 1902.

Kais. und Königl. Oesterr. Ungar. Gesandtschaft, Stockholm.

Monsieur le Ministre,

Mon Gouvernement me charge d'exposer à Votre Excellence ce qui suit :

Le Ministère Royal Hongrois de la Justice a relevé envers le Ministère Impérial et Royal des Affaires Étrangères qu'on demande en Norvège la restitution des frais de signification pour les actes judiciaires émanés des tribunaux hongrois, tandis que les actes norvégiens sont signifiés gratuitement en Hongrie.

Le Ministère Hongrois s'appuie sur la convention internationale de droit privé de la Haye de 1896 et demande si la Norvège ne voudrait pas renoncer dorénavant au remboursement de frais en question à titre de réciprocité.

E Vous priant, Monsieur le Ministre, de me faire tenir en son temps

la décision du Gouvernement Royal Norvégien, je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) : ZWIEDINEK.

Son Excellence, Monsieur de Lagerheim, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

---

Stockholm, le 13 août 1902.

Monsieur le Comte,

Par une lettre, en date du 3 avril dernier, M. le Baron Zwiedinek a bien voulu, d'ordre de son Gouvernement, s'adresser à mon intermédiaire afin de savoir si la Norvège ne voudrait pas renoncer dorénavant, à titre de réciprocité, au remboursement des frais de signification en Norvège des actes judiciaires émanés des tribunaux hongrois. En réponse, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement Norvégien accède volontiers à cette proposition et que, par conséquent, les actes judiciaires émanés des tribunaux hongrois et dont la signification a été demandée en conformité de la convention relative à certains points du droit international privé se rapportant à la procédure civile, signé à la Haye le 14 novembre 1896, seront à l'avenir, à titre de réciprocité, signifiés gratuitement en Norvège.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur le Comte de Brandis, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, etc., etc., etc.

---

## AUTRICHE — NORVÈGE

### Arrangement concernant la signification gratuite d'actes judiciaires.

(Notes diplomatiques du 7 mai et 10 juillet 1903.)

Stockholm, le 7 Mai 1903.

Kais. und Königl. Oesterr. Ungar. Gesandtschaft., Stockholm.

Monsieur le Ministre,

Par la note en date du 13 août dernier, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement Norvégien accède volontiers à la proposition du Gouvernement Royal de Hongrie de renoncer dorénavant à titre de réciprocité au remboursement des frais de signification en Norvège des actes judiciaires émanés des tribunaux hongrois et que

» par conséquent les actes judiciaires, émanés des tribunaux hongrois et dont la signification a été demandée en conformité de la convention relative à certains points du droit international privé se rapportant à la procédure civile signée à la Haye le 14 novembre 1896, seront à l'avenir, à titre de réciprocité, signifiés gratuitement en Norvège. »

Le contenu de cette note ayant été dûment communiqué au Gouvernement Royal de Hongrie, je viens d'être autorisé de déclarer que le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche serait également disposé à faire signifier gratuitement par les autorités compétentes dans les pays de l'Autriche, à titre de réciprocité, les actes judiciaires émanés des tribunaux norvégiens et dont la signification a été demandée en conformité avec la convention de la Haye du 14 novembre 1896.

Par un ordre que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence en La priant de vouloir bien m'informer de la résolution prise à cet égard et en ajoutant que le Ministère Impérial et Royal de la Justice verrait avec plaisir si le Gouvernement d'Autriche pouvait obtenir du Gouvernement Norvégien une déclaration analogue à celle susmentionnée, et que par conséquent l'exemption des frais pour les significations réciproques venait d'être garantie pour l'Autriche ainsi que cela se pratique déjà par rapport à la Hongrie.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : BRANDIS.

Son Excellence Monsieur de Lagerheim, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

---

Stockholm, le 10 juillet 1903.

*Signification gratuite d'actes judiciaires en Norvège et en Autriche.*

Monsieur le Comte,

Par une note, en date du 7 mai, Vous avez bien voulu, d'ordre de Votre gouvernement, porter à ma connaissance que le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche serait disposé à faire signifier gratuitement par les autorités compétentes dans les pays de l'Autriche, à titre de réciprocité, les actes judiciaires émanés des tribunaux norvégiens et dont la signification est demandée en conformité de la convention de la Haye du 14 novembre 1896. En même temps, Vous m'avez fait part du désir du ministère Impérial et Royal de la Justice d'obtenir du Gouvernement norvégien une déclaration constatant que la réciprocité voulue est établie pour ce qui concerne ce pays.

En réponse j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que les actes judiciaires émanés des tribunaux autrichiens et dont la signification est demandée en conformité de la convention relative à certains points du droit international privé se rapportant à la procédure civile,

signée à la Haye, le 14 novembre 1896 seront, à titre de réciprocité, signifiés gratuitement par les autorités compétentes de Norvège.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur le Comte de Brandis, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, etc.

---

## BELGIQUE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Exemption des droits d'entrée pour les emblèmes officiels.

(Arrangement des 5 mars /21 septembre 1901) (1).

Stockholm, le 5 mars 1901.

Légation de Belgique.

Monsieur le Ministre,

La loi belge du 31 décembre 1900 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1901 renferme une disposition autorisant le gouvernement à accorder, à titre de réciprocité, l'exemption des droits d'entrée pour les emblèmes officiels, tels que drapeaux, sceaux, écussons et autres objets du même genre, destinés à l'usage des consulats étrangers établis en Belgique.

Je suis chargé de demander à V. Exc. si les gouvernements des Royaumes Unis de Suède et de Norvège seraient disposés à conclure avec la Belgique un accord sur la base indiquée.

Le cas échéant, la libre entrée en Belgique des objets spécifiés ci-dessus serait octroyée sur présentation d'une déclaration détaillée appuyée d'un laisser-suivre émanant de l'Agent consulaire intéressé.

L'arrangement proposé, qui serait limité à la catégorie d'objets déterminés par la loi précitée du 31 décembre 1900, viendrait se substituer à celui qui était en cours de négociation entre le Département des Affaires Étrangères et la Légation de Suède et de Norvège à Bruxelles.

Je saisis, etc.

(Signé) : BARON DAELMAN.

S. Exc. Monsieur de LAGERHEIM, Ministre des Affaires Étrangères, etc., etc.

---

Stockholm, le 21 septembre 1901.

Monsieur le Baron,

La loi belge du 31 Décembre 1900 autorisant le Gouvernement Belge à accorder, à titre de réciprocité, l'exemption des droits d'entrée pour les emblèmes officiels, tels que drapeaux, sceaux, écussons et autres objets du même genre, destinés à l'usage des consulats étrangers établis

---

(1) Overenskomst med fremmede Stater, 1901 n° 7.

en Belgique, Vous avez bien voulu, par une lettre en date du 5 mars dernier, demander si les Royaumes Unis de Suède et Norvège seraient disposés à conclure avec la Belgique un accord sur la base indiquée.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en Suède la franchise des droits d'entrée sera à l'avenir, à titre de réciprocité, accordée aux emblèmes officiels destinés au service d'un consulat belge établi dans ce pays, lorsque ces effets sont réclamés par écrit auprès de mon Département par la Légation Royale de Belgique à Stockholm.

En Norvège la franchise de droits se trouve depuis plusieurs années accordée pour les drapeaux, écussons, livres et imprimés à l'usage des consulats étrangers, sur la présentation en douane d'un certificat du consulat destinataire, constatant que les effets serviront exclusivement à l'usage du consulat.

En vous faisant cette communication, j'ai l'honneur de constater que la réciprocité relative à l'exemption des droits d'entrée pour les emblèmes officiels, tels que drapeaux, sceaux, écussons et autres objets du même genre, se trouve établie, pour ce qui concerne les consulats des Royaumes Unis en Belgique ainsi que ceux de Belgique en Suède et en Norvège,

Veillez, etc., etc.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur le Baron DAELMAN, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, etc., etc.

## BULGARIE — NORVÈGE

### Accord commercial.

(5/18 juin, 21 octobre 1900). (1)

Agence diplomatique de Bulgarie.

Constantinople, le 5/18 Juin 1900.

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre note du 2 mars a. c. sub. n° 9, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'ayant accédé à la proposition y énoncée de la part du Gouvernement Royal de Norvège, le Gouvernement Princier de Bulgarie vient de transmettre aux autorités douanières de la Principauté les instructions nécessaires pour qu'elles aient à traiter dorénavant les marchandises et la navigation Norvégiennes en Bulgarie comme celles de la nation la plus favorisée.

En conséquence et conformément à la proposition Norvégienne précitée, mon Gouvernement m'a chargé de prier Votre Excellence d'avoir l'obligeance de communiquer ce qui précède à Votre Haut Gouvernement, pour qu'il veuille bien transmettre des instructions analogues

(1). *Overenskomster med fremmede Stater*, 1901, n° 1.

aux autorités douanières du Royaume en ce qui regarde les marchandises et la navigation Bulgares en Norvège, et de m'en aviser en temps voulu.

Veillez agréer, etc., etc.

*Signé : I. S. GUECHOFF.*

Son Excellence Monsieur le Comte Steenbock, Ministre de Suède et Norvège, etc.

---

Péra, le 21 octobre 1900.

Monsieur l'Agent Diplomatique,

En réponse à la note du 5/18 juin dernier par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement Princier de Bulgarie avait transmis aux autorités douanières de la Principauté les instructions nécessaires de traiter les marchandises et la navigation norvégiennes en Bulgarie comme celles de la nation la plus favorisée, je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement Royal de Norvège, par circulaire du 26 juillet dernier, a prescrit aux autorités douanières du Royaume de traiter les marchandises bulgares en Norvège également comme celles de la nation la plus favorisée.

Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de Vous le faire savoir par ma note du 2 mars dernier, tout bâtiment étranger en Norvège est soumis exactement au même traitement qui s'applique aux bâtiments nationaux selon le tarif douanier actuellement en vigueur.

En Vous priant de vouloir bien communiquer ce qui précède au Gouvernement Princier, je saisis, etc., etc.

*Signé : STEENBOCK.*

Monsieur Guéchoff, Agent Diplomatique de Bulgarie, etc., etc., à Constantinople.

---

## ÉGYPTE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Arrangement concernant l'établissement d'une station quarantenaire à Souakin.

(17/29 avril 1902)

Alexandrie, le 29 avril 1902.

Consulat Général de Suède et Norvège.

Excellence,

En réponse à la circulaire sub. N° 310, que Votre Excellence a bien

---

(1) Overenskomst med fremmede stater, 1903, n° 2.

voulu adresser en date du 17 de ce mois, relative au projet d'établissement d'une station quarantenaire à Souakin, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Royaumes Unis adhèrent à ce projet, à la condition que toutes les autres puissances y aient adhéré.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : C. BELINFANTE OSTBERG.

S. Exc. Boutros Ghali Pacha, Ministre des Affaires Etrangères de Son Altesse le Khédive, Caire.

Le 17 avril 1903.

Ministère des Affaires Étrangères.

N° 310.

CIRCULAIRE

Monsieur le Consul Général,

Par suite de la concentration dans une seule station quarantenaire de tous les pèlerins revenant de Djeddah, ceux du Soudan sont actuellement obligés d'aller jusqu'à Tor pour purger leur quarantaine. Cet état de choses, préjudiciable aux intérêts de cette catégorie de pèlerins, les incite à s'embarquer clandestinement pour la côte d'Afrique et peut ainsi favoriser l'importation de la peste et du choléra.

Pénétré de ces graves inconvénients, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire avait décidé, dans sa séance du 4 décembre 1900, que l'Administration adresserait à MM. les Délégués une Note faisant ressortir les avantages de l'installation à Souakin d'une station quarantenaire où les pèlerins Soudanais pourraient escompter les mesures établies par la Conférence de Venise.

Cette note, portant la date du 22 décembre 1900, a été effectivement remise à MM. les Délégués.

Le Gouvernement du Khédive, voulant de son côté faciliter l'adoption de cette mesure d'humanité et de protection sanitaire, a accepté de prendre à sa charge tous frais résultant de l'installation de la station projetée.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'ayant pas fait connaître jusqu'à présent s'il adhérerait au projet d'établissement d'une station quarantenaire à Souakin, j'ai recours à votre obligeance habituelle, Monsieur le Consul Général, pour obtenir l'assentiment de votre Gouvernement à une mesure aussi importante pour la défense de l'Egypte et de l'Europe contre les affections épidémiques visées par la Conférence de Venise,

et qui revêt un caractère particulier d'urgence dans les circonstances actuelles.

Veillez agréer, Monsieur le Consul Général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) : BOUTROS GHALI.

Monsieur Belinfante Ostberg, Consul Général de Suède et Norvège.

Pour copie conforme.

Au Consulat Général de Suède et de Norvège à Alexandrie,  
le 2 février 1903.

(signé :) C. BELINFANTE OSTBERG, Consul Général.

---

## FRANCE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Suppression des taxes d'établissement, de légalisation et de visa de certificats d'origine.

(Arrangement des 11 octobre et 15 décembre 1901).

Stockholm, le 11 octobre 1901.

Monsieur le Ministre,

Par une note en date du 15 décembre 1900, Monsieur Mercier a bien voulu, au nom du Gouvernement de la République, me soumettre la proposition que les agents diplomatiques et consulaires des Royaumes Unis en France et ceux de France en Suède et en Norvège cessassent à l'avenir de percevoir des taxes pour l'établissement, la légalisation et le visa des certificats d'origine, laquelle entente serait révocable à la volonté des parties.

En réponse à cette communication j'ai été autorisé à vous faire savoir que la proposition du Gouvernement Français est acceptée pour la Suède et la Norvège, avec cette restriction que l'entente n'entrera en vigueur qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

En portant ce qui précède à votre connaissance, j'ai l'honneur de constater que l'entente proposée par le Gouvernement Français est établie.

Veillez etc.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur MARCHAND, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française, etc., etc., etc.

---

Stockholm, le 15 décembre 1900.

Légation de France en Suède en Norvège.

Monsieur le Ministre,

Les tarifs actuellement en vigueur en France fixent les droits perçus dans les chancelleries diplomatiques et consulaires pour la délivrance, la légalisation ou le visa des certificats d'origine à la somme de 6 frs., toutefois le Gouvernement de la République a décidé que la gratuité des certificats d'origine pourrait être établie à l'avenir à titre de réciprocité de la part des pays étrangers. C'est ainsi que le Département des Affaires Étrangères s'est récemment entendu avec les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de la Grande-Bretagne pour assurer de part et d'autre la gratuité des opérations consulaires relatives à ces attestations.

Désireux de favoriser autant que possible les relations commerciales entre le Royaume de Suède et de Norvège et la France, et persuadé qu'un accord semblable ne pourrait offrir que des avantages, le Ministre des Affaires Étrangères m'a chargé de soumettre à Votre Excellence la proposition que les Agents diplomatiques et consulaires de France en Suède et Norvège, et ceux de Suède et de Norvège en France cessassent à l'avenir de percevoir des taxes pour l'établissement, la légalisation et le visa des certificats d'origine. Cette entente serait révocable à la volonté des parties.

En transmettant cette proposition à Votre Excellence, je lui serais très reconnaissant de me mettre en mesure de faire connaître à M. Delcassé l'accueil qu'Elle aura bien voulu lui réserver.

Veuillez agréer, etc.

(signé) : Fr. MERCIER.

Son Excellence Monsieur de LAGERHEIM, Ministre des Affaires Étrangères, etc., etc., etc.

Stockholm.

---

## FRANCE — NORVÈGE

### Arrangement concernant les certificats d'origine.

(13/22 janvier, 17 mars 1902).

Légation de Suède et Norvège, à Paris.

Paris, le 13 janvier 1902.

Monsieur le Ministre,

Par des notes échangées entre la Légation de France à Stockholm et le Ministère Royal des affaires étrangères en date des 15 décembre 1900 et 11 octobre 1901, une entente a été établie entre la Suède et la Norvège, d'un côté, et la République Française, de l'autre, par rapport à la gratuité de la délivrance, de la législation ou du visa des certificats

d'origine par les agents diplomatiques et consulaires des Royaumes Unis en France et ceux de France en Suède et Norvège.

Les autorités norvégiennes, en donnant dans son temps leur avis au sujet de l'entente, en tant qu'elle concernait la Norvège, se sont en même temps prononcées en faveur d'un arrangement avec la France, semblable à celui conclu en 1899 entre la France et la Grande-Bretagne, d'après lequel les Douanes de l'un des pays doivent admettre, sans visa consulaire, les certificats d'origine, émanant des Douanes de l'autre, lorsqu'ils sont munis du cachet de celles-ci.

Un tel arrangement ne devrait toutefois, d'après l'avis des autorités norvégiennes, comprendre les cas où une loi ou une prescription stipule qu'une marchandise importée doit être accompagnée d'un certificat d'expert, tel, par exemple, que l'attestation d'un vétérinaire requise pour l'importation de la viande de cheval.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a chargé de soumettre à V. Exc. la proposition qu'à l'avenir, et avec la restriction mentionnée plus haut, les certificats d'origine, émanant des Douanes de la Norvège ou de la France, soient admis par les Douanes de l'autre pays sans visa ou légalisation diplomatique ou consulaire, lorsque ces certificats seront munis du cachet des autorités douanières qui les auront délivrés.

Il serait entendu que l'arrangement serait révocable à la volonté des parties.

En transmettant cette proposition à V. Exc., je Lui serais très reconnaissant de me mettre en mesure de faire connaître à M. de Lagerheim l'accueil qu'Elle aura bien voulu lui réserver.

Veillez agréer, etc.

(Signé) : AKERMAN.

Son Excellence Monsieur Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, etc.

---

Paris, le 22 janvier 1902.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 13 de ce mois, vous avez bien voulu me faire connaître qu'en donnant leur avis au sujet de l'entente intervenue récemment entre la France, d'une part, la Suède et la Norvège, de l'autre, par rapport à la gratuité de la délivrance du visa et de la législation des certificats d'origine, les autorités norvégiennes s'étaient en même temps prononcées en faveur d'un arrangement avec la France, d'après lequel les Douanes de l'un des pays admettraient sans visa consulaire les certificats d'origine émanant des Douanes de l'autre pays, lorsqu'ils seraient munis du cachet de celles-ci. Un tel arrangement ne devrait toutefois pas, d'après l'avis des autorités norvégiennes, comprendre les cas où une loi ou une prescription stipule qu'une marchandise importée doit être accompagnée d'un certificat d'expert, tel, par exemple, que l'attestation d'un vétérinaire requise pour l'importation de la viande de cheval.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire con-

naître que le Gouvernement de la République est disposé à donner suite au projet d'arrangement qui y est contenu, dans des conditions semblables à celles qui ont réglé les accords de même genre conclus par lui avec les Gouvernements allemands et anglais. Il est prêt, en conséquence, à décider qu'à l'avenir les certificats d'origine émanant des Douanes de la Norvège, lorsqu'ils seront munis du cachet de ces douanes et qu'aucun doute ne s'élèvera sur leur authenticité, seront admis par les Douanes françaises sans visa ou légalisation consulaire. Quant à la restriction indiquée par les autorités norvégiennes pour le cas où la marchandise importée doit être accompagnée d'un certificat d'expert, j'estime qu'il n'est pas nécessaire de la mentionner dans l'arrangement projeté. Celui-ci a, en effet, pour objet unique de dispenser du visa consulaire les certificats délivrés par les Douanes et ne saurait apporter aucune dérogation aux autres formalités exigées dans les deux pays pour l'importation de certains produits.

Si votre Gouvernement partage cette manière de voir, je vous serais reconnaissant de bien vouloir, de votre côté, me donner, en son nom, l'assurance que par réciprocité les certificats d'origine émanant des Douanes françaises et munis de leurs cachets seront à l'avenir admis par les Douanes de Norvège sans visa ou légalisation consulaire. Les deux Gouvernements seront d'ailleurs libres de mettre fin, à toute époque, à l'arrangement ainsi intervenu entre eux.

Dès que vous aurez bien voulu me faire connaître que votre Gouvernement est d'accord sur ce point avec le Gouvernement de la République, je m'empresserai de donner les instructions nécessaires pour la mise en application des dispositions ainsi arrêtées en principe.

Agréez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) : DELCASSÉ.

Monsieur Akerman, Ministre de Suède et Norvège, à Paris.

---

Légation de Suède et Norvège, à Paris.

Paris, le 17 mars 1902.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 22 janvier dernier, V. Exc. a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de la République Française est prêt à décider qu'à l'avenir les certificats d'origine émanant des Douanes de la Norvège, lorsqu'ils seront munis du cachet de ces Douanes et qu'aucun doute ne s'élèvera sur leur authenticité, seront admis par les Douanes Françaises sans visa ou légaliation consulaire.

Quant à la restriction indiquée par les autorités norvégiennes pour le cas où la marchandise importée doit être accompagnée d'un certificat

d'expert, V. Exc. a estimé qu'il n'est pas nécessaire de la mentionner dans l'arrangement projeté.

Le Gouvernement Norvégien ayant eu connaissance de ce qui précède, j'ai été autorisé à Vous donner, Monsieur le Ministre, en son nom, l'assurance que par réciprocité les certificats d'origine émanant des Douanes Françaises et munis de leurs cachets seront, à l'avenir, admis par les Douanes de Norvège, sans visa ou légalisation consulaire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : AKERMAN.

S. Exc. Monsieur Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, etc.

## FRANCE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Convention d'arbitrage.

(9 juillet 1904) (1)

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et le Président de la République Française désirant, en application des principes énoncés dans les articles 15-19 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à la Haye en date du 29 juillet 1899, entrer en négociations pour la conclusion d'une convention d'arbitrage, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. Akerman, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

et le Président de la République Française :

M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires Etrangères de la République Française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.—Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les Hautes Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ART. 2.—Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes,

(1). Echange des ratifications à Paris, le 6 novembre 1904.

avant de s'adresser à la Cour permanente, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ART. 3.—La présente Convention est conclue pour une durée de cinq années, à partir de l'échange des ratifications, qui aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 9 juillet 1904.

(Signé) : AKERMAN (L. S.)

(Signé) : DELCASSÉ (L. S.)

## ITALIE — SUÈDE ET NORVÈGE

### Arrangement concernant la franchise des droits pour les écussons et autres effets de chancellerie à l'usage des consulats.

(Notes des 21 juin, 30 août, 9 octobre 1900.) (1)

Légation de Suède et Norvège.

Rome, le 21 juin 1900.

Monsieur le Marquis,

A la suite d'une réclamation récemment présentée par le chef d'une mission étrangère à Stockholm, pour obtenir la restitution des droits d'entrée payés pour un écusson destiné à un des consulats de son ressort, le gouvernement du Roi a décidé d'accorder à l'avenir, à titre de réciprocité, la franchise de droits aux écussons et autres effets de chancellerie, destinés au service d'un consulat étranger en Suède, lorsque ces effets sont réclamés par écrit auprès du Ministère Royal des Affaires étrangères, par le représentant diplomatique du pays respectif, à Stockholm.

En Norvège, la franchise de droits se trouve depuis plusieurs années accordée pour les drapeaux, écussons, livres et imprimés à l'usage des consulats étrangers, sur la présentation en douane d'un certificat du consulat destinataire, constatant que les effets serviront exclusivement à l'usage du consulat.

J'ai été chargé de porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement italien, et de demander si le Gouvernement italien serait disposé à accorder, à titre de réciprocité, la franchise de droits pour les écussons et autres effets de chancellerie destinés à nos consulats.

En cas de réponse affirmative, je suis autorisé à constater officiellement au Gouvernement italien que la réciprocité est établie.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) : BILDT.

Son Excellence Monsieur le Marquis Visconti Venosta, Ministre des Affaires étrangères, etc.

---

(1) *Overenskomster med fremmede Stater*, 1901, n° 4.

Ministero degli Affari esteri.

Rome, 30 Agosto 1900.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 21 juin dernier, sous le numéro 54/00, je m'empresse de vous remettre ci-joint la copie d'une note par laquelle le Département des Finances vient de faire connaître que, à titre de réciprocité, la franchise de droits sera accordée pour les écussons et autres effets de chancellerie destinés, par votre Gouvernement, aux consulats de Suède et Norvège, en Italie.

Veillez agréer, etc.

Pel Ministro,

(Signé) : MALVANO.

Monsieur le baron de Bildt, Ministre de Suède et Norvège,  
à Rome.

---

Copia di nota del Ministero delle Finanze in data 23 agosto 1900.

Ho preso conoscenza della comunicazione fattami riguardo alla Determinazione nella quale é venuto il Governo di Svezia e Norvegia di accordare, a condizione di reciprocità, la franchigia daziaria per gli stemmi e gli oggetti di cancellaria destinati in servizio dei nostri consoli in Svezia e Norvegia, ed assicuro codesto Ministero che sarà concessa la stessa agevolezza ai consoli di quel Governo in Italia, ciò che del resto si è sempre fatto finora, malgrado non esistesse alcun accordo speciale, per gli stemmi e le bandiere ufficiali, in base a domanda dei consoli stessi fatta di volta in volta, a questo ministero, o direttamente o a mezzo del loro rappresentatè diplomatico presso la Regia Cortè.

Giova però avvertire che, come praticasi già riguardo ai consoli degli Stati Uniti d'America e dell'Inghilterra, l'esenzione daziaria per i libri, stampati ed altri oggetti di cancelleria sarà applicata soltanto alle spedizioni effettuate direttamente dal governo di Svezia et Norvegia e s'intenderanno escluse da tale beneficio quelle che venissero fatte da ditte commerciali o da privati.

---

Légation de Suède et Norvège à Rome.

Rome, le 9 octobre 1900.

Monsieur le Marquis,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note que V. E. a bien voulu m'adresser, le 30 août dernier, pour m'informer que la franchise de droits sera accordée, à titre de réciprocité, aux écussons et autres effets de chancellerie destinés par mon Gouvernement aux consulats de Suède et Norvège, en Italie.

Me référant à ce que j'ai eu l'honneur de communiquer à V. E., par ma note du 21 janvier dernier, je constate maintenant, selon l'autorisation qui m'en a été donnée, que la réciprocité est établie à ce sujet entre les Royaumes Unis de Suède et de Norvège, d'une part, et l'Italie, de l'autre.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) : BILDT.

---

## JAPON — NORVÈGE

### Arrangement concernant le jaugeage des navires

(22 mai 1894/29 janvier 1902)

Tokio, le 22 mai 1894.

Monsieur le Ministre,

Un décret Royal Norvégien du 14 septembre 1893, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre dernier, a introduit en Norvège des modifications et amendements aux instructions en vigueur dans ce pays relativement au jaugeage des navires de commerce.

Par l'extrait ci-joint en traduction française d'une lettre du 30 octobre dernier du Ministère des Finances et des Douanes en Norvège, Votre Excellence voudra bien voir les points essentiels sur lesquels portent ces modifications et amendements.

Les règles actuellement en vigueur en Norvège par rapport au jaugeage des navires sont — pour les points principaux — conformes aux règles établies en Grande-Bretagne et l'Irlande par le Merchant Shipping (Tonnage) Act de 1889.

Par suite des nouvelles prescriptions, la capacité nette inscrite dans les certificats de jauge nationaux des navires à voile étrangers mesurés d'après la méthode Moorsom, de même que dans les certificats de jauge nationaux des navires à vapeur étrangers appartenant aux pays qui ont adopté la règle dite " anglaise " pour la déduction de la chambre à machine, sera dorénavant admise comme base pour le calcul des droits à percevoir dans les ports norvégiens.

En portant ce qui précède à la connaissance de V. Exc., je La prie de vouloir bien soumettre au Gouvernement Japonais le désir du Gouvernement du Roi que les lettres de jauge norvégiennes, délivrées après le 1<sup>er</sup> octobre dernier, soient — à titre de réciprocité — reconnues dans les ports japonais et que la capacité nette inscrite dans les certificats en question sera admise comme base pour le calcul des droits à percevoir dans les ports japonais.

Si, comme je l'espère, le Gouvernement Japonais ne voit aucun inconvénient à accéder à la demande du Gouvernement du Roi, je

suppose qu'une publication officielle en Norvège et au Japon, faite dans les formes usitées, suffira pour donner à cet arrangement la sanction requise.

Aussitôt que je tiendrai un exemplaire de la publication japonaise, je m'empresserai de la transmettre au Gouvernement du Roi, afin qu'une publication semblable soit faite en Norvège.

Veillez, etc., etc.

(Signé) : von BYLANDT.

Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de S. M. l'Empereur du Japon.

Tokio, le 29 janvier 1902.

Monsieur le Ministre,

.....  
D'un autre côté, le Gouvernement Impérial accepte intégralement les propositions contenues dans la lettre n° 26 que Son Excellence Monsieur le Comte de Bylandt avait adressée au Ministre des Affaires Etrangères en date du 22 mai 1894, au sujet de la reconnaissance mutuelle du certificat de jauge, entre les Gouvernements Japonais et Norvégien.

Mon Gouvernement se propose de mettre en vigueur les clauses des arrangements en question à partir du 1<sup>er</sup> avril de la présente année, ainsi que Votre Excellence voudra bien s'en rendre compte par les projets de l'arrêté et de la notification du Ministère des communications qu'Elle trouvera sous ce pli.

Je Lui serais reconnaissant de me le faire savoir, si Elle avait quelques observations à faire.

S. Exc. Monsieur le Jonkheer TESTA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suède et Norvège, etc., etc., etc.

Veillez agréer, etc.

(Signé) : KOMURA JUTARO,  
Ministre des Affaires Etrangères.

## PAYS-BAS — SUÈDE ET NORVÈGE

**Arrangement concernant la franchise des droits pour les écussons et autres effets de chancellerie à l'usage des consulats.**

(Notes des 21 juin, 16 juillet 1900 et 25 janvier 1901.) (1)

La Haye, le 21 juin 1900.

Monsieur le Ministre,

A la suite d'une réclamation récemment présentée par le chef d'une mission étrangère à Stockholm, pour obtenir la restitution des droits

---

(1) *Overenskomster med fremmede Stater*, 1901, n° 4.

d'entrée payés pour un écusson destiné à un des consulats de son ressort, le Gouvernement du Roi, mon Auguste Souverain, a décidé d'accorder, à l'avenir, à titre de réciprocité, la franchise de droits aux écussons et autres effets de chancellerie destinés au service d'un consulat étranger en Suède, lorsque ces effets sont réclamés par écrit auprès du Ministère royal des Affaires étrangères, par le représentant diplomatique du pays respectif à Stockholm.

En Norvège, la franchise de droits se trouve, depuis plusieurs années, accordée pour les drapeaux, écussons, livres et imprimés à l'usage des consulats étrangers, sur la présentation en douane d'un certificat du consulat destinataire, constatant que les effets serviront exclusivement à l'usage du consulat.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de V. Exc. en lui demandant si le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas serait disposé à accorder, à titre de réciprocité, la franchise de droits pour les écussons et autres effets de chancellerie destinés aux consulats des Royaumes Unis dans les Pays-Bas.

C'est avec empressement que je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) : JOACHIM BECK FRIIS.

A S. Exc. Monsieur de Beaufort, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, etc.

La légation de Suède et Norvège, à Bruxelles et à La Haye, certifie que la copie ci-dessus est conforme à l'original adressé à M. le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

La Haye, le 26 janvier 1901.

Le Ministre :

(Signé) : HERMAN WRANGEL.

La Haye, le 16 juillet 1901.

Monsieur le Baron,

En réponse à votre office du 21 juin dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, chaque fois que la demande lui en sera faite par voie diplomatique, le Gouvernement des Pays-Bas admettra en franchise de droits d'entrée les pavillons et écussons destinés aux consulats des Royaumes Unis.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

(Signé) : W. H. DE BEAUFORT.

Monsieur le baron Beck Friis, Chargé d'affaires a. i. de Suède et de Norvège.

La légation de Suède et Norvège, à Bruxelles et à La Haye, certifie que la copie ci-dessus est conforme à l'original adressé par M. le Ministre des Pays-Bas au Chargé d'affaires p. i. du Roi à Bruxelles et à La Haye, et conservé dans les archives de la Légation Royale.

La Haye, le 26 janvier 1901.

Le Ministre,

(Signé): HERMAN WRANGEL.

---

Légation de Suède et Norvège.

La Haye, le 23 janvier 1901.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre du 16 juillet de l'année passée, V. Exc. a bien voulu faire savoir à M. le baron Beck Friis, Chargé d'affaires p. i. du Roi, en réponse à sa lettre en date du 21 juin précédent, que chaque fois que la demande par voie diplomatique en serait faite au Gouvernement royal des Pays-Bas, il admettrait en franchise de droits d'entrée les pavillons et écussons destinés aux consulats des Royaumes Unis.

Me conformant aux instructions reçues de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de prendre acte de cette déclaration de V. Exc. et de constater officiellement au gouvernement de S. M. la Reine que, à la suite de la note précitée de V. Exc., la réciprocité relative à l'admission en franchise de droits d'entrée des pavillons et écussons est établie pour ce qui regarde les consulats des Royaumes Unis aux Pays-Bas, ainsi que ceux des Pays-Bas en Suède et en Norvège.

Je saisis, etc.

(Signé): Comte WRANGEL.

Son Excellence Monsieur de Beaufort, Ministre des affaires étrangères, etc., à La Haye.

La légation de Suède et Norvège, à Bruxelles et à La Haye, certifie que la copie ci-dessus est conforme à l'original adressé à M. le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

La Haye, le 26 janvier 1901.

Le Ministre,

(Signé): HERMAN WRANGEL.

---

## PAYS-BAS — NORVÈGE

**Entente sur la reconnaissance mutuelle de lettres  
de jauge norvégiennes et néerlandaises.**

(8 Février / 21 Mars 1901.)

Stockholm, le 8 février 1901.

Légation des Pays-Bas.

Monsieur le Ministre,

Par une note en date du 17 janvier 1900, M. le Baron Beck-Friis, Chargé d'Affaires de Suède et Norvège à La Haye, s'est adressé à mon Gouvernement en vue d'obtenir — à titre de réciprocité — la reconnaissance sans remesurage des lettres de jauge délivrées en Norvège après le 1<sup>er</sup> octobre 1893.

M. le Ministre des Affaires Étrangères à La Haye, après avoir consulté les autorités compétentes à ce sujet, vient de m'informer qu'il ne voit aucun inconvénient à accepter cette proposition.

M. de Beaufort est donc entièrement disposé à établir avec la Norvège une entente à ce sujet, mais il lui paraît nécessaire d'y introduire quelques dispositions applicables aux vapeurs des deux pays qui n'ont pas encore été remesurés d'après les règlements actuellement en vigueur dans les deux pays et qui ne sont donc pas encore munis de nouvelles lettres de jauge.

A cet effet j'ai été chargé de soumettre à Votre Excellence le mémoire ci-joint et d'ajouter que, pour le cas où Votre Excellence donnerait un accueil favorable à l'arrangement proposé par ce mémoire, le Ministre des Finances à La Haye s'empressera de prendre les mesures nécessaires pour y donner suite en ce qui concerne les Pays-Bas.

Me permettant de joindre à la présente une traduction française du mémoire sus-mentionné ainsi qu'un exemplaire (en anglais) du règlement actuellement en vigueur dans les Pays-Bas sur le mesurage des navires, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) : VAN HEECKEREN.

Son Excellence Monsieur de Lagerheim, Ministre des Affaires Étrangères de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, etc., etc.

Légation des Pays-Bas.

## TRADUCTION

*Reconnaissance mutuelle des lettres de jauge  
néerlandaises et norvégiennes.*

Par suite des modifications introduites par Décret Royal du 18 sep-

tembre 1899 (F. off. n° 208) et entrées en vigueur le 20 octobre suivant, le règlement néerlandais sur le mesurage des navires se trouve actuellement en harmonie avec celui de la Norvège, du 1<sup>er</sup> octobre 1893, sur cette matière.

Il n'existe donc aucun inconvénient à reconnaître réciproquement les lettres de jauge qui ont été délivrées d'après ces règlements.

Il y a cependant dans la navigation entre les deux pays encore un petit nombre de navires néerlandais qui n'ont pas été remesurés d'après le nouveau règlement et qui ne sont donc pas encore munis de nouvelles lettres de jauge.

Aussi est-il fort probable qu'un certain nombre de navires norvégiens se trouve, par rapport aux lettres de jauge délivrées antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1893, dans une situation analogue.

Or, cette différence entre l'ancien et le nouveau mesurage, n'offrant que peu d'intérêt pour la navigation à voile, est de grande importance pour les vapeurs des deux pays, dès qu'il s'agit de calculer conformément aux anciens règlements des deux pays les déductions pour chambres à machines, chaudières et soutes aux charbons d'après la règle dite danubienne.

Il paraît donc utile de pouvoir maintenir pour ces vapeurs, dans les cas où les droits de navigation sont perçus d'après le tonnage net, la faculté de calculer la déduction pour chambres à machines, etc., d'après la règle dite anglaise.

Par conséquent le Gouvernement néerlandais a l'honneur de proposer l'arrangement suivant dont les dispositions sont pareilles à celles de la déclaration norvégienne-allemande du mois de novembre 1896.

Les lettres de jauge délivrées dans les Pays-Bas et en Norvège seront reconnues, sans remesurage, dans les ports des deux pays.

Les capitaines des vapeurs munis de lettres de jauge, délivrées dans les Pays-Bas antérieurement au 20 octobre 1890, et en Norvège antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1893, auront, par rapport au calcul du tonnage net, le droit d'exiger la déduction pour chambres à machines, chaudières et soutes aux charbons, conformément aux règlements actuellement en vigueur dans les deux pays.

Cette déduction, se trouvant suffisamment calculée et indiquée par les anciennes lettres de jauge, ne sera soumise à aucun remesurage.

Une stipulation comme celle du règlement norvégien-allemand concernant les lettres de jauge spéciales, délivrées autrefois dans ces deux pays et dans lesquelles la déduction pour chambres à machines, etc., était calculé d'après les règlements anglais, — paraît superflue dans le cas actuel.

Il n'y a plus, dans la navigation entre les Pays-Bas et la Norvège, de navires néerlandais munis de pareilles lettres de jauge spéciales.

---

Stockholm, le 21 mars 1902.

Ministère des Affaires Etrangères.

*Entente sur la reconnaissance mutuelle de lettres de jauge  
norvégiennes et néerlandaises.*

Monsieur le Baron,

En date du 8 février 1901, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Néerlandais était disposé à établir avec le Gouvernement Norvégien une entente au sujet de la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge norvégiennes et néerlandaises et, à cet effet, Vous avez proposé l'arrangement suivant :

Les lettres de jauge délivrées en Norvège et dans les Pays-Bas seront reconnues, sans remesurage, dans les ports des deux pays.

Les capitaines des vapeurs munis de lettres de jauge délivrées en Norvège antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1894 et dans les Pays-Bas antérieurement au 20 octobre 1899 auront, par rapport au calcul du tonnage net, le droit d'exiger la déduction pour chambres à machines, chaudières et soutes aux charbons, conformément aux règlements actuellement en vigueur dans les deux pays.

Cette déduction, se trouvant suffisamment calculée et indiquée par les anciennes lettres de jauge, ne sera soumise à aucun remesurage.

En réponse, j'ai été autorisé à vous faire savoir que le Gouvernement Norvégien accepte la proposition du Gouvernement Néerlandais.

L'entente étant ainsi établie, une publication officielle suffira comme par le passé, pour y donner la sanction requise.

Veillez agréer, etc.

(Signé) : LAGERHEIM.

Monsieur le Baron de Heeckeren, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, etc., etc., etc.

## PORTUGAL — NORVÈGE

**Échange de notes en date du 14 avril et 27 mai 1903,  
accompagnant la convention additionnelle du 11 avril 1903 (1)**

Lisboa, 14 d'avril de 1903.

Ministerio dos Negocios Estrangeiros, Direcção Geral dos Negocios Commercias e Consulares. 1:a Repartição.

Ill:mo e Ex:mo Snr.

Na convenção adicional ao tratado de commercio entre Portugal e

(1) V<sup>e</sup> Arch. dipl. 1903, vol. 111, n<sup>o</sup> 7-8, p. 35.

a Noruega, assignada em 11 do corrente, estipula-se que os vinhos portugueses de graduação não superior a 21° centesimaes paguem os menores direitos d'importação e de consumo a que n'aquelle paiz estiverem sujeitos os vinhos de qualquer procedencia e graduação.

Attendendo porem á conveniencia de obviar a divergencias que possam resultar da differença dosapparelhos (alcoometros, ebullioscopios, etc.) empregados no exame ou analyse dos vinhos, deseja o Governo de Sua Magestade, como já tive a honra de communicar a V. Ex:a, no acto da assignatura da convenção, que fique entendido que no referido limite de 21° se comprehendem as fracções de grau que a mais possa accusar a pesagem ou a distillação.

Na persuasão de que não deixará de ser affirmativa a resolução do Governo Norueguez, como é de esperar do espirito equitativo e conciliador, que precidiu ás negociações agora findas, tenho a honra de propor a V. Ex:a que o accordo sobre este particular da execução da sobredita convenção se haja de reputar concluido com a nota que, em resposta á presente, V. Ex:a se digne dirigir-me.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex:a os protestos da minha alta consideração.

(Signé) : WENCESLAU DE LIMA.

Srn. Barão Wedel Jarlsberg, etc., etc., etc.

Légation de Suède et de Norvège en Portugal.

P. t. Madrid, le 27 mai 1903.

Monsieur le Ministre,

Par une note du 14 avril dernier, Votre Excellence a exprimé le désir du Gouvernement Portugais que la stipulation concernant la limite alcoolique de 21 degrés spécifiée dans la convention additionnelle du 11 avril dernier entre la Norvège et le Portugal soit interprétée de façon à comprendre les fractions de degrés excédantes qui pourraient provenir de la différence des appareils (alcoomètres, ébullioscopes, etc.) employés respectivement en Portugal et en Norvège pour l'analyse des vins.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Norvégien accède, sous réserve de l'approbation du Storthing, au désir du Gouvernement Portugais, et accepte l'interprétation de la susdite stipulation dans le sens indiqué par la note de votre Excellence, à savoir qu'il soit bien entendu que l'excédent provienne d'une différence dans les appareils de graduation, que toute intention frauduleuse soit exclue et que le vin, en quittant le Portugal, ait été examiné par une autorité Portugaise et déclaré par cette autorité contenir une force alcoolique qui n'excède pas les 21 degrés.

Je profite de cette occasion, etc.

(Signé) : F. WEDEL JARSLBERG.

Son Excellence Monsieur WENCESLAU DE LIMA, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

Lisbonne.

## RUSSIE — NORVÈGE

**Déclaration portant modification à la déclaration du 26/14 décembre 1894 concernant le jaugeage des bâtiments de commerce.**

(10 août /28 juillet 1901) 1

Par suite des modifications apportées en Russie par le Règlement Impérial du 2 Mars/ 17 Février 1900 au système de jaugeage des bâtiments de commerce, les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, sont convenus que la Déclaration échangée le 26/14 Décembre 1894 sera rapportée et remplacée par une nouvelle Déclaration, dont la teneur est comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Les navires à voiles et à vapeur norvégiens, munis d'un certificat de jauge délivré après le 1<sup>er</sup> Octobre 1893, arrivant dans les ports de l'Empire de Russie, ainsi que les navires russes (y compris les navires inscrits dans les registres maritimes finlandais) à voile et à vapeur munis d'un certificat de jauge national délivré après le 14/1 Janvier 1901 arrivant dans les ports norvégiens, seront exemptés de rejaugage, et la capacité nette du navire inscrite dans les certificats en question sera admise comme base pour le calcul des droits à percevoir dans le port étranger.

Les navires Russes (y compris les navires inscrits dans les registres maritimes finlandais) munis d'un certificat de jauge national délivré antérieurement au 14/1 Janvier 1901 continueront à être admis dans les ports norvégiens dans les mêmes conditions que celles fixées par la Déclaration du 26/14 Décembre 1894.

ART. 2. — La présente Déclaration entrera en vigueur le 14/1 Septembre 1901.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Déclaration et l'ont munie du sceau de leurs armes.

Fait en double à St-Pétersbourg le 10 Août/28 Juillet 1901.

(Signé) : Aug. F. GYLDENSTOLPE (L. S.)

(Signé) : Comte LAMSDORFF (L. S.)

## RUSSIE — SUÈDE ET NORVÈGE

**Arrangement concernant les Commissions rogatoires.**

(31 janvier/13 février 1902, 23/10 août 1902).

Le Ministre des Affaires étrangères à St-Pétersbourg au Ministre du Roi.

31 janvier/ 13 février 1902.

En me référant au mémoire de la Légation Royale de Suède et Norvège, en date du 5/18 décembre 1901, concernant les commissions

---

(1) Overenskomst med fremmede Stater 1901, n° 6.

rogatoires dans les affaires criminelles, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement Impérial, désireux, de son côté, d'établir un mode de procéder uniforme dans les affaires de ce genre entre la Russie, d'une part, et la Suède et la Norvège, de l'autre, considérerait, à titre de réciprocité, comme condition unique pour remplir (gratis) les commissions rogatoires susmentionnées la présentation d'une traduction française des pièces judiciaires, faite par les soins et aux frais du pays requérant.

Agréez, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) : Comte LAMSDORFF.

---

Le Ministre du Roi à St-Petersbourg au Ministre des Affaires étrangères.

23/10 août 1902.

Par une lettre en date du 13 février/31 janvier dernier, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement Impérial Russe, désireux de son côté d'établir un mode de procéder uniforme quant aux commissions rogatoires dans les affaires criminelles entre la Russie, d'une part, et la Suède et la Norvège, de l'autre, considérerait, à titre de réciprocité, comme condition unique pour remplir (gratis) les commissions rogatoires susmentionnées, la présentation d'une traduction française des pièces judiciaires faite par les soins et aux frais du pays requérant.

En réponse, je suis autorisé de déclarer, au nom du Gouvernement Norvégien, que lors de l'exécution en Norvège d'une commission rogatoire adressée dans une affaire criminelle par un tribunal russe à un tribunal norvégien, le Gouvernement Royal renoncera, à titre de réciprocité, à demander le remboursement des frais qui en résultent, si la commission rogatoire et les actes s'y rapportant sont accompagnés d'une traduction française.

Je profite, etc.

(Signé) : GYLDENSTOLPE.

---

## VENEZUELA — SUÈDE ET NORVÈGE

## PROTOCOLE D'ARBITRAGE

*(Texte original.)*

Protocol of an agreement between the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden and Norway at Washington and the Plenipotentiary of the Republic of Venezuela, for submission to arbitration of all unsettled claims of citizens of Sweden and Norway against the Republic of Venezuela.

Sweden and Norway, and the Republic of Venezuela, through their representatives, A. Grip, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden and Norway at Washington, and Herbert W. Bowen, the Plenipotentiary of the Republic of Venezuela, have agreed upon and signed the following protocol :

ART. 1. — All claims owned by citizens of Sweden and Norway against the Republic of Venezuela which have not been settled by diplomatic agreement or by arbitration between the Governments, and which shall have been presented to the commission hereinafter named by the Consul General of Sweden and Norway at Caracas, shall be exa-

---

*(Traduction française.)* <sup>(1)</sup>

Protocole d'un accord entre l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suède et Norvège à Washington et le Plénipotentiaire de la République du Venezuela, pour soumettre à l'arbitrage toutes les réclamations non réglées des citoyens de Suède et de Norvège, contre la République du Venezuela.

La Suède et la Norvège, d'une part, et la République du Venezuela, d'autre part, par leurs représentants, A. Grip, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède et Norvège, à Washington, et Herbert W. Bowen, plénipotentiaire de la République du Venezuela, ont arrêté d'accord et signé le protocole suivant :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les réclamations formulées par les citoyens de Suède et de Norvège contre la République du Venezuela qui n'ont pas été réglées par un accord diplomatique ou par un arbitrage entre les gouvernements, et qui auront été présentées à la Commission ci-après nommée par le Consul général de Suède et de Norvège à Caracas, seront examinées et jugées par une commission mixte qui siégera à Caracas et se composera de deux membres dont l'un sera

---

<sup>(1)</sup> Traduction de M. Goulé, Docteur en droit, ancien magistrat.

mined and decided by a mixed commission, which shall sit at Caracas, and which shall consist of two members, one of whom is to be appointed by His Majesty the King of Sweden and Norway and the other by the President of Venezuela.

It is agreed that an umpire may be named by His Majesty the King of Spain. If either of said commissioners or the umpire should fail or cease to act, his successor shall be appointed forthwith in the same manner as his predecessor. Said commissioners and umpire are to be appointed before the 1st day of May, 1903.

The commissioners and the umpire shall meet in the city of Caracas on the 1st day of June, 1903. The umpire shall preside over their deliberations and shall be competent to decide any question on which the commissioners disagree.

Before assuming the functions of their office, the commissioners and the umpire shall take solemn oath carefully to examine and impartially decide, according to justice and the provisions of this convention, all claims submitted to them, and such oaths shall be entered on the record of their proceedings. The commissioners, or in case of their disagreement, the umpire, shall decide all claims upon a basis of absolute equity, without regard to objections of a technical nature, or of the provisions of local legislation.

---

désigné par S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et l'autre par le Président du Venezuela ;

Il est convenu qu'un surarbitre peut être nommé par S. M. le Roi d'Espagne. Si l'un des dits commissaires ou le surarbitre faisait défaut, son successeur serait désigné aussitôt de la même manière que son prédécesseur. Les dits commissaires et le surarbitre devront être désignés avant le 1<sup>er</sup> mai 1903 ;

Les commissaires et le surarbitre se réuniront dans la ville de Caracas le 1<sup>er</sup> juin 1903. Le surarbitre présidera leurs délibérations et sera compétent pour régler toute question sur laquelle les commissaires seraient en désaccord ;

Avant de prendre la charge de leurs fonctions, les commissaires et le surarbitre prêteront le serment solennel d'examiner soigneusement et de juger impartialement, suivant la justice et les dispositions de la convention, toutes les réclamations qui leur seront soumises, et lesdits serments seront mentionnés sur les procès-verbaux de leurs travaux ;

Les commissaires, ou, en cas de désaccord entre eux, le surarbitre, jugeront toutes les réclamations sur une base d'absolue équité, sans égard aux objections de nature technique ou aux dispositions de la loi locale ;

Les décisions des commissaires, et, au cas de désaccord entre eux, du surarbitre, seront définitives et en dernier ressort. Elles

The decisions of the commissioners, and, in the event of their disagreement, those of the umpire, shall be final and conclusive. They shall be in writing. All awards shall be made payable in United States gold, or its equivalent in silver.

ART. 2. — The commissioners, or the umpire, as the case may be, shall investigate and decide said claims upon such evidence or information only as shall be furnished by or on behalf of the respective Governments.

They shall be bound to receive and consider all written documents or statements which may be presented to them by or on behalf of the respective Governments in support of or in answer to any claim, and to hear oral or written arguments made by the agent of each Government on every claim. In case of their failure to agree in opinion upon any individual claim, the umpire shall decide.

Every claim shall be formally presented to the commissioners within thirty days from the day of their first meeting, unless the commissioners or the umpire in any case extend the period for presenting the claim not exceeding three months longer. The commissioners shall be bound to examine and decide upon every claim within six months from the day of its first formal presentation, and decide within a corresponding period from the date of such disagreement.

---

seront rédigées par écrit. Toutes les attributions d'indemnité seront payables en or des Etats-Unis ou en argent équivalant à cet or.

ART. 2. — Les commissaires ou le surarbitre, suivant les cas, feront leurs enquêtes et jugeront les susdites réclamations seulement sur les preuves et renseignements qui seront fournis par les Etats respectifs ou en leur nom ;

Ils seront tenus d'accueillir et d'examiner tous les documents écrits ou dépositions qui pourront leur être présentés par les Etats respectifs, ou en leur nom, à l'appui de toute réclamation ou pour y répondre, et d'entendre les arguments oraux ou écrits développés par l'agent de chaque gouvernement sur chaque réclamation. Au cas où ils ne se mettraient pas d'accord sur telle ou telle demande particulière, le surarbitre décidera.

Toute réclamation sera officiellement présentée aux commissaires dans les trente jours qui suivront celui de leur première réunion, à moins que les commissaires ou le surarbitre, dans certains cas, aient prolongé le délai de présentation, sans pouvoir excéder trois mois. Les commissaires seront tenus d'examiner chaque réclamation et de statuer sur elle dans les six mois qui suivront le jour où elle aura été régulièrement présentée, et au cas où ils ne seraient pas d'accord, l'arbitre examinera et jugera la question dans un délai semblable, à partir du désaccord.

ART. 3. — The commissioners and the umpire shall keep an accurate record of their proceedings. For that purpose, each commissioner shall appoint a secretary versed in the language of both countries to assist them in the transaction of the business of the commission. Except as herein stipulated, all questions of procedure shall be left to the determination of the commission, or, in case of their disagreement, to the umpire.

ART. 4. — Reasonable compensation to the commissioners and to the umpire for their services and expenses, and the other expenses of said arbitration, are to be paid in equal moieties by the contracting parties.

ART. 5. — In order to pay the total amount of the claims to be adjudicated, as aforesaid, and other claims of citizens or subjects of other nations, the Government of Venezuela shall set apart for this purpose, and alienate to no other purpose, beginning with the month of March, 1903, thirty per cent in monthly payments of the customs revenues of La Guaira and Puerto Cabello, and the payments thus set aside shall be divided and distributed in conformity with the decision of The Hague Tribunal.

In case of the failure to carry out the above agreement, Belgian officials shall be placed in charge of the customs of the two ports, and shall

---

ART. 3. — Les commissaires et le surarbitre tiendront des procès-verbaux exacts de leurs travaux. Dans ce but, chaque commissaire désignera un secrétaire versé dans la langue des deux pays, pour l'assister dans les travaux de la commission. Excepté ce qui a été stipulé ci-dessus, toutes les questions de procédure seront laissées à la décision de la commission, ou, en cas de désaccord, à celle du surarbitre.

ART. 4. — Les parties contractantes paieront par moitié une indemnité raisonnable aux commissaires et au surarbitre, pour leurs services et leurs dépenses, ainsi que les autres frais d'arbitrage ;

ART. 5. — Pour payer le montant intégral des réclamations qui seront adjugées, comme il a été dit, et celui des autres réclamations des citoyens ou sujets d'autres nations, le Gouvernement du Venezuela réservera pour cet objet et ne disposera pour aucun autre, à partir du mois de mars 1903, 30 % des revenus des douanes de la Guaira et Puerto-Cabello, en paiements mensuels, et les sommes ainsi réservées seront partagées et distribuées conformément à la décision du tribunal de la Haye ;

Au cas d'inexécution de l'accord ci-dessus, des fonctionnaires Belges seront préposés au recouvrement des douanes des deux ports, et les

administer them until the liabilities of the Venezuelan Government in respect of the above claims shall have been discharged. The reference of the question above stated to The Hague Tribunal may be the subject of a separate protocol.

ART. 6. — All existing and unsatisfied awards in favor of Sweden and Norway shall be promptly paid, according to the terms of the respective awards.

Done in duplicate, at Washington, this 10 th day of March, 1903.

(*Signed*): A. GRIP. (seal).

(*Signed*): Herbert W. BOWEN. (seal).

---

administreront jusqu'à ce que le Gouvernement du Venezuela soit libéré de tous ses engagements afférents aux réclamations ci-dessus. Le renvoi de la question déjà soumise au tribunal de la Haye fera l'objet d'un protocole séparé.

ART. 6. — Toutes les attributions d'indemnité prononcées au profit des Suédois et des Norvégiens et non exécutées, seront promptement payées, aux termes des décisions respectives.

Fait double à Washington, ce 10 mars 1903.

(*Signé*): A. GRIP (sceau).

(*Signé*): HERBERT W. BOWEN (sceau).

---

NOTE. — Les conventions postales et télégraphiques promulguées par la Norvège depuis 1901, seront données dans la suite.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

**Rapport du Représentant et Consul général  
de Sa Majesté Britannique sur les Finances, l'Administration  
et l'Etat de l'Égypte et du Soudan, en 1904.**

---

### PREMIÈRE PARTIE — ÉGYPTÉ

**Lord Cromer au Marquis de Lansdowne.**

Le Caire, 15 mars 1905 (Reçu le 25 mars.)

Monsieur le Marquis,

Je dois commencer mon rapport sur l'Égypte, pour l'année 1904, comme j'ai commencé celui pour 1903, en donnant quelques mots d'explication au sujet de sa longueur. Si je n'écrivais que pour le Gouvernement de Sa Majesté, le Parlement ou le public de la Grande-Bretagne, il suffirait, sans doute, d'insister sur les traits saillants de l'état de l'Égypte. Mais l'adoption d'une pareille méthode pourrait difficilement satisfaire le public égyptien qui, naturellement, s'attend à recevoir des renseignements plus détaillés sur nombre de sujets d'intérêt local. De plus, j'en ai l'espoir et la conviction, le travail considérable imposé aux divers départements du Gouvernement Égyptien qui m'ont procuré les matériaux sur lesquels sont basés mes rapports, n'aura pas été un travail perdu. Autant que me l'a permis la part que j'ai prise personnellement à la préparation des rapports, je me suis efforcé de les rendre pour ainsi dire aussi instructifs que possible; autrement dit, j'ai tenté, non pas simplement de faire une sèche nomenclature de faits, mais aussi d'attirer l'attention des Égyptiens, et plus spécialement l'attention des jeunes générations (qui ont grandi dans des conditions complètement différentes de celles qui entouraient la jeunesse de leurs parents), sur l'avenir réservé à leur pays, et sur des sujets nombreux; ces sujets les intéresseront tous comme citoyens d'un Etat qui marche rapidement vers un degré avancé de civilisation; ils peuvent être particulièrement importants pour ceux qui sont destinés, à quelque titre que ce soit, à prendre une part dans le gouvernement et l'administration de l'Égypte. Si je puis amener quelques-uns de ces habitants à réfléchir sur les véritables causes de la décadence de tant d'empires orientaux, et sur les méthodes les mieux appropriées pour empêcher le retour de ces causes, mon principal but aura été atteint, et le travail de mes collaborateurs n'aura pas été inutile.

Il y a quelque raison de croire que ce but a déjà été atteint en partie. Des 500 exemplaires anglais de mon dernier rapport annuel qui ont circulé en Egypte, un nombre considérable est allé aux écoles et collèges supérieurs, où j'ai appris qu'ils étaient ardemment lus et discutés. De plus, les éditeurs de l'un des plus importants journaux publiés en arabe (*El Mokattam*) ont entrepris, voici quelques années, la difficile et laborieuse tâche de traduire mon rapport annuel dans leur langue maternelle. L'an passé, il n'y a pas eu moins de 4,300 exemplaires livrés gratuitement aux abonnés du journal ou vendus séparément. Enfin, je dois reconnaître la courtoisie des éditeurs des journaux publiés dans les diverses langues européennes (française, anglaise, italienne et grecque) qui ont publié de larges extraits du rapport, et en ont ainsi porté le contenu à la connaissance de leurs lecteurs (1).

En résumé, il est donc certain que le public témoigne un intérêt suffisant pour justifier la publication annuelle d'un rapport qui, quels que puissent être ses défauts, apportera une somme d'informations authentiques sur l'action du Gouvernement dans le passé, et provoquera peut-être quelque utile discussion sur la direction que l'on devra suivre pour la conduite des affaires publiques dans l'avenir.

### I. — *L'accord Anglo-Français.*

Il faut espérer et croire que, avec l'accord signé le 8 avril 1904, commencera une ère nouvelle et brillante dans l'histoire des relations anglo-françaises. On ne peut mettre en doute que le traité ne constitue un nouveau point de départ dans les affaires d'Egypte, desquelles, pour l'instant, je m'occupe exclusivement.

Durant les vingt-cinq dernières années, on a beaucoup parlé et beaucoup écrit au sujet de la question égyptienne. Les détails connexes à cette question, et surtout les détails financiers, sont compliqués; mais l'ensemble n'a jamais été que très simple. Dans les circonstances présentes, je puis, peut-être, sans indiscretion, jeter un regard sur l'histoire d'un passé récent.

En 1882, une révolution importante eut lieu en Egypte. Je me sers du mot révolution intentionnellement. L'idée qui, à l'époque, obtint un certain crédit, que le mouvement arabe était une mutinerie militaire et rien de plus, est complètement erronée. C'était essentiellement une révolte contre le mauvais gouvernement, telle qu'il s'en est produit souvent dans d'autres contrées. Elle peut, dans son ensemble, être condamnée ou justifiée par les arguments qui servent habituellement à la condamnation ou à la justification de ceux qui cherchent, par des moyens violents, à effectuer des changements radicaux dans la forme du gouvernement de leur pays.

Le fait que la révolution ait pris, dans un certain sens, un caractère

---

(1) Depuis que j'ai écrit ce qui précède, il est survenu des arrangements dont le résultat sera, je l'espère, la publication au Caire d'une traduction française du présent Rapport qui se ferait en même temps que la publication des exemplaires anglais. Je ne doute pas que la traduction ne soit bien faite, mais je déclare ne me tenir personnellement responsable que du texte anglais.

anti-européen, n'était pas seulement inévitable, vu les circonstances, mais en grande partie excusable. Il faut admettre que, jusqu'à 1882, les Egyptiens n'avaient guère vu que le pire côté de l'ingérence des Européens dans les affaires de leur pays. Il est vrai qu'avec l'établissement de la Caisse de la Dette et du Contrôle, en 1876, cette ingérence prenait une forme nouvelle et beaucoup plus avantageuse qu'auparavant; mais l'une et l'autre de ces institutions étaient discréditées dans une certaine mesure, aux yeux des Egyptiens, à raison de leur association avec les détenteurs de la richesse. L'idée que les Européens, au service du Gouvernement Egyptien, étaient seulement occupés à soutenir, à quelque prix que ce soit, les intérêts des banquiers européens, fut également supportée avec peine par une notable partie de l'opinion britannique. Le principe contraire, qui représentait beaucoup plus exactement le véritable état des affaires, à savoir que les banquiers européens et les contribuables égyptiens avaient un intérêt commun à s'opposer à une forme de gouvernement désastreuse pour le bien-être des deux classes, fut négligé dans le vacarme des luttes de partis et de races. D'ailleurs, le temps et l'occasion avaient manqué pour convaincre les Egyptiens que les conseils et la direction européens, tels qu'ils devaient dériver des institutions créées en 1876, loin d'être nuisibles, devaient être grandement avantageux pour leurs propres intérêts. C'est pourquoi il n'y a pas lieu d'être surpris que le mouvement arabe ait pris un caractère anti-européen.

Néanmoins, la révolution n'était pas essentiellement anti-européenne. Sir Auckland Colvin, qui était certainement l'un des Européens les plus capables et les plus observateurs à cette époque, écrivait dès le mois de décembre 1881: « Dans son origine, le mouvement est, à mon avis, incontestablement un mouvement égyptien contre le gouvernement arbitraire de la Turquie. » Il est certain que ces paroles représentent le véritable état des choses.

Bien que les motifs qui, du moins dans les débuts, inspirèrent le parti révolutionnaire, méritent jusqu'à un certain point la sympathie, les procédés qu'il employa pour atteindre son but ne méritent qu'une sévère condamnation. Bref, on peut dire que les révolutionnaires ont agi suivant des principes autrefois en honneur, qui, en des contrées et des circonstances variées, ont généralement été suivies par une mutinerie militaire. Il y avait peut-être en même temps un faible espoir que par une habile direction, sous l'influence politique du dernier Chérif-Pacha, l'élément civil pourrait ne pas devenir l'esclave des éléments militaires de la société. Mais cet espoir, comme je le crois, disparut après la publication, en janvier 1882, de ce qu'on connaît généralement sous le nom de « Joint Note ». Depuis ce temps, le caractère militaire du mouvement devient plus accentué. Le désir de ses chefs d'être considérés comme les représentants de l'ordre et des réformes légitimes, fut contredit par leur propre conduite, tandis que leur inaptitude à concevoir ou à appliquer une politique de réformes avantageuses et durables devint chaque jour plus évidente. La vie et la propriété ne furent pas longtemps en sécurité. Les meurtres et même les massacres suivirent. Les colons européens, dont la prospérité de l'Egypte dépend en grande partie, quittèrent la contrée. Manifestement, à moins que tous les travaux de la société civilisée en Egypte ne fussent abandonnés

la ruine, l'intervention d'une main puissante de l'extérieur était indispensable.

La question s'éleva alors de savoir quel serait le bras qui servirait à rétablir l'ordre. On avait essayé sans succès de l'influence morale de la Turquie. Les négociations commencées dans le but d'employer des troupes ottomanes en Egypte furent rompues. C'est pourquoi cette tâche revenait nécessairement à celles des puissances européennes qui, par des raisons d'ordre géographique, historique et autres, étaient le plus intéressées aux affaires d'Egypte. C'étaient la France et l'Angleterre. La dernière, après des efforts répétés pour assurer la coopération non seulement de la France mais aussi de l'Italie, s'interposa avec vigueur et promptitude, et, par un coup bien appliqué, rétablit l'autorité légitime du Khédive.

L'on désirait, à cette époque, que l'occupation britannique fût de courte durée. Un commissaire spécial (lord Dufferin) fut envoyé en Egypte afin de faire un rapport sur les institutions qu'on allait créer et les réformes qu'il fallait entreprendre, comme préliminaires au retrait des troupes britanniques.

Simplement comme sujet de discussion académique, on peut dire que la politique d'évacuation immédiate était possible, pourvu que l'inévitable conséquence de sa mise en exécution fût acceptée. Cette conséquence était l'abandon complet d'une politique de réforme, l'engagement d'un corps de troupes nécessaires pour maintenir l'ordre à tout prix, et l'établissement d'une administration basée sur les détestables exemples du passé. Le public britannique n'était évidemment pas préparé à accepter cette conclusion; mais il faut remarquer que beaucoup de ceux qui étaient les plus favorables à une politique de réformes, étaient aussi les plus ardents à demander une politique de prompt évacuation.

Une politique de réformes était possible également, mais pour quiconque avait une connaissance réelle de la situation égyptienne, il était évident que l'exécution de cette politique comportait une occupation prolongée.

L'on ne se rendait peut-être pas bien compte, à l'époque, qu'une politique de réforme et d'évacuation immédiate à la fois, était complètement impraticable. Ces deux ordres d'idées étaient incompatibles entre eux, et l'on ne pouvait trouver aucun moyen pratique de concilier ces aspirations, qui se combattaient et se détruisaient mutuellement.

Tandis que les discussions continuaient sur ce sujet, la nouvelle arriva de la destruction de l'armée du général Hicks au Soudan. Toute idée d'évacuation immédiate devait être abandonnée. Tandis que les affaires du Soudan étaient bouleversées, l'Egypte avait été lancée dans la voie des réformes. Il n'était plus question simplement de savoir si l'on devait continuer l'occupation dans le but de commencer les réformes. C'était plutôt la question de savoir si la garnison britannique devait se retirer avec la probabilité, qui approchait de la certitude, que la retraite entraînerait la perte des avantages territoriaux, qui avaient déjà été acquis avec beaucoup de peine et de difficulté. Tel a été l'aspect de la question égyptienne pendant les quinze dernières années ou davantage;

tel est son aspect actuel, et tel est celui, à moins que je me trompe beaucoup, qu'elle continuera de présenter pendant très longtemps.

Les principaux faits intéressant la question d'Égypte étaient, comme je l'ai déjà dit, très simples.

En premier lieu, le Gouvernement Britannique, imparfaitement renseigné sur la nature de la tâche qu'il avait assumée, s'était engagé à ce que l'occupation de l'Égypte fût de courte durée.

En second lieu, des circonstances, qui étaient en dehors du contrôle d'un gouvernement quelconque, rendaient tout à fait impossible l'exécution de cet engagement, sans des conséquences désastreuses pour des intérêts nombreux, tant européens qu'égyptiens. Depuis 1882 jusqu'aujourd'hui, le retrait de la garnison britannique aurait entraîné, non pas une solution, mais une réouverture de la question d'Égypte, et peut être sous une forme plus embarrassante que tout ce qui s'était présenté jusqu'ici comme solution.

Je me rends bien compte que, de ces deux états de choses, le dernier que j'ai appelé un fait, peut être considéré tout simplement comme l'expression d'une opinion erronée; mais, quand même on le considérerait comme une simple opinion, j'ose croire que cette opinion ne sera vraisemblablement pas attaquée par les personnes qui peuvent parler avec une réelle autorité des affaires d'Égypte.

Aussi, puisque telle était la situation dans ses grandes lignes, il n'y avait qu'un moyen de sortir d'embarras honorablement. Ce moyen consistait à modifier, par consentement mutuel, l'engagement pris à l'origine. Bien que cet engagement n'eût pas été pris expressément avec la France, il était, pour diverses raisons, d'un intérêt tout particulier pour la Nation et le Gouvernement Français. L'on vit peu à peu, de plus en plus clairement en France et en Angleterre, combien il était souhaitable d'en venir à un arrangement amiable sur ce sujet. En Angleterre, même ceux qui étaient en principe le plus opposés à l'occupation, furent forcés d'admettre qu'il était pratiquement impossible de soulager leur pays de ce qu'ils considéraient, avec quelque raison, comme une lourde responsabilité. En même temps que les plus ardents adversaires de l'Impérialisme étaient forcés de reconnaître cette vérité, elle avait trouvé la plus vraie et la plus solide justification morale qu'on puisse chercher, dans les avantages que le Gouvernement Impérial avait tiré de la situation acquise. En France, d'autre part, j'ose croire que les soins qu'on a pris partout des intérêts français, et la constatation que ces intérêts, dans toute leur étendue, bénéficiaient grandement de l'occupation, ont pu rallier beaucoup de patriotes français à un état de choses qui, au point de vue des traditions historiques et du sentiment national, leur était quelque peu désagréable.

Le terrain étant ainsi préparé, il ne fallait plus qu'une occasion favorable pour poser la question. Cette occasion se présenta en 1904. Après des négociations que, vu l'importance et les difficultés du sujet, l'on peut à peine qualifier de longues, une déclaration fut signée à Londres, le 8 avril 1904, qui contient, entre autres, les conventions suivantes :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de modifier l'état politique de l'Égypte.

« Le Gouvernement de la République Française, de son côté, déclare qu'il n'entravera pas l'action de la Grande-Bretagne dans cette contrée, en demandant qu'une limite soit fixée à la durée de l'occupation britannique ou d'une autre façon. »

Une déclaration pareille à celle faite par le Gouvernement Français fut faite, dans la suite, par les Gouvernements Allemand, Autrichien et Italien.

En résumé, on peut dire que d'après les termes de cette déclaration, la position du Gouvernement Britannique en Egypte est, au point de vue politique, légalisée, et que, autant que ce résultat peut s'acquérir par les voies diplomatiques, les froissements locaux, qui étaient la conséquence malheureuse, mais inévitable, d'une situation empreinte, jusqu'à un certain point, d'incertitude et même d'irrégularité, sont appelés à disparaître.

Il est rare qu'un arrangement de cette sorte soit de nature à satisfaire toutes les personnes qui y sont intéressées, directement ou indirectement. Tel est cependant le cas, j'ose le dire, dans les conjonctures présentes.

En ce qui concerne les avantages qui vont en résulter pour ceux qui résident en Egypte, tant Européens qu'Egyptiens, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute. Outre que les réglementations financières qui, par suite des circonstances étaient devenues surannées et sans avantage, ont été abolies, il faut encore remarquer que le progrès Egyptien pourra maintenant, comme il est permis de l'espérer, continuer de se développer sans être entravé par cette vive rivalité internationale, qui avait été la cause de tant de maux autrefois.

L'Angleterre et la France à la fois ont gagné à la disparition d'une rivalité qui a pendant longtemps aigri les relations de deux peuples, dont les intérêts communs sont de fortifier les liens d'une étroite amitié.

L'Angleterre a gagné en obtenant une validation pratique d'une situation qui était auparavant, dans un certain sens, irrégulière. J'étais depuis longtemps convaincu que le retrait des troupes britanniques était impossible, mais je n'envisageais pas avec assurance la non-exécution de l'engagement de les retirer. Je n'ai jamais pensé non plus que de nombreuses provocations ayant trait à des questions d'intérêt local et sur lesquelles je ne veux pas insister plus particulièrement pour ne point faire revivre des discussions heureusement closes aujourd'hui, puissent constituer une excuse suffisante pour justifier l'annulation de cet engagement. C'est, j'ose le croire, un avantage marqué pour une nation qui s'impose un respect scrupuleux des obligations internationales, par des considérations de moralité publique et d'intérêt personnel, de cesser d'être accusée d'une infraction même apparente à ses engagements.

La France aussi a trouvé son profit. Les intérêts matériels importants que possède la France en Egypte sont protégés par des engagements spéciaux et le sont, j'ose le croire, plus sûrement encore par le caractère traditionnel de la domination anglaise, partout où elle s'est établie. D'autre part, la perte apparente d'une influence politique française en Egypte a reçu ailleurs une ample compensation.

Enfin le monde civilisé, dont l'intérêt principal est, je crois, le maintien de la paix, a gagné au rétablissement des relations amicales entre deux des membres les plus importants de la famille européenne.

Tel est donc l'exposé que je vais tenter de faire de cette importante et heureuse transaction ; j'ai commencé de m'occuper des affaires d'Egypte voici vingt-huit ans, quand l'Angleterre et la France marchaient la main dans la main. Je suis heureux que ma carrière ait été assez longue pour voir les relations amicales du passé rétablies après un intervalle de mésintelligence funeste à la fois aux intérêts Britanniques, Français et Egyptiens.

## 2. *Les Capitulations.*

L'article 3 de la déclaration du 8 avril 1904 est comme suit :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'une part, respectera les droits dont la France, en vertu de traités, conventions et usages, jouit en Egypte. »

Un engagement semblable a été pris envers les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie.

Cet article doit être lu, joint au passage suivant de la dépêche de Votre Seigneurie, explicative du traité.

« Il est nécessaire que j'ajoute quelques mots au sujet des autres points où les droits de souveraineté du gouvernement Egyptien se trouvent exposés à l'intervention internationale. C'est la conséquence du système connu sous le nom de Capitulations ; ce système comprend la juridiction des Cours consulaires et des tribunaux mixtes, ces derniers appliquant une législation qui exige le consentement de tous les pouvoirs européens et de quelques autres pour être modifiée. Dans l'opinion de Lord Cromer, le temps n'est pas encore venu d'opérer des changements essentiels dans ce sens, et c'est pourquoi le gouvernement de Sa Majesté n'a pas jusqu'à présent proposé de modifications à cet égard. D'ailleurs, quand l'Egypte sera prête pour l'établissement d'un système législatif et judiciaire semblable à celui qui existe dans les autres contrées civilisées, nous avons de bonnes raisons pour compter sur la coopération de la France à ces changements. »

Autrement dit, le système compliqué connu sous le nom de Capitulations reste pour le présent intact, mais la possibilité de changer ce système est prévue. Je ne veux pas dès maintenant proposer qu'on établisse un plan bien défini et détaillé pour une opération immédiate, mais je suis convaincu que de sérieuses modifications aux capitulations seront, dans un avenir pas très éloigné, imposées par les nécessités de la situation locale.

Jusqu'à une époque récente, les graves défauts du système existant n'ont été parfaitement compris que par un petit nombre de personnes, mais j'ose prédire que, dans un avenir pas très éloigné, quand l'opinion de la partie pensante de la population hétérogène d'Egypte aura pris une forme plus précise, ce système deviendra aussi intolérable à ceux qui doivent le subir, Européens ou Egyptiens, qu'il est depuis longtemps aux personnes responsables à un degré quelconque du

Gouvernement et de l'Administration du pays. Les signes ne manquent pas qui indiquent que non-seulement les Egyptiens, mais aussi beaucoup d'Européens dont les Capitulations ont pour but de protéger les intérêts, se rangent à l'opinion combien il est avantageux de changer ce système.

Je me rends bien compte des grandes difficultés qu'on rencontrera tant à formuler un plan satisfaisant de réformes qu'à le mettre à exécution. Pourtant dans l'intérêt général de tous les habitants de l'Egypte, ces difficultés doivent tomber ou bien le progrès matériel et moral du pays en sera sérieusement retardé.

Le moment, certes, semblerait bien choisisinon pour une action immédiate, du moins pour attirer l'attention du Gouvernement et du public égyptien sur les réformes indiquées ci-dessus. Tant que la rivalité de la France et de l'Angleterre en Egypte se montrait sous une forme aiguë, il était difficile d'obtenir une entente loyale ayant pour objet des mesures d'amélioration dans la condition présente des affaires. Avec la signature du traité Anglo-Français, il est permis de nourrir l'espoir que les meilleurs éléments de la société Egyptienne et Européenne de nationalité quelconque, reconnaîtront non-seulement la solidarité de leurs intérêts, mais comprendront aussi que ces intérêts ont tout à gagner et rien à perdre de l'appui donné aux gouvernements Britannique et Egyptien pour l'exécution de réformes raisonnables. La stricte impartialité avec laquelle toutes les races et toutes les croyances sont traités partout où l'influence Britannique est prédominante, leur fournit la meilleure garantie possible qu'aucune proposition ne sera faite sous les auspices de l'Angleterre, à laquelle on puisse objecter qu'elle est entachée de partialité.

Si j'examine la question au point de vue proprement égyptien, je remarque qu'il est facile de formuler, en termes généraux, un réquisitoire contre le régime des Capitulations. On ne peut mettre en doute en effet que l'absence d'un corps législatif suprême, le manque d'uniformité en matière judiciaire, l'autorité restreinte du pouvoir exécutif qui existent dans ce pays, ne donnent naissance à de nombreuses anomalies et n'augmentent matériellement les difficultés de gouvernement et d'administration. Les Egyptiens paraissent regarder les privilèges accordés spécialement aux Européens, d'un œil particulièrement défavorable ; cette animosité est quelquefois justifiée et, même quand elle ne l'est pas complètement, elle est extrêmement naturelle.

Je crois que l'on ne m'accusera pas d'inexactitude si je dis que, aux yeux de la plupart des Egyptiens habitués à réfléchir, la réforme doit tendre à l'abolition des privilèges des Européens et à rendre uniformes les institutions législatives, exécutives ou judiciaires qui sont applicables à tous les habitants du sol Egyptien (1). Ce désir n'est pas seulement parfaitement légitime ; il est aussi à tous les points de vue digne de louanges. Mais il ne peut évidemment être réalisé que si

---

(1) Au cours du printemps dernier, un membre influent du Conseil législatif s'exprimait dans les termes suivants :

« Le régime des capitulations lie les mains du Gouvernement et l'empêche de procéder à des réformes multiples et variées que la situation économique du peuple et du pays réclame d'une façon impérieuse..... Le régime des capitulations donne lieu à de fréquents abus qu'il serait trop long d'énumérer. »

les institutions, législatives, exécutives ou judiciaires de l'Égypte en viennent à offrir des garanties d'efficacité et de bon fonctionnement équivalentes à celles que présentent les institutions qui prévalent dans la plupart des pays d'origine des colons Européens.

De grands progrès se sont accomplis ces années dernières. Mais je manquerais à mon devoir envers un peuple au milieu duquel j'ai vécu pendant si longtemps, et pour qui j'entretiens une si profonde sympathie, si je ne déclarais pas franchement que l'état de choses auquel je viens de faire allusion est loin d'être réalisé.

Bien que je ne doute pas qu'il n'y ait dans toutes les colonies Européennes quelques membres indignes, et que je me sois bien rendu compte que les privilèges conférés par les Capitulations sont quelquefois causes d'abus, il n'en est pas moins vrai que le bien-être et la prospérité des nombreux Européens qui ont fait de l'Égypte leur lieu de résidence, sont indissolublement liés au bien-être et à la prospérité de la contrée. Je ne puis concevoir de plus grande calamité pour les indigènes Égyptiens que si la confiance des meilleurs éléments des colonies européennes dans les institutions sous lesquelles ils vivent et prospèrent, venait à être sérieusement ébranlée. Pour maintenir cette confiance, lesdites institutions doivent, dans les présentes circonstances, être adaptées aux idées et aux exigences spéciales des Européens. Aussi, bien qu'on puisse introduire dans le système actuel quelques changements soigneusement étudiés, j'estime qu'une complète assimilation entre Égyptiens et Européens est un idéal qui ne peut être atteint que dans un avenir éloigné.

Pendant longtemps encore des règlements spéciaux pour les Européens seront imposés par les nécessités de la situation.

J'ai déjà dit que les droits conférés par les capitulations étaient susceptibles d'abus. De la vérité de cette affection l'on peut à peine douter. Ces droits ont servi autrefois à des usages tels que la protection des contrebandiers, le maintien de maisons de débauche, la vente de boissons falsifiées et autres semblables. Le problème posé maintenant devant les gouvernements Britannique et Égyptien, est d'élaborer un système qui, tout en conservant ce qui dans les lois et usages existants est nécessaire au bien-être du pays, mette un terme aux abus auxquels je viens de faire allusion. La tâche est hérissée de difficultés. Pourtant je voudrais espérer que ces difficultés ne seront pas insurmontables.

Si j'envisage la question au point de vue européen, je dois remarquer qu'on ne saurait trop se persuader que cette question n'est en aucune façon essentiellement britannique, sauf en ceci que la position spéciale occupée par la Grande-Bretagne par rapport aux affaires d'Égypte, donne au gouvernement de Sa Majesté la charge d'introduire les réformes, là où les réformes sont nécessaires ou désirables. Au contraire, la question est purement égyptienne, dans la plus large acception du mot, c'est-à-dire qu'elle concerne tous ceux qui habitent l'Égypte et tous ceux qui font des affaires avec l'Égypte, quelles que puissent être leur nationalité ou leurs croyances. Le devoir et l'intérêt tout ensemble, conduisent à cette conclusion que toutes les réformes proposées sous les auspices du gouvernement de Sa Majesté doivent

être conçues dans un esprit libéral et tolérant, et doivent tendre vers le but unique de décider entre une multiplicité de considérations contradictoires, quel chemin conduira le mieux au progrès du pays considéré dans son ensemble, et au bien-être de sa population cosmopolite ; si cet objet peut être réalisé, le gouvernement britannique peut s'estimer satisfait et les visées de la politique britannique auront été atteintes. J'ai assez de bon sens pour espérer que si l'on discute ces projets à fond et avec calme, on s'apercevra que le conflit des intérêts est moins réel qu'on ne pourrait le supposer à première vue.

Durant les nombreuses années que j'ai eu l'occasion d'examiner le fonctionnement compliqué du mécanisme gouvernemental du pays deux convictions se sont imposées à mon esprit :

D'abord, je me suis convaincu, au point de vue des Européens résidant en Egypte, que trop d'attention avait été donnée aux avantages et trop peu aux désavantages qui dérivent des Capitulations. Ces avantages comprennent la protection contre les arrestations arbitraires et contre certaines formes de taxation, l'inviolabilité du domicile, l'immunité de la juridiction des cours locales en matière criminelle, et la création de cours spéciales (les tribunaux mixtes), pour connaître des causes civiles où des Européens sont intéressés. Que les privilèges qui ont été acquis par les Européens sur ces points et sur d'autres peut-être, soient de grande valeur, je ne le conteste pas un instant. Bien mieux, je suis persuadé que l'acquisition de ces privilèges, bien qu'ils puissent avoir occasionné des abus, était nécessaire dans le passé, et a, dans tous les cas, conduit le pays au bien-être. Mais ces privilèges ont été nécessairement accompagnés de désavantages qui n'étaient qu'à peine remarqués, pendant une période de temps où les besoins des Européens étaient relativement simples ; tandis que la nécessité d'établir des garanties contre les procédés arbitraires du gouvernement était très évidente. Avec le développement de la civilisation les conditions de la vie égyptienne sont devenues beaucoup plus complexes. Des méthodes meilleures de gouvernement prennent racine de jour en jour plus profondément dans le pays. En outre, le fait reconnu que l'administration égyptienne est actuellement sous la conduite d'une puissance européenne, change la situation qui avait existé jusque-là. L'importance du maintien des privilèges a ainsi grandement diminué, tandis que les nombreux inconvénients qui en résultent, ont acquis et acquièrent constamment une influence plus grande.

J'ai eu récemment l'avantage de discuter cette question à fond avec M. Brunyate qui, en sa qualité de Conseiller Légal du Gouvernement Egyptien, a eu des occasions toutes spéciales de surveiller le fonctionnement des Capitulations. M. Brunyate m'écrivit dans la suite un *memorandum* qui, entre autres choses, établit avec une compétence à laquelle je ne saurais atteindre, la nature spéciale des inconvénients qui résultent souvent pour les Européens eux-mêmes des Capitulations. Je reproduis ce document très intéressant dans une annexe à cette dépêche (Annexe I). Je le recommande à l'attention spéciale de tous ceux qui s'intéressent aux affaires d'Egypte.

Avant de quitter cette partie de mon sujet, je crois pouvoir, sans choquer personne, ajouter un mot.

Si les vues que j'ai énoncées sur cette question et qui sont exposées plus loin dans la note de M. Brunyate, sont justes, il apparaîtra que les intérêts de la portion de la colonie européenne qui obéit aux lois, ne sont pas du tout identiques aux intérêts des Européens qui ne font point partie de cette catégorie. Je sais bien que de très importantes discussions d'ordre légal ou constitutionnel, ont eu lieu autrefois sur différents sujets où les individus visés n'avaient pas beaucoup de droits à la sympathie ni au respect du public. L'histoire, et peut-être plus spécialement l'histoire d'Angleterre, abonde en exemples de cette sorte. En même temps, dans le cas qui est maintenant en discussion, il est peut-être désirable de faire remarquer que le but et l'utilité de certaines réformes proposées peuvent très bien être dénigrés par ceux qui ont un penchant à abuser des privilèges européens, et qu'il est besoin, sur ce point, d'une somme particulière d'attention de la part de la portion de la colonie qui est soumise aux lois, de peur qu'ils ne soient amenés, par un sentiment naturel mais erroné de patriotisme, à supporter les ambitions de quelques-uns de leurs propres concitoyens, sans réfléchir assez si cette tolérance est véritablement méritée.

Je vais m'occuper maintenant de la seconde des deux opinions auxquelles j'ai fait allusion ci-dessus.

J'ai fréquemment lu et entendu des discussions sur différents points relatifs aux privilèges européens, tels que l'inviolabilité du domicile, l'immunité pour les Européens de la part des Cours indigènes, et autres matières de ce genre. Chacun de ces points, considéré dans ses avantages particuliers, est, j'ai à peine besoin de le dire, d'une grande importance; mais j'ose croire que c'est à peine si une attention suffisante a été accordée à la question qui, en réalité, est la base même du système. Je n'hésite pas à déclarer que le système connu sous le terme général de Capitulations est, comme on le pratique actuellement, entièrement incompatible avec la condition présente des affaires en Egypte. Cela vient de la position unique occupée en Orient par l'Egypte, qui s'est assimilé une partie notable de la civilisation européenne, qui est surtout gouvernée par des méthodes européennes, mais qui, en même temps, ne possède pas d'organe de législation générale comme en possèdent les différents Etats qui, en matière judiciaire et administrative, lui servent de modèle. Feu Nubar-Pacha a résumé autrefois, dans une phrase épigrammatique, les institutions judiciaires de l'Egypte avant l'établissement des tribunaux mixtes. Il a dit qu'elles constituaient une Babel judiciaire. On peut dire, avec une égale vérité, qu'une « Babel législative » existe encore. En tout ce qui touche les Européens, la législation doit, pour toutes les affaires importantes, être conduite par la diplomatie. Quatorze puissances séparées doivent s'entendre, non simplement sur les principes, mais sur les détails, avant qu'une mesure proposée puisse devenir une loi. M. Brunyate a expliqué les inconvénients qui résultent de ce système embarrassant. Bref, on peut dire qu'il conduit tout droit à l'impuissance législative.

Il est facile de faire ressortir les défauts du régime actuel. Il est beaucoup plus difficile de montrer un remède pratique et adéquat à la situation. Je puis dire, cependant, que mon opinion, basée sur une longue connaissance du pays et sur un examen consciencieux de son état présent, est que les puissances devraient transmettre à la Grande-Bretagne

le pouvoir qu'elles détiennent maintenant collectivement. Les conditions du transfert demanderaient naturellement un examen très approfondi. Je n'ai pas à discuter, dès maintenant, ce que doivent être ces conditions. Je puis cependant, même dans l'état actuel de la question, aller jusqu'à dire que l'une des conséquences nécessaires d'une transmission de pouvoir, telle que celle dont j'ai parlé, serait la création d'une institution locale qui prendrait part à la mise en vigueur de lois applicables aux Européens. Un pas dans cette direction serait, j'ai à peine besoin de le dire, en entière conformité avec les traditions britanniques et avec la tendance générale de la politique britannique.

Un changement de cette sorte serait simplement l'issue naturelle et logique de la nouvelle position occupée dès maintenant par le Gouvernement Britannique en Egypte. Je dois seulement ajouter — que cette solution ou qu'une autre soient adoptées — que je suis convaincu de ceci : tant que le système actuel, encombrant et impraticable, sera en vigueur, il sera impossible d'adapter les lois de l'Egypte aux exigences de sa civilisation grandissante.

### 3. — *Les Tribunaux Mixtes.*

Même depuis l'occupation britannique en Egypte, l'attitude des Gouvernements Britannique et Egyptien envers les Tribunaux Mixtes semble montrer une certaine somme d'anxiété et même de suspicion. Avec la signature de la Convention anglo-française de 1904, qui reconnaît virtuellement la position prédominante de la Grande-Bretagne en Egypte, il était naturel que cette anxiété et cette suspicion devinssent encore plus accentuées, d'autant plus que le passage de votre dépêche à Sir Edmund Monson, le 8 avril 1904, et que j'ai cité plus haut, indique clairement la possibilité, pour l'avenir, de proposer des changements dans le système judiciaire actuellement en vigueur.

La question de savoir quels changements, si changements il y a, doivent s'opérer dans les fonctions et la composition des Tribunaux Mixtes, n'est, en réalité, qu'une partie — bien qu'une partie très importante — de réformes plus générales que j'ai déjà traitées sous le chapitre des « Capitulations ». Mais il est peut-être désirable que je fasse quelques remarques sur la question spéciale des réformes judiciaires. J'ai des raisons de croire que les vues que je suis en train d'exposer sont approuvées par les Gouvernements actuels de Grande-Bretagne et d'Egypte. J'ose hasarder la prévision que ces vues ne subiront pas de sérieuses modifications dans l'avenir, au cas de changements ministériels dans l'un ou l'autre pays.

Il y a manifestement deux sens dans lesquels la réforme judiciaire peut être dirigée. Elle peut, ou bien tendre à l'absorption des institutions égyptiennes par les institutions internationales existantes, ou bien à l'absorption par les institutions égyptiennes (actuelles ou créées à cet effet) de quelques-unes des fonctions exercées par les Tribunaux Mixtes ou Consulaires. En outre, il semble qu'on a quelque raison de croire que l'adoption d'un troisième principe, qui n'est pas, à parler strictement, compris dans l'une ou l'autre des définitions données ci-dessus, serait regardée favorablement par beaucoup d'Européens et d'Egyptiens

dont les opinions sont dignes de respect et de considération. Ce troisième principe entraîne le transport de la juridiction criminelle sur les Européens des Cours consulaires aux Tribunaux Mixtes.

Sans contester en aucune façon le fait que les Tribunaux Mixtes ont rendu, dans le passé, de grands services à l'Égypte; ou cet autre fait que leur existence est, pour le présent, nécessaire au bien-être du pays, j'ose dire que l'extension du principe international, du moins en ce qui concerne les questions judiciaires et administratives, n'est pas dans les véritables intérêts des habitants Égyptiens et Européens de l'Égypte; et cette réforme, si elle était jamais entreprise, aboutirait juste au résultat contraire à la libération progressive de l'Égypte des entraves internationales qui existent actuellement.

Je base cette opinion sur les raisons suivantes : d'abord, bien qu'on doive attendre longtemps encore l'autonomie de l'Égypte dans le sens le plus complet du mot, il n'en est pas moins vrai que cette autonomie est le but suprême auquel la réforme doit tendre; ainsi donc, toute mesure qui entraînerait dans une direction opposée, doit être évitée; — secondement, l'expérience a prouvé que les institutions internationales, soit judiciaires, soit financières, en dépit des mérites qu'on leur reconnaît, vu les conditions de l'Égypte jusqu'ici, ne sont tout au plus qu'un pis-aller, d'autant qu'il est tout à fait impossible de les affranchir complètement de la teinte politique qui, dans les affaires judiciaires et administratives devrait être totalement absente; — troisièmement, une extension du principe international, dans le sens où nous le discutons, ne s'harmonise pas avec la position connue que la Grande-Bretagne a prise comme puissance prédominante en Égypte, et Conseiller européen responsable du Gouvernement Égyptien; — quatrièmement, l'expérience l'a prouvé également, le progrès d'un pays dans l'adoption des méthodes européennes d'administration et l'assimilation des mœurs civilisées, peut être guidé beaucoup plus efficacement par une seule puissance que par plusieurs.

Le projet de transporter la juridiction criminelle sur les Européens des Cours Consulaires aux Tribunaux Mixtes, n'est donc pas de ceux que la Grande Bretagne doit envisager avec faveur, ni qu'elle puisse conseiller au gouvernement Égyptien d'accepter.

Je pourrais ajouter que pour le présent et sans doute pour longtemps encore, il ne peut être question de conférer la juridiction criminelle sur les Européens aux tribunaux Égyptiens, tels qu'ils sont actuellement organisés. Des Européens accusés d'actes criminels ou du moins d'actes criminels sérieux, doivent être jugés par des Européens.

La juridiction civile exercée par les Tribunaux Mixtes est établie sur une base tout à fait différente. L'existence de ces cours vient d'être prolongée pour une nouvelle période de cinq ans. Elles appliquent un système de lois civiles et commerciales, à l'abri duquel le commerce du pays s'est développé pendant trente années, et je conçois que, quels que soient les changements qui surviendront dans l'organisation, des changements fondamentaux dans le système de loi ne pourraient manquer d'être préjudiciables aux intérêts de ce commerce. Je considère comme également évident que dans les circonstances qui ne vont pas manquer de survenir, les Gouvernements Britannique et

Egyptien ne voudront pas se priver des services des magistrats très capables et très expérimentés que ces Cours possèdent. Il n'y a aucune raison pour que l'attitude des gouvernements Anglais et Égyptien envers les Tribunaux Mixtes, soit autre chose que très amicale. Tout ce que demandent ces gouvernements est que dans les cas où ces tribunaux exerceront des fonctions législatives comme celles qui leur sont dévolues actuellement, les réformes qui doivent nécessairement modifier les conditions de la vie en Egypte puissent recevoir une application juste et impartiale. Sur ce point, je n'ai rien à ajouter à la remarque faite dans mon dernier rapport annuel (p. 45); je disais que les Tribunaux Mixtes « seraient renforcés plutôt qu'affaiblis par tout progrès montrant l'utilité de l'institution et sa facilité d'adaptation aux exigences nouvelles du pays ».

Je pourrais ajouter que la manière impartiale dont certaines propositions faites par le gouvernement Égyptien ont été discutées par la Commission internationale qui a siégé récemment est de bon augure pour l'avenir.

#### 4. — *La Caisse de la Dette.*

L'un des nombreux avantages qui ont résulté du récent accord Anglo-Français, est que les dispositions législatives relative à la dette Égyptienne ont été grandement simplifiées. Auparavant, elles n'étaient pas contenues en moins de 52 décrets du Khédive, dont beaucoup étaient fort compliqués; ils dataient de 1876 à 1902. 46 ont été entièrement abrogés et les six autres l'ont été partiellement.

En pratique, on peut dire que la totalité de la loi qui règle les relations entre le Gouvernement Égyptien et les possesseurs de fonds Égyptiens, garantis, privilégiés et unifiés, est contenue dans le décret du Khédive du 28 novembre 1904, qui formait une annexe à l'accord anglo-français et qui fut publié dans la suite avec le consentement des puissances (1). Il est devenu exécutoire le 1<sup>er</sup> janvier 1905.

Il peut être utile d'exposer dans ses grands traits, le nouvel arrangement.

D'après les lois qui ont été abrogées, les revenus provenant des chemins de fer, des télégraphes, du port d'Alexandrie, des douanes (tabac compris), et de quatre provinces, étaient affectés en garantie au service de la Dette. La totalité de la taxe foncière à l'exception des revenus de la province de Keneh, a été substituée aux revenus mentionnés ci-dessus. La raison pour laquelle on a choisi la taxe foncière est qu'elle a un plus grand caractère de stabilité que les autres sources de revenu. Il n'est pas probable qu'elle subisse de changement dans le sens de la réduction. Bien que cette taxation frappe plus lourdement la population agricole que celle des villes, on ne peut mettre en doute cependant, en présence des diminutions de productivité des années récentes et des accroissements dus aux travaux d'irrigation que les charges même de la première de ces classes ne soient très légères. L'on estimait, quand le traité franco-anglais fut signé, que l'impôt foncier prélevé pour le service de la Dette rapportait environ £. E. 4,200,000 l'an, et que la charge de la Dette se montait, y compris les dépenses administratives de la Caisse de la Dette, à £. E. 3,600,000.

---

(1). Voir *Arch. dipl.* 1914, n° 4 (vol. II), p. 417.

Il restait donc un excédent de £. 600,000. Cet excédent est même en réalité plus grand qu'il ne semblerait d'après les termes du décret. A mesure que le revenu additionnel de la construction des réservoirs augmentera, la somme produite par l'impôt foncier augmentera. J'ajouterai que, par l'article 36 du décret, les chefs du gouvernement Egyptien ne sont pas autorisés à adopter des mesures calculées pour réduire le revenu de l'impôt foncier à moins de £ E. 4,000,000, sans le consentement des puissances.

D'ailleurs, cela ne constitue pas la seule garantie des créanciers. Un fonds de réserve se montant à £ E. 1,800,000 a été constitué (art. 27), qui doit rester aux mains des administrateurs de la Dette. Cette somme doit servir au cas bien improbable où les revenus de garantie ne suffiraient pas à balancer le passif de la Dette. Au cas où il faudrait y avoir recours, le Gouvernement est dans l'obligation de combler le déficit dans le plus bref délai possible (art. 35.).

En outre, le décret prévoit (art. 27), qu'une balance de £ E. 500,000 qui sera mise à la disposition de la Caisse de la Dette. A propos de cette création, je dois rappeler que de lourds paiements doivent être faits par la Dette en avril et en mai. D'autre part, la plus grosse portion de la taxe ne doit être payée que tard dans l'année. Dans ces circonstances, si l'on n'avait pris d'arrangement spécial, il aurait été nécessaire de puiser dans le fonds de réserve chaque printemps et de parfaire la somme dans la suite. Pour obvier à cet inconvénient un arrangement est intervenu entre le Gouvernement Egyptien et les administrateurs de la Dette, d'après lequel ces derniers commenceront avec une balance de £ E. 1,250,000, au lieu de £ E. 500,000, comme il était décidé dans le décret.

Les intérêts de l'argent déposé entre les mains des administrateurs de la Dette seront inscrits au passif de la Dette.

L'excédent annuel de l'impôt foncier en plus de ce qui est nécessaire au service de la Dette, sera payé non plus à la Caisse de la Dette, mais au trésor du Gouvernement (art 31).

Enfin, toutes les décisions de la Caisse de la Dette seront prises par une majorité (art. 28) et non seulement les administrateurs agissant en corps, mais même un administrateur, individuellement, peut poursuivre le Gouvernement Egyptien devant les Tribunaux Mixtes au cas où il manquerait à remplir toutes ses obligations.

J'ai seulement à ajouter que dans le nouvel arrangement, les intérêts des créanciers sont amplement garantis, en même temps que le Gouvernement Egyptien acquiert une liberté d'action, dont l'exercice se montrera, j'en ai la confiance, plein d'avantages pour tous les habitants de l'Egypte — étrangers ou indigènes — et pour les créanciers eux-mêmes.

### 5. *Convention du Canal de Suez.*

Je constate, à la suite de certaines observations qui ont paru dans la presse européenne, qu'il existe un malentendu au sujet de l'action du gouvernement Egyptien par rapport aux vaisseaux de guerre Russes qui ont récemment traversé le Canal. Notamment on a montré de la surprise du traitement différent qu'on a accordé aux vaisseaux Espagnols durant la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis

d'Amérique en 1898 et celui accordé aux vaisseaux Russes. C'est pourquoi il peut être bon que j'explique brièvement ce qu'il en est.

En 1898, ni le gouvernement Egyptien, ni le gouvernement Britannique ne reconnaissaient pas que la convention du canal de Suez fût exécutoire. Les vaisseaux Espagnols, en arrivant à Port-Saïd, reçurent en conséquence le traitement conforme à ce qu'on croyait être les véritables principes des lois internationales touchant l'hospitalité dans les ports.

L'accord anglo-français du 8 avril 1904 a changé entièrement la situation. L'article 6 du traité est conçu comme suit :

« Afin d'assurer le libre passage du canal de Suez, le gouvernement de Sa Majesté britannique déclare adhérer aux stipulations du traité du 29 octobre 1888 et à leur mise en vigueur. Le libre passage du canal étant ainsi garanti, l'exécution de la dernière phrase du paragraphe 1, aussi bien que celle du paragraphe 2 de l'article VIII de ce traité, resteront suspendues. »

L'article VIII du traité du 29 octobre 1888 est ainsi conçu (1) : « Les agents en Egypte des puissances signataires du présent traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le passage libre du Canal, ils se réuniront à l'appel de trois d'entre eux sous la présidence du doyen, pour procéder aux constatations nécessaires. Ils feront connaître au gouvernement khédivial le danger qu'ils auraient reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du Canal. (En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an, pour constater la bonne exécution du traité.)

« (Les dernières réunions auront lieu sous la présidence d'un commissaire spécial nommé, à cet effet, par le gouvernement impérial Ottoman. Un commissaire khédivial pourra également prendre part à la réunion et la présider en cas d'absence du commissaire ottoman) (2).

« Ils réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation. »

Donc, non seulement la convention du canal de Suez était en vigueur quand la flotte russe traversa le Canal, ce qui modifiait la situation existante en 1898; mais l'exclusion de ces parties de la convention qui, d'après le traité du 8 avril 1904, restent en suspens, semblerait avoir augmenté la responsabilité du gouvernement Egyptien, et par conséquent celle du gouvernement Britannique dont les troupes occupent l'Egypte, pour l'exécution, dans les limites de la plus stricte impartialité, des termes de la convention.

Aussitôt après que la guerre eût éclaté entre la Russie et le Japon, des instructions furent envoyées aux autorités des ports égyptiens pour les guider dans leurs rapports avec les navires de guerre des belligérants (3).

1) Cf. Texte du traité du 29 octobre 1888, dans *Arch. dipl.*, 1889, vol. I, p. 129.

(2) Les passages de cet article qui, conformément à l'accord du 8 avril 1904, restent encore en suspens, ont été mis en parenthèses.

(3) V. *Arch. dipl.*, 1904, t. 90, n° 5, p. 590 et suiv. — Ces instructions ont été publiées

Je n'ai pas besoin de citer ces instructions en entier, mais je dois faire quelques remarques sur certains points d'une importance particulière. Je fais allusion au ravitaillement en charbon des vaisseaux belligérants.

La convention du canal de Suez ne s'occupe pas, en général, des nombreuses questions de détail qui doivent inévitablement s'élever en temps de guerre. Elle dit seulement (article I<sup>er</sup>) que le Canal « sera toujours libre et ouvert en temps de guerre, comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon », et elle ajoute (art. IV) que « les vaisseaux de guerre des belligérants ne pourront se ravitailler ou prendre des provisions dans le Canal ou ses ports d'accès, que dans la mesure qui sera strictement nécessaire. »

Avant que cette règle de la convention pût être appliquée en pratique, il fallait manifestement donner plus de précision aux termes « strictement nécessaires ». La troisième clause des instructions émanées du gouvernement Egyptien décide que : la quantité de charbon qu'on pourra fournir à un navire de guerre belligérant, sera telle qu'il puisse, avec le charbon qu'il a déjà à bord, atteindre le port le plus proche où il obtienne des munitions suffisantes pour continuer son voyage ». Cette interprétation de l'article IV est strictement conforme aux intentions de ceux qui ont rédigé la convention du Canal. En outre, on avait annexé aux instructions un modèle de déclaration que l'officier commandant le navire était tenu de signer s'il voulait faire du charbon dans l'un des ports du Canal. Dans cette déclaration, l'officier est requis de déclarer « sur son honneur » que le charbon à bord de son navire « ne dépasse pas..... tonnes », de désigner son port de destination et de déclarer « sur son honneur » qu'après avoir quitté le port égyptien il s'y rendra « de suite et par la route directe ».

La question s'éleva alors de savoir quel port, d'après les termes des instructions égyptiennes, « devait être considéré comme le plus promptement accessible au navire de guerre pour obtenir les approvisionnements nécessaires à la continuation de son voyage ». La question était d'une importance spéciale en ce qui concerne les navires allant dans la direction du sud. On décida de donner suffisamment de charbon pour que le navire pût atteindre Aden.

Je pourrais ajouter qu'à la requête du gouvernement russe des mesures spéciales de protection furent prises par le gouvernement Egyptien, tandis que la flotte Russe traversait le Canal. En outre, un navire égyptien explorait les côtes du golfe de Suez. On décida que la totalité du golfe de Suez ne serait pas considérée comme eaux territoriales égyptiennes. La responsabilité de l'Egypte fut limitée à trois milles à partir du rivage de chaque côté.

---

dans l'« Official Journal » du 10 février 1904, c'est-à-dire deux mois avant la signature de l'accord franco-anglais du 8 avril. Toutefois, à cette époque, les négociations étaient assez avancées pour permettre de prévoir que sous peu ledit accord serait probablement signé. En plus, les Gouvernements britannique et français étaient déjà complètement d'accord sur le point en question. Aussi, a-t-il été entendu de considérer la convention sur le Canal de Suez comme en vigueur, avant la conclusion formelle de l'Accord précité.

---

## TROISIÈME PARTIE

## LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

## ÉTATS-UNIS

**Loi amendant l'article quatre mille neuf cent cinquante-deux des Statuts révisés des Etats-Unis, concernant la protection des droits d'auteur.**

(Du 3 mars 1905.)

TRADUCTION OFFICIELLE

*Il est décidé par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, que l'article quatre mille neuf cent cinquante-deux sera, par les présentes, amendé de façon à avoir la teneur suivante :*

ART. 4952. — L'auteur ou le créateur, le dessinateur ou le propriétaire d'un livre, d'une carte géographique ou de marine, d'une composition dramatique ou musicale, d'une gravure sur pierre, sur bois ou en taille-douce, d'une estampe, d'une photographie ou d'un cliché photographique, d'un tableau, d'un dessin, d'une chromolithographie, d'une œuvre de sculpture ou de statuaire, et de modèles ou esquisses destinés à être achevés sous la forme d'œuvres des beaux-arts, auront, de même que les exécuteurs testamentaires, les représentants ou les ayants-droit de ces personnes, pourvu qu'ils accomplissent les formalités énoncées dans ce chapitre, le droit exclusif d'imprimer, de réimprimer, de publier, de compléter, de reproduire, d'exécuter, d'achever et de vendre lesdites œuvres, et, s'il s'agit d'une composition dramatique, le droit exclusif de la jouer ou de la représenter publiquement ou d'autoriser des tiers à la jouer ou à la représenter. Les auteurs ou leurs ayants-droit auront aussi le droit exclusif de dramatiser et de traduire chacune de leurs œuvres pour lesquelles ils auront obtenu la protection conformément aux lois des Etats-Unis.

Quand l'auteur ou le propriétaire d'un livre écrit dans une langue étrangère, publié dans un pays étranger, avant le jour de sa publication aux Etats-Unis, ou quand ses exécuteurs testamentaires, ses représentants ou ses ayants-droit en déposeront un exemplaire complet, renfermant toutes ses cartes géographiques ou de marine, ou autres illustrations éventuelles, dans la Bibliothèque du Congrès, à Washington, District of Columbia, dans les trente jours après la première publication d'un tel livre dans un pays étranger, et inscriront dans tel exemplaire, et dans tous les exemplaires d'un tel livre destinés à être vendus ou distribués aux Etats-Unis, sur la page du titre ou la page qui suit immédiatement, un avis mentionnant que tous droits sont réservés au nom du propriétaire, ainsi que la date exacte de la première publication d'un tel livre par les mots suivants : « Published..... nineteen hundred and..... Privilege of copyright in the United

States reserved under the Act approved March third, nineteen hundred and five, by... », et dans l'espace de douze mois après la première publication d'un tel livre, dans un pays étranger, présenteront le titre de tel livre et en déposeront deux exemplaires dans la langue originale ou, à leur choix, de sa traduction en langue anglaise, imprimée avec des caractères composés dans les limites du territoire des Etats-Unis, ou sur des planches stéréotypées faites au moyen de caractères ainsi composés, contenant un avis de droits d'auteur réservés, conformément aux lois relatives aux droits d'auteur des Etats-Unis actuellement en vigueur, ils auront, l'un ou l'autre, pendant la limite de vingt-huit années, à dater du jour d'enregistrement du titre du livre ou de sa traduction en langue anglaise, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, le droit exclusif d'imprimer, de réimprimer, de publier, de vendre, de traduire et de dramatiser ladite œuvre : *Pourvu* que la présente loi s'appliquera uniquement à un citoyen ou à un sujet d'une puissance ou d'une nation étrangères qui accorde aux citoyens des Etats-Unis d'Amérique le bénéfice de droits d'auteur substantiellement aux mêmes conditions qu'elle le donne à ses propres citoyens.

Approuvé, 3 mars 1903.

## FORMALITÉS A REMPLIR AUX TERMES DE LA NOUVELLE LOI

### I. OEUVRES PROTÉGÉES

La protection accordée par cette loi s'applique seulement aux œuvres produites (postérieurement à la date de la présente loi) dans une langue autre que l'anglais.

Si les livres publiés antérieurement contiennent des matières nouvelles, ces matières pourront profiter des dispositions de la présente loi.

### II. AUTEURS QUI POURRONT TIRER AVANTAGE DE LA NOUVELLE LOI

Les avantages accordés par la présente loi s'appliquent aux livres écrits dans une langue autre que l'anglais, pourvu que les auteurs ou les propriétaires, ou leurs exécuteurs testamentaires, leurs représentants ou leurs ayants droit soient des citoyens ou des sujets d'un des pays suivants : la Belgique, le Chili, la Chine, le Costa Rica, Cuba, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et ses possessions (y compris l'Australie, le Canada, les Indes anglaises, la Nouvelle-Zélande, etc.), l'Italie, le Mexique, la Hollande et ses possessions, le Portugal, l'Espagne et la Suisse.

### III. FORMALITÉS A REMPLIR POUR ASSURER LES DROITS D'AUTEUR

Afin d'obtenir les avantages prévus par la présente loi, les formalités suivantes devront être accomplies :

1° Imprimer sur tous les exemplaires de l'édition originale du livre qu'on désire protéger :

- a. La date exacte de la première publication ;
- b. Le nom de la personne qui réclame le privilège des droits d'auteur, à titre de propriétaire de l'œuvre.

L'avis suivant doit être imprimé textuellement et non autrement :

« Published... (insérez ici la vraie date de la première publication

du livre). Privilege of copyright in the United States reserved under the act approved march 3, 1903, by... (insérez ici le nom légal exact de l'auteur ou du propriétaire). »

*Cet avis doit être imprimé sur la page du titre ou sur la page qui suit immédiatement.*

2° Un exemplaire du livre doit être envoyé par la poste, ou autrement, adressé : « Library of Congress (Copyright Office), Washington, District of Columbia, United States of America. »

Cet exemplaire doit être complet, avec toutes les illustrations, les cartes géographiques ou de marine, etc., qu'il contient éventuellement.

Il doit être expédié de manière à arriver à la Bibliothèque du Congrès, Washington, D. C., U. S. A., dans les trente jours qui suivront la première publication du livre à l'étranger, autrement la protection désirée ne peut être obtenue.

Il doit être envoyé tous les frais payés ou affranchi, à l'avance.

Le livre doit être accompagné d'une déclaration constatant qu'il est envoyé conformément aux termes de la loi du 3 mars 1905, afin de justifier la requête de réserver les droits d'auteur. Cette déclaration devra être faite de préférence sur un modèle imprimé qu'on peut se procurer au Copyright Office. L'application doit contenir le nom légal et complet de l'ayant-droit; le titre du livre; la date exacte de la première publication et la requête de réserver les droits d'auteur. Si le modèle imprimé n'est pas utilisé, les mêmes renseignements devront être fournis dans une lettre, mais, dans ce cas, ils devront être envoyés par la poste, cachetés et affranchis comme une lettre.

(Aucune taxe n'est à payer au moment du dépôt de l'exemplaire de l'édition originale du livre.)

En exécutant exactement les formalités susmentionnées, on assurera, pour une période de douze mois, à partir de la date de la première publication, les avantages suivants :

a. Protection contre toute appropriation entière ou partielle de l'œuvre, y compris sa traduction non autorisée.

b. Accès libre au marché des Etats-Unis pour la vente de l'œuvre. D'après les lois en vigueur, si l'œuvre est imprimée entièrement en une ou en plusieurs langues, autre que l'anglais, aucun droit de douane ne sera à prélever. Si, par contre, l'œuvre est imprimée en partie en anglais, un droit *ad valorem* de vingt-cinq pour cent devra être payé.

#### IV. FORMALITÉS A REMPLIR POUR OBTENIR LA PROTECTION DES DROITS D'AUTEUR DANS TOUTE SON ÉTENDUE LEGALE

Ayant d'abord rempli toutes les conditions énoncées ci-dessus et ayant, de la sorte, obtenu une protection temporaire pour une période de douze mois à partir de la date de la première publication du livre, le requérant, s'il désire obtenir tous les avantages découlant des lois sur les droits d'auteur actuellement en vigueur, pour les termes complets de vingt-huit années et subséquemment de quatorze années, aura à se conformer à toutes les formalités prévues par ces lois.

THORWALD SOLBERG.  
*Register of Copyrights.*

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

---

### **Immatriculation des non-indigènes.**

(Arrêté du 6 décembre 1904.)

*Au nom du Gouverneur Général,*

**LE VICE-GOUVERNEUR GÉNÉRAL,**

Vu l'article 7 du décret du 16 avril 1887;

Revu l'arrêté du 21 décembre 1893;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Tout non-indigène, qu'il ait rempli ou non cette formalité lors d'un premier séjour au Congo, pénétrant sur le territoire pour y séjourner pendant un délai de quinze jours au moins, est tenu de se faire immatriculer ou de faire immatriculer les membres de sa famille, ainsi que le personnel non-indigène sous ses ordres qui entre au Congo.

ART. 2. — Cette immatriculation se fera au bureau d'immatriculation le plus proche de la voie d'accès au territoire.

Toutefois, les personnes arrivant par la voie fluviale Banana-Boma-Matadi pourront se faire immatriculer indifféremment à Banana, Boma, Matadi, Léopoldville.

ART. 3. — L'envoi des renseignements matriculaires au bureau compétent se fera, en tous les cas, endéans un délai maximum de six jours francs, dès l'arrivée de toute personne sur le territoire de l'État.

ART. 4. — Les renseignements matriculaires seront ceux déterminés par le bulletin annexé au présent arrêté.

Il sera remis, aux personnes qui en feront la demande ou même d'office et sans frais, des bulletins conformes au modèle annexé au présent arrêté.

ART. 5. — Les renseignements seront signés par l'intéressé.

S'il ne sait pas écrire ni signer, les renseignements pourront être fournis, sur sa demande, par toute autre personne qui signera en son nom.

ART. 6. — Les déclarations matriculaires ne contenant pas toutes les indications demandées, pourront être considérées comme inexistantes.

ART. 7. — Le desservant du bureau d'état civil pourra, en tout temps, réclamer de la personne immatriculée la justification de son identité.

Cette preuve pourra se faire soit par la présentation de pièces d'identité, passe-ports, papiers domestiques ou autres, soit par témoignages ou par la preuve de la notoriété publique.

ART. 8. — Il sera délivré aux intéressés une attestation constatant l'accomplissement des formalités de l'immatriculation.

ART. 9. — Toute personne qui fixe sa résidence, même temporaire, dans l'État, est tenue, sans préjudice aux formalités de l'immatriculation, de faire connaître au chef de poste, dans le ressort administratif duquel il fixe sa résidence, même temporaire, le lieu précis de cette résidence.

S'il quitte un ressort administratif pour aller résider dans un autre ressort, il devra de même avertir de son départ le chef de poste du ressort qu'il quitte.

Les déclarations relatives à la résidence seront faites ou envoyées, dans le plus bref délai possible, au chef de poste compétent. Ceux-ci devront en accuser réception.

ART. 10. — Toute personne non-indigène quittant le territoire de l'État est tenue d'en avertir le bureau d'immatriculation le plus proche du lieu de sortie du territoire.

ART. 11. — Les chefs de service, chefs d'associations commerciales ou religieuses pourront faire ces déclarations aux lieux et places des non-indigènes sous leurs ordres.

En cas d'inobservation de la loi, ils pourront être poursuivis conformément à l'article 14.

ART. 12. — Tous les bulletins d'immatriculation ou déclarations de changement de résidence seront transmis, par chaque courrier, au Directeur de la Justice, par les fonctionnaires compétents pour les recevoir.

ART. 13. — Les chefs de service, de maisons de commerce, d'associations religieuses ou autres enverront chaque année, au Directeur de la Justice, une liste nominative du personnel non-indigène sous leurs ordres, résidant au Congo, avec l'indication de la nationalité et du lieu de résidence.

ART. 14. — Toute infraction au présent arrêté sera punie d'un à sept jours de servitude pénale ou d'une amende qui ne pourra excéder 200 francs, ou d'une de ces peines seulement.

ART. 15. — Seront punis des mêmes peines, ceux qui, en dehors des cas prévus par la section XI du Code pénal, auront inscrit dans les bulletins d'immatriculation des déclarations fausses, des renseignements mensongers ou toutes déclarations autres que celles que le bulletin est destiné à contenir.

ART. 16. — L'arrêté du 21 décembre 1893 est abrogé, sauf en ce qui concerne les dispositions créant un bureau d'immatriculation à Boma et à Matadi.

ART. 17. — Le Directeur de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Boma, le 6 décembre 1904.

COSTERMANS.

---

### Bureaux d'immatriculation.

*Au nom du Gouverneur Général,*

LE VICE-GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu l'article 7 du décret du 16 avril 1887 ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1904, coordonnant et complétant les dispositions antérieures relatives à l'immatriculation des non-indigènes ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1893 dans ses dispositions non abrogées par l'article 16 de l'arrêté précité ;

Vu les arrêtés des 7 octobre 1897, 1<sup>er</sup> septembre 1898, 14 mars et 17 juillet 1901, 2 octobre 1903 ;

Vu le décret du 6 décembre 1900 et l'arrêté du Secrétaire d'État du 8 décembre de la même année, spécialement l'article 2 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un bureau d'immatriculation respectivement à Tenke et à Kazembe (Comité spécial du Katanga).

ART. 2. — Les agents chargés de recevoir les bulletins d'immatriculation à ces bureaux seront désignés en conformité de l'article 2 de l'arrêté du Secrétaire d'État du 8 décembre 1900.

ART. 3. — Le Directeur de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Boma, le 19 décembre 1904.

COSTERMANS.

---

### Service douanier aux frontières orientales de l'État.

*Au nom du Gouverneur Général,*

LE VICE-GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Considérant qu'il y a lieu d'étendre les facilités pour l'accomplissement des formalités douanières à la frontière Sud-Est de l'État ;

Revu l'arrêté du 3 octobre 1896 (*Bull. off.*, p. 269) ;

Vu l'article 2 de l'arrêté susmentionné ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Il est établi un bureau pour la perception des droits d'entrée et de sortie à Paula.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement.

Boma, le 28 octobre 1904.

COSTERMANS.

---

## SUISSE

### Traités de commerce et relations douanières avec l'étranger.

(Extrait du rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral.) (1)

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons conclu les traités suivants :

Le 13 juillet, avec l'*Italie*, un nouveau traité de commerce, que nous vous avons soumis par message du 22 novembre et auquel vous avez accordé votre ratification (Arrêté fédéral du 22 décembre). Le texte de ce traité et ses dispositions concernant l'importation en Italie entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1905 et celles concernant l'importation en Suisse en même temps que le nouveau tarif général suisse. Cette dernière date, non encore fixée, sera probablement le 1<sup>er</sup> janvier 1906, attendu que les dispositions du traité additionnel avec l'Allemagne, relatives à l'entrée en Suisse, seront appliquées dès ce jour-là.

Le 12 novembre, avec l'*Empire d'Allemagne*, un traité additionnel au traité de commerce et de douane du 10 décembre 1891. S'il est ratifié par les parlements respectifs, son texte et ses dispositions concernant l'entrée en Suisse entreront en vigueur, comme nous l'avons déjà dit, le 1<sup>er</sup> janvier 1906. En ce qui concerne les dispositions à l'entrée en Allemagne, ce pays s'est réservé de les appliquer à la même date ou le 1<sup>er</sup> juillet 1906 au plus tard, en nous avisant quatre mois à l'avance du moment fixé (2).

Le 29 décembre, avec la *Roumanie*, un arrangement additionnel à la convention de commerce du 3 mars 1893. Les deux Etats se garantissaient par celle-ci le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de douane. La convention n'avait aucune durée déterminée et pouvait être dénoncée chaque jour pour cesser ses effets un an après dénonciation. L'arrangement additionnel stipule, par contre, que la convention est applicable jusqu'au 31 décembre 1917 et que, si elle n'est pas dénoncée 12 mois avant l'échéance, elle restera en vigueur

---

(1) Feuille fédérale Suisse, 12 avril 1905, N° 16, p. 45.

(2) Le Reichstag a ratifié le traité, en troisième lecture, le 22 février 1905. Par ordonnance du gouvernement impérial du 27 du même mois, l'entrée en vigueur de la loi sur le tarif douanier, du 25 décembre 1902, a été fixée au 1<sup>er</sup> mars 1906. Les droits à l'entrée sur le territoire douanier allemand convenu par notre traité, ainsi que par les autres nouveaux traités de l'Allemagne, seront donc aussi applicables dès cette même date. La ratification suisse du traité doit encore intervenir. Notre message porte la date du 24 février 1905 (voir *F. féd.* 1905, I. 529).

jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation aura eu lieu. La Roumanie possède, depuis le commencement de mai, un nouveau tarif douanier qui majore la plupart des droits existants. La convention nous garantit, durant la période précitée, le bénéfice de toutes les réductions tarifaires et de tous les autres avantages que l'Allemagne a obtenus par son nouveau traité avec la Roumanie, de même que de toutes les concessions que ce pays accorderait encore à d'autres Etats (1).

Nous avons *dénoncé* :

Le 31 août, la convention commerciale avec l'*Espagne*, du 13 juillet 1892 ;

Le 19 septembre, le traité de commerce avec l'*Autriche-Hongrie*, du 10 décembre 1891.

La validité du premier de ces traités expire, en conséquence, le 31 août, celle du second, le 19 septembre 1903.

Les gouvernements de ces deux puissances se sont déclarés disposés à entrer en négociations avec nous en vue de la conclusion de nouveaux traités. Ces négociations ne peuvent toutefois s'ouvrir qu'en 1903.

Les nouveaux traités de commerce conclus entre eux par des Etats tiers et qui, par suite de la clause de la nation la plus favorisée, présentent pour nous un intérêt plus ou moins grand, sont ceux de l'Allemagne avec la Belgique (22 juin), la Russie (28/15 juillet), la Roumanie (8 octobre/25 septembre), la Serbie (29/16 novembre), l'Italie (3 décembre) (2).

Il faut mentionner, en outre, que, par décret du 16 avril, le gouvernement du *Brésil* a concédé aux Etats-Unis d'Amérique une réduction tarifaire de 20 0/0 sur une série d'articles, entre autres montres et lait condensé, tandis que les articles similaires de Suisse et d'autres Etats demeuraient soumis au tarif général. A défaut de traité de commerce avec le Brésil, nous manquons de base juridique pour invoquer le bénéfice de ce traitement de faveur; néanmoins, nous avons immédiatement tenté des démarches à ce sujet, par l'intermédiaire du consulat général de Suisse à Rio-de-Janeiro, mais elles n'ont pas abouti à un résultat absolument tangible. Constatons, toutefois, que le privilège dont il s'agit n'a pas été consacré à nouveau pour l'année 1903, et que les Etats-Unis ont cessé d'en jouir à la fin de 1904.

Les tableaux suivants donnent sommairement l'état actuel de nos *traités de commerce* et de notre *mouvement commercial* avec les différents pays :

---

(1) La convention n'a pas encore été soumise aux parlements des deux pays.

(2) De plus, un nouveau traité du 25 janvier 1905 entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

# TRAITÉS DE COMMERCE SUISSES

Ce tableau indique tous les traités et arrangements en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1905, et se rapportant entièrement ou partiellement au commerce.

États.	Date de la conclusion.	Date de l'entrée en vigueur	Durée.	Publication.
<b>Allemagne</b> , traité de commerce.	10 décembre 1891	1 <sup>er</sup> février 1892	Jusqu'à l'entrée en vigueur du traité additionnel du 12 novembre 1904. . . . .	R. o., n. s. XII, 482.
Convention relative à la commune badoise de Büsingen . . . . .	21 septembre 1895	1 <sup>er</sup> janvier 1896	1 an après la dénonciation.	— XV, 354.
<b>Autriche-Hongrie</b> (1) . . . . .	10 décembre 1891	1 <sup>er</sup> février 1892	Jusqu'au 19 septembre 1905.	— XII, 535.
<b>Belgique</b> . . . . .	3 juillet 1889	29 décembre 1889	1 an après la dénonciation.	— XI, 317.
<b>Bulgarie</b> . . . . .	Par notes échangées le 28 février 1897, les deux États se sont garantis, en matière de douane le traitement de la nation la plus favorisée.			
<b>Chili</b> . . . . .	31 octobre 1897	31 janvier 1899	1 an après la dénonciation.	R. o., n. s. XVII, 51.
<b>Congo (État du)</b> . . . . .	16 novembre 1889	14 avril 1890	1 an après la dénonciation.	— XI, 395.
<b>Danemark</b> . . . . .	10 février 1875	10 juillet 1875	1 an après la dénonciation.	— I, 612.
<b>Equateur</b> . . . . .	22 juin 1888	21 octobre 1889	1 an après la dénonciation.	— XI, 195.
<b>Espagne</b> (2) . . . . .	13 juillet 1892	1 <sup>er</sup> janvier 1894	Jusqu'au 31 août 1905. . . . .	— XIV, 2.
<b>Etats-Unis d'Amérique</b> (3) . . . . .	25 novembre 1850	8 novembre 1855	1 an après la dénonciation.	R. o., a. s. V, 189. F.féd.1899.III, 296.
<b>France</b> , règlement provisoire des relations commerciales (échange de notes) (4) . . . . .	25 juin 1895	19 août 1895	Sans durée déterminée . . . . .	F.féd.1895.III, 691. R. o., n. s. XV, 204.
Règlement relatif au pays de Gex (échange de notes). . . . .	23 juillet 1892 et 25 juin 1895	19 août 1895	Sans durée déterminée . . . . .	— XV, 208.
Rapports de voisinage . . . . .	23 février 1882	16 mai 1882	1 an après la dénonciation.	— VI, 413.
Article additionnel. . . . .	25 juin 1895	29 août 1895	Sans durée déterminée . . . . .	— XV, 214.
Régime douanier entre Genève et la zone franche de la Haute-Savoie.	14 juin 1881	1 <sup>er</sup> janvier 1888	30 ans . . . . .	— VI, 455.

États.	Date de la conclusion.	Date de l'entrée en vigueur	Durée.	Publication.
Règlement des rapports avec la Tunisie . . . . .	14 octobre 1896	25 janvier 1897	Sans durée déterminée . .	R. o., n. s. XVI, 12.
Grande-Bretagne . . . . .	6 septembre 1855	6 mars 1856	1 an après la dénonciation.	R. o., a. s. V, 255.
Grèce . . . . .	10 juin 1887	10 juin 1887	1 an après la dénonciation.	R. o., n. s. XI, 327.
Italie . . . . .	19 avril 1892	19 juin 1892	Jusqu'au 30 juin/31 déc. 1905	— XII, 787.
Japon . . . . .	10 novembre 1896	17 juillet 1899	12 ans . . . . .	— XVI, 510.
Liechtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie) (5). . . . .	10 décembre 1891	1 <sup>er</sup> février 1892	Jusqu'au 19 septembre 1905.	— XII, 535.
Norvège. . . . .	22 mars 1894	1 <sup>er</sup> août 1894	1 an après la dénonciation.	— XIV, 290.
Pays-Bas . . . . .	19 août 1875	1 <sup>er</sup> octobre 1878	1 an après la dénonciation.	— III, 495.
Perse . . . . .	23 juillet 1873	27 octobre 1874	1 an après la dénonciation.	— I, 164.
Roumanie . . . . .	3 mars 1893	13 mai 1893	Jusqu'au 31 déc. 1917 (1). .	— XIII, 428.
Russie. . . . .	26 décembre 1872	30 octobre 1873	1 an après la dénonciation.	R. o., a. s. XI, 379.
Salvador. . . . .	30 octobre 1883	7 février 1885	1 an après la dénonciation.	R. o., n. s. VII, 676.
Serbie. . . . .	10 juin 1880	10 juin 1880	1 an après la dénonciation.	— V, 158.
Turquie . . . . .	Le traité du 29 avril 1861, avec tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1890. En remplacement de ce traité, les deux Etats se sont garanti provisoirement, par un échange de notes, le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.			

(1) Le traité a été dénoncé par la Suisse le 19 septembre 1904.

(2) Le traité a été dénoncé par la Suisse le 31 août 1904.

(3) Les articles 8 à 12 (clause de la nation la plus favorisée) ont été dénoncés par le Gouvernement des États-Unis le 23 mars 1899; ils ont cessé d'être en vigueur à partir du 24 mars 1900.

(4) L'entente commerciale consistait en ceci, c'est que le tarif d'usage suisse est applicable aux marchandises françaises, tandis que les marchandises suisses sont admises en France aux droits du tarif minimum réduits dans une mesure convenue d'avance.

(5) Déclaré non résiliable pendant 12 ans, par convention additionnelle du 29 décembre 1904.

# COMMERCE DE LA SUISSE D'APRÈS LE RÉGIME DES TRAITÉS

(Non compris les métaux précieux à l'état brut et monnayés)

Importation										Exportation									
Millions de francs										Millions de francs									
1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Traité avec tarifs (1)																			
Allemagne										154									
239	269	295	298	308	339	341	309	317	348										
—	122	155	165	177	183	177	172	188	200	—									
140	154	133	147	152	188	159	155	176	178	38									
80	68	71	66	66	76	69	63	70	78	39									
41	45	45	46	16	46	43	44	43	43	39									
Autriche-Hongrie										42									
Espagne										12									
										243									
470	628	669	692	719	802	759	710	764	817										
Traité stipulant le traitement de la nation la plus favorisée.																			
Grande-Bretagne et colonies env.										131									
env. 51	57	62	60	64	75	79	61	72	79	72									
35	39	39	52	73	62	—	—	—	—	22									
56	62	65	67	61	57	48	58	63	69	12									
23	24	23	25	26	29	28	26	25	25	8									
env. 9	9	11	11	12	11	10	40	40	41	18									
6	8	24	29	14	9	16	41	20	27	40									
env. 5	10	14	15	13	16	12	11	11	9										
Autres Etats										273									
env. 185	209	238	259	263	259	193	177	201	220										
Etats sans traités.																			
France										72									
95	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
env. 50	53	50	42	44	60	59	58	61	65	29									
env. 145	53	50	42	44	60	116	119	123	122	401									
env.																			

(1) La Norvège, avec laquelle la Suisse a stipulé quelques facilités douanières, ne figure pas sous une rubrique spéciale dans la statistique commerciale et est comprise dans ce tableau parmi les Etats avec lesquels nous avons des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée.

(2) Arrangement en vigueur depuis le 19 août 1895.

(3) Vu la dénonciation, par le gouvernement des Etats-Unis, de la clause de la nation la plus favorisée, ce pays rentre depuis 1900 dans la rubrique *Etats sans traités*.

RÉCAPITULATION									
Importation.					Exportation.				
1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Millions de francs.									
470	628	669	692	719	802	759	710	764	817
185	209	238	259	263	259	493	477	201	220
655	837	907	954	982	1064	952	887	965	1037
145	53	50	42	44	60	116	119	123	122
800	890	957	993	1026	1124	1068	1006	1088	1159
Totaux									
Etats avec traités à tarifs. . . . .					Etats avec traités stipulant le				
Etats avec traités stipulant le					traitement de la nation la				
plus favorisée. . . . .					plus favorisée. . . . .				
Etats avec traités. . . . .					Etats avec traités. . . . .				
Etats sans traités. . . . .					Etats sans traités. . . . .				
Totaux					Totaux				
1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
243	325	338	346	362	392	441	400	222	426
273	302	313	315	330	366	281	293	292	291
516	627	651	664	692	758	692	693	714	717
401	32	31	27	26	31	437	436	454	465
617	659	682	688	718	789	829	829	868	882

# COMMERCE DE LA SUISSE AVEC LES DIFFÉRENTS CONTINENTS (non compris les métaux précieux à l'état brut et monnayés)

Importation.									
Exportation.									
1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Millions de francs.									
695	774	839	860	873	957	946	857	927	995
42	45	46	43	43	48	20	16	19	21
34	36	32	38	37	42	32	33	40	37
58	63	65	77	97	93	93	93	94	98
4	5	5	5	6	10	7	7	7	8
800	890	957	993	1026	1124	1068	1006	1088	1159
Totaux									
Europe. . . . .									
Afrique. . . . .									
Asie. . . . .									
Amérique. . . . .									
Australie. . . . .									
Destination indéterminée *) . . . . .									
491	512	545 <sup>5</sup>	555 <sup>5</sup>	581	631	653	660	679	667
6	5	6	6	6	6	10	10	12	10
26	24	31	30	32	31	37	37	33	37
94	213	93	90 <sup>5</sup>	93	114	123	114	136	149
2	2	2 <sup>5</sup>	3	3	3	4	4	4	4
2	3	4	3	3	4	4	4	4	5
617	659	682	688	718	789	829	829	868	882

Importation de 1904 (chiffre provisoire). . . 1,210 millions de francs. — Exportation de 1904. . . 883 millions.

(\*) Provisions de navires, etc.

## BIBLIOGRAPHIE

*Revue de droit international privé et de droit pénal international*, publiée par M. A. Darras. Chargé de Conférences à la Faculté de Droit de Paris, associé de l'Institut de Droit International, sous le patronage des professeurs Lainé, Weiss, Despagnet, Pillet, Audinet et Martin, et avec la collaboration de jurisconsultes, magistrats et professeurs, français et étrangers. — Abonnement annuel : pour la France, 20 francs ; pour l'étranger, 22 fr. 50. — A la librairie du Recueil J.-B. Sirey et du *Journal du Palais*, L. Larose et L. Tenin, directeurs, 22, rue Soufflot. — 1<sup>re</sup> année, n° 1, janvier-février 1905.

La littérature du droit international privé vient de s'enrichir d'un nouvel organe. Alors que le droit international public en possédait depuis longtemps plusieurs, la *Revue de droit international et de législation comparée*, la *Revue générale de droit international public*, pour ne citer que les plus importants, le droit international privé, moins favorisé, n'avait, jusqu'ici, dans les pays de langue française, qu'un seul organe. Le moment paraît favorable à la création d'une nouvelle revue consacrée à cette matière, et c'est à la France, où ces études sont si en faveur, qu'il appartenait de lui donner naissance.

La nouvelle publication est notamment consacrée à l'étude de questions nouvelles auxquelles il n'a peut-être pas été donné jusqu'ici une attention suffisante. La rédaction se propose de faire une large place à la législation ouvrière internationale, qui prend de jour en jour plus d'extension, ainsi qu'aux problèmes du droit pénal international. Sans négliger les pays d'Europe, qui fournissent une matière abondante aux questions soulevées par les conflits de lois, la *Revue de droit international privé et de droit pénal international* s'occupera des pays de l'Amérique latine, jusqu'ici un peu négligés, et aussi des pays d'Extrême-Orient, le Japon, la Chine, le Siam, où les rapports des étrangers avec les nationaux lui fourniront une riche contribution. Les noms des spécialistes distingués qui ont accepté de prendre la revue sous leur patronage, ceux des collaborateurs éminents dont la rédaction s'est assuré le concours, garantissent à la nouvelle publication, aussi bien auprès des praticiens que des hommes d'étude, un accueil favorable. Ajoutons que le seul nom de son rédacteur en chef, dont les travaux en droit international privé ont une si légitime autorité, promet une brillante carrière à la Revue dont nous sommes heureux de saluer l'apparition. — Le premier numéro contient les articles suivants : Introduction, par A. Lainé ; La rédaction du code civil et le droit international privé, par le même ; Examen comparé des jurisprudences française et anglo-américaine en matière de compétence dans les litiges entre étrangers, par A. Pillet ; Des sociétés anonymes étrangères en Russie, par P. Wauwermans ; La notion de domicile au point de vue international dans la législation fiscale française, par A. Wahl ; Les congrès pénitentiaires internationaux, par A. Le Poittevin ; La nouvelle loi française du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée et le droit international privé, par J. Trignant-Geneste. Un bulletin de jurisprudence française et étrangère comprenant des notices françaises, belges, danoises, égyptiennes, italiennes, roumaines, russes et suisses, ainsi que des chroniques de droit international privé et des documents, complètent le numéro.